Parti Socialiste
Comité directeur
7 janvier 1984

Sommaire

Le président (Claude Estier) 2
Jean Poperen 2
Jean-Paul Bachy 15
Dominique Strauss-Kahn 25
Jean-Pierre Worms 32
Lionel Jospin 32
Gérard Gaume 33
Didier Motchane 39
Pierre Bérégovoy 43
Lionel Jospin 49
Bernard Thareau 50
Robert Chapuis 52
Georges Sarre 57
Jacques Delors 60
Philippe Farine 70
Françoise Gaspard 73
André Garnier 77
Gérard Fuchs 79
Jean Le Garrec 84
Marie-Noëlle Lienemann 90
Lionel Jospin 95
Marie-Claude Vayssade 108
Laurent Fabius 110
Jean-Pierre Chevènement 114
Patrice Finel 117
Jean Poperen 120
Alain Busnel 121
Jean-Paul Bachy 121
Jean Poperen 124
Jean-Paul Bachy 127
Jean Poperen 132
Christiane Mora 133
Bertrand Delanoë 135
Piere Carassus 136
André Laignel 137

La séance est ouverte sous la présidence de Claude Estier.

Fondation Jean-Jaurès

Le président (Claude Estier)

Mes chers camarades, la séance est ouverte.
Nous allons procéder à l'appel. (Mme Seligmann procède à l'appel)

Le président - Mes chers camarades, en ouvrant ce premier Comité directeur de l'année 1984-, je vous adresse à tous mes meilleurs vœux pour vous, vos familles et pour le Parti et nos activités dans cette année 1984 - qui, comme chacun sait, s'annonce difficile.
Vous savez que l'ordre du jour du Comité directeur qui devait porter primitivement sur les questions européennes a été modifié par le Bureau exécutif et nous avons essentiellement aujourd'hui à discuter de la situation politique et plus particulièrement des problèmes économiques et sociaux, rattachés aux question de l'emploi et du pouvoir d'achat.
Nous allons donc organiser le débat de la façon suivante : je vais donner la parole à Jean Poperen, pour le rapport d'activité de la direction. Sitôt après, pour ouvrir le débat économique et social, la parole sera donnée à Jean-Paul Bachy et à Dominique Strauss-Kahn.
Après quoi, nous ouvrirons le débat.
Je vous précise que nous avons la chance d'avoir ce matin trois des membres du gouvernement particulièrement concernés par le débat que nous avons aujourd'hui, c'est-à-dire Jacques Delors, Pierre Bérégovoy, Laurent Fabius, et tous les trois interviendront dans le courant du débat.
Je donne tout de suite la parole à Jean Poperen.

Jean Poperen

Chers camarades, à la suite du Congrès, s'est ouverte une période tout particulièrement consacrée à la réorganisation des secteurs, à la mise au point de leur plan de travail et d'action.
Le secrétariat à la Coordination a assuré la mise au point du programme général, du planning d'activité.
Ceux-ci ont été présentés conjointement avec le secrétariat aux fédérations, lors de la séance des premiers secrétaires fédéraux tenue le 10 décembre, en présence de Lionel Jospin.
Le secrétariat aux fédérations a travaillé au règlement des difficultés qui, en diverses fédérations, avaient pu naître à l'issue du Congrès et qui, pratiquement, se trouvent dans leur ensemble résolues.
Le même secrétariat aux fédérations met au point actuellement l'importante campagne de réunions qui concerne, je le rappelle tous les membres du Comité directeur, qui, dans chaque fédération, à partir de la mi-janvier, doit être organisée réunissant membres des Commissions exécutives, secrétaires de sections et élus.
Ce sera donc l'occasion de faire connaître la ligne d'action à l'ensemble de ce qu'on peut appeler les cadres fédéraux du Parti.

La trésorerie nationale a tenu, en ce début d'exercice, une importante journée de travail avec l'ensemble des trésoriers fédéraux.
L'information des militants a donné un numéro substantiel du "Poing et la Rosé Militants" (105), comportant le compte rendu du Congrès et la présentation des candidats à la candidature pour l'élection européenne. Dans les sept numéros du "Poing et la Rose Responsables", de nombreux dossiers et argumentaires ont été présentés en même temps que deux rubriques nouvelles étaient ouvertes : "Questions à la Droite" et "Retenez ces dates".
Le secrétariat aux études a étoffé son organisation et met actuellement en place ses nouveaux collectifs. Remarquons, en particulier, la constitution de 4 sous-Commissions : activités productives, économie internationale, politique sociale, problèmes financiers et fiscaux, de la Commission économique.
Le secteur entreprise a fait adopter par le Bureau exécutif du 7 décembre la nouvelle composition de la Commission nationale, tandis qu'un tract "Un seul choix possible, agir pour réussir" était diffusé à 350 000 exemplaires et que sont édités de nombreux tracts sectoriels. La première réunion de la nouvelle CNA le 17 décembre, a engagé la mise en œuvre des décisions de Bourg-en-Bresse.
Le secrétariat au secteur public a centré son action sur la préparation de la réunion du 28 janvier, consacrée à la popularisation de la loi de démocratisation du secteur public et à la préparation, ce qui nous concerne en tant que militants, pas en tant que structure organisée du Parti, des échéances électorales, de la désignation des conseils d'administration et de gestion dans les entreprises nationalisées qui vont s'échelonner de mars à juin dans les diverses entreprises nationalisées.
Le secrétariat à la jeunesse prépare la réunion du nouveau Conseil national du MJS le 29 janvier à Paris. D'ores et déjà, le secrétariat du Parti a adopté plusieurs propositions d'action.
Le secrétariat à l'agriculture et au monde rural a organisé dès novembre, début décembre, 18 réunions régionales dont les enseignements ont été tirés par la CNA des 10 et 11 décembre qui a dégagé les lignes de force de l'action à venir.
Le secrétariat aux luttes des femmes a réuni sa Commission nationale et ses secrétaires fédérales les 17 et 18 décembre, pour préparer les actions du Parti dans ce secteur. Cette réunion a notamment pris en considération la présence des femmes sur la liste de candidats aux élections européennes et préparé la Journée internationale des femmes du 8 mars. Si ce n'est pas à l'ordre du jour d'aujourd'hui, c'est à l'ordre du jour de nos préoccupations. Cette Journée internationale doit être avec notre participation une importante manifestation.
Le secrétariat à l'action culturelle va réunir ses secrétaires fédéraux le 28 janvier et a apporté un soin particulier à l'action engagée pour faire connaître le projet de loi sur la "transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse", la fameuse loi qui est actuellement en discussion à la Commission de l'Assemblée qui viendra donc en débat public lorsque la session spéciale extraordinaire fin janvier début février aura lieu.
Le secrétariat aux collectivités locales a joué un rôle essentiel pour la préparation et la tenue du Congrès de la fédération nationale des élus Socialistes

et Républicains à Niort, le 1er décembre. Il a élaboré son plan d'action pour les deux prochaines années.
Le secrétariat à l'environnement, l'urbanisme et le cadre de vie a réuni les délégués fédéraux le 19 novembre.
Le secrétariat international a notamment été intéressé, outre beaucoup de rencontres, à la réunion du bureau de l'Internationale Socialiste qui s'est tenue en décembre à Bruxelles, et à laquelle a participé le premier secrétaire. Par ailleurs, il a traité avec grande attention les problèmes posés avec nos camarades espagnols, à la faveur d'une série de rencontres, et bien entendu en premier lieu, les problèmes posés par l'élargissement.
D'autres secrétariats ont, bien sûr, développé une activité importante dès cette période. Je mentionnerai en ce qui concerne notamment le secrétariat aux droits de l'Homme la part qu'il a prise à la réalisation et à la réussite spectaculaire de la marche des immigrés qui s'est terminée, vous le savez, à Paris, au mois de décembre.
J'évoquerai l'activité d'autres secteurs à l'occasion de l'analyse de la situation politique à laquelle, très rapidement, je vais procéder maintenant. Je pense au secteur des relations extérieures, dont est responsable notre camarade Debarge et, d'autre part, à l'occasion des propositions d'actions qui seront proposées devant le Comité directeur cet après-midi, je pense notamment au secrétariat à la communication et à la propagande.
Je terminerai donc ce qui est le rapport d'activité de secteur, en évoquant le rôle de la délégation à la presse qui fonctionne sous l'autorité du premier secrétaire, qui a diversifié sa revue de presse et organisé avec le premier secrétaire deux points de presse, ainsi qu'une série de contacts informels. Retenons une conférence importante de Jacques Huntzinger sur les européennes, une de Lionel Jospin avec Willy Brandt.
Outre sa participation personnelle, j'ai eu l'occasion de le mentionner, à la vie des divers secteurs, le premier secrétaire a eu l'occasion de tenir de nombreuses réunions publiques, et en règle générale, ce qui est pour nous une indication, ces réunions se sont tenues avec d'importants et parfois très importants auditoires.
Cette activité s'est donc développée pendant un peu plus de mois qui nous séparent du Congrès de Bourg-en-Bresse.
Au moment où nous nous réunissons pour la première fois, depuis le lendemain de ce Congrès, puisque notre seule réunion de Comité directeur avait été la réunion consacrée à la mise en place du Bureau exécutif et du secrétariat, nous sommes en mesure de porter une appréciation sur l'ensemble de l'année 1983 et de mieux saisir les perspectives pour 1984.
Nous avons choisi, nous la majorité, dans le pays, et notamment les Socialistes au gouvernement, de donner la priorité dans la période actuelle à la bataille pour l'assainissement économique, condition d'un redressement durable, à nos yeux.
En ces derniers mois de l'année, il apparaît que l'effort du gouvernement, de la majorité, ne s'est pas relâché et que les résultats sont dans la ligne de ceux que nous avions comptabilisés au moment du Congrès, à la fin d'octobre dernier.
C'est dans la même continuité, la même trajectoire.

Si l'on considère rapidement - mais les camarades qui vont tout à l'heure présenter deux rapports sur les problèmes économiques et sociaux, et je pense notamment Dominique Strauss-Kahn, y reviendront plus longuement - les indicateurs économiques, la tendance générale sur la fin de l'année et sur les prévisions principales, avec la valeur toujours très relative des prévisions dans ce domaine, est incontestablement celle d'une consolidation de nos résultats acquis, avec, en particulier, en ce qui concerne la hausse des prix, 0,4 en novembre, ce qui sur onze mois nous donne 8,9, et donc, à moins d'accident dont il n'apparaît pas de raisons sérieuses, pour l'indice de décembre nous dépasserons de quelques dixièmes le chiffre de 9.
Bien entendu, ceux qui nous ont légué 14% continueront de répéter que la décélération est trop lente, et c'est vrai qu'à notre avis il serait mieux qu'elle soit plus rapide, cela va de soi, mais la vérité est que cette décélération se poursuit régulièrement.
Dans le même temps, vous le savez, les objectifs de réduction du déficit du commerce extérieur seront nettement dépassés sur l'année en cours. Le rétablissement des grands équilibres, l'assainissement, tels qu'ils ont été voulus au moyen des plans économiques de juin 82 et mars 83, sont donc en voie de réalisation.
La réussite, répétons-le, et ce que nous avons dit au Congrès demeure valable, même si entre temps nous avons encore progressé dans la même direction sur la même trajectoire, la réussite n'est pas acquise, elle est simplement devenue plus probable au moment où commence l'année 1984.
Les effets qu'on pouvait en attendre sur la marche de l'économie sont dès maintenant perceptibles ou raisonnablement escomptables.
- Accroissement sensible des réserves monétaires.
- Augmentation remarquable de nos exportations.
- Maintien de la position du Franc, en dépit de la pression des monnaies fortes, et naturellement ces tous derniers jours de la nouvelle hausse très forte du Dollar, démenti à cet égard au prophète de malheur qui à plusieurs reprises avait prophétisé la plongée du Franc.
- Enfin inversion de tendance, semble-t-il, qui s'amorce, mais il faut être ici plus prudent naturellement dans l'appréciation, en ce qui concerne pour un nombre appréciable de secteurs l'évolution des investissements.
De la sorte, en dépit de l'intense effort de désinflation qui a été demandé au pays et qu'il a consenti, on peut penser qu'il n'y aura pas croissance négative en 1984, et même que si la conjoncture internationale continue de devenir plus favorable, une très légère croissance peut s'amorcer dans la deuxième partie de l'année.
Cela est d'autant plus important que la question de l'emploi est plus que jamais au premier plan de notre préoccupation. Remarquons ici que le gouvernement de gauche a pu durant un an et demi mener sans faiblesse une politique de désinflation sans provoquer une poussée significative du chômage. Là encore essayons d'être aussi vigoureux que possible dans notre appréciation, nous ne disons rien de plus que cela. Mais cela il faut le dire, parce que c'est par rapport

aux expériences de nos devanciers et à celles des pays voisins - regardez ce qui s'est passé dans les phrases de grande désinflation dans tous les grands pays capitalistes -.
Nous avons mené depuis un an et demi une politique de désinflation sans provoquer de poussée significative du chômage. Nous avons traversé cette phase de l'effort d'assainissement sans imposer à la France le fardeau qu'ont dû supporter les grands pays industriels dirigés par la Droite. Nos adversaires peuvent bien ironiser - ils ne s'en font pas faute - sur le "traitement social" du chômage, ne nous laissons pas aller dans ce domaine comme dans bien d'autres à être impressionnés par eux, et entraînés par eux dans ce type de comportement. La vérité est que nous, dans cette phase d'exceptionnelles difficultés, nous avons pu - et nous ne disons pas plus - limiter les dégâts, cela jusqu'à la fin de cette année.
Cependant, si nous complétons le tableau, si nous complétons l'analyse nous devons dire que nous sommes maintenant début 1984 arrivés à un moment où les moyens utilisés notamment pour le traitement social du chômage ont épuisé l'essentiel de leurs facultés, ce qui explique que les chiffres de l'emploi en novembre n'aient pas été bons. Et surtout, au-delà des données conjoncturelles, nous avons maintenant à faire face aux exigences de la modernisation industrielles et c'est là - nous le savons - un aspect essentiel de la politique que nous allons avoir à conduire dans les mois à venir.
Par manque de courage plus encore que par imprévoyance, semble-t-il, nos prédécesseurs ont reculé devant les décisions nécessaires, ont voulu reculer les échéances. C'est la part la plus coûteuse de l'héritage de la Droite et surtout cela en sera la partie la plus durable. Cela ne peut pas se corriger en quelques semaines, ni même en quelques mois… c'est une affaire d'une plus longue durée. Comme l'a dit le Président ces derniers jours, comme l'ont répété le premier ministre et Laurent Fabius, nous sommes, nous la Gauche, nous les Socialistes devant une tâche importante et véritablement historique, le mot n'est pas excessif : conduire dans les meilleures conditions possibles la grande mutation industrielle, cette véritable révolution de la fin de notre siècle, qui est certes d'abord une révolution technologique. Nous sommes tous d'accord là-dessus, c'est une révolution dans les moyens de production, mais qui par là-même s'étend et s'étendra tout naturellement à tous les aspects de la vie sociale et individuelle.
Les réformes de structure engagées depuis 1981 nous ont préparés à cette grande tâche, elles sont un atout même si leur mise en œuvre est difficile et nous le savons, nous en avons de nombreux échos de la part de nos camarades eux-mêmes, mais elles nous ont préparés à cette grande tâche. La première exigence est de considérer la nécessité de cette grande réforme, de cette grande révolution industrielle et de la présenter aux travailleurs, à l'ensemble de la nation avec lucidité et courage. Après tout, c'est bien notre fonction de forces de changement porteuses de l'avenir, de contribuer à l'avènement de nouveaux rapports sociaux, de nouvelles structures, de nouvelles mentalités. Si un mouvement de l'opinion dans ce pays nous a portés au pouvoir, c'est bien -

même s'il n'en était pas pleinement conscient - tout de même parce que les forces du passé, dont la Droite française est la représentation souvent caricaturale, s'opposaient aux changements devenus urgents. Nous, nous avons mission de les réaliser, et les gens sentent que c'est à nous que revient cette tâche même si elles est dure, nous ne pouvons pas nous y dérober.
Sachons évaluer le coût social sans illusions et les risques politiques de ce que nous devons accomplir. C'est notre affaire de direction politique du principal parti de la majorité de les apprécier.
Le gouvernement a raison de ne pas vouloir finasser avec l'obstacle, c'est bien dans les prochains mois - c'est ce que nous avons cru comprendre des déclarations des plus responsables au niveau du gouvernement ces derniers jours - dans les secteurs les plus directement concernés que les décisions de réorganisation industrielle devront être mises en œuvre. Lorsqu'il s'agit d'entreprises du secteur nationalisé, le gouvernement en liaison avec les dirigeants de ces entreprises, aura à prendre lui-même ses responsabilités. Ailleurs, il apparaît hautement souhaitable qu'il fasse ce qui dépend de lui pour faciliter la concertation entre les directions d'entreprises et les organisations syndicales, sans se substituer à eux - cela va de soi -, voir s'il n'y a pas d'autre recours pour en prendre l'initiative, de ces concertations.
Il ne serait sans doute pas bon que le gouvernement se substitue aux diverses parties en présence, mais comment à l'inverse un gouvernement de gauche pourrait-il ne pas se sentir concerné par les rapports entre chefs d'entreprises et salariés surtout lorsque le sort de milliers de travailleurs est en cause et l'avenir de ce secteur important de l'économie nationale.
Telle est bien d'ailleurs la ligne de conduite générale à laquelle se tient le gouvernement. C'est elle qui l'a amené, notamment, dès que la direction de PS a, en juin dernier, a annoncé son intention de procéder à des licenciements massifs à Talbot Poissy, à désigner un expert au début de l'été dernier.
Ce qui, depuis lors et jusqu'à ces dernières heures s'est passé dans cette entreprise, méritera à coup sûr une réflexion approfondie du Comité directeur. Déjà à plusieurs reprises, le Bureau exécutif a délibéré de cette question et le secteur entreprises a suivi jour après jour, puis véritablement heure par heure l'évolution du conflit. Le premier secrétaire a eu l'occasion au cours des dernières semaines de s'exprimer.
Disons d'abord que le gouvernement n'a pas eu tort en juin dernier de vouloir prendre quelques délais, puisque c'est parfois le reproche, l'un des reproches qui lui est fait. Il a utilisé ce délai à la recherche de solutions plus acceptables pour les travailleurs, moins draconiennes. Le compromis - bien sûr que cela en était un, on imagine mal ce que cela aurait pu être d'autre - patiemment et prudemment mis au point par le gouvernement impliquait d'appréciables concessions de la direction de PSA par rapport à ses positions de départ. Regardez le chemin parcouru entre juin et le milieu décembre.
Ce compromis pouvait -il être encore amélioré ? Sans doute, mais ce qu'on ne peut pas dire ou laisser croire c'est qu'il aurait plus l'être au point que soit évitée toute suppression d'emploi. La concertation avec les diverses organisations

syndicales a-t-elle été suffisante ? C'est un point controversé, mais si elle ne l'a pas été - je répète c'est un point controversé -, est-ce que cela justifierait la remise en cause du compromis lui-même ? Est-ce que la forme doit permettre de condamner le fond dans une affaire aussi grave ? Le gouvernement avait joué un jeu serré, délicat, la ligne de crête vraiment, et si vous avez les événements en mémoire - ils ne sont pas si anciens - je crois qu'il est permis de dire qu'au soir du samedi 17 décembre étant parvenu à un accord ayant amené la direction de PSA à souscrire à cet accord, la CGT principale organisation du mouvement ouvrier dans cette entreprise le prenant en compte, on peut penser qu'on aboutissait à ce moment là à la possibilité de règlements progressifs de ce problème très difficile. Etait-il donc à partir de là, judicieux de faire tout repartir le lendemain ? C'est bien ainsi que les choses se sont passées. Fallait-il au nom du maximalisme, condamner ce qui était acquis pour s'engager dans ce qui risquait dans ce moment d'être une aventure, et qui en effet la suite l'a prouvé a été une aventure négative pour les travailleurs, négative pour le mouvement ouvrier. ? Comment ne pas être déconcerté par l'attitude d'une organisation dont les principaux dirigeants ont à maintes reprises critiqué ce qu'ils appelaient le manque de réalisme entre guillemets de la majorité du gouvernement du Parti Socialiste, le manque de courage du gouvernement, à qui ils faisaient reproche de ne pas procéder aux mutations nécessaires dont les responsables sur le terrain à la première grande épreuve de vérité refusent toute conséquence de ces mutations et se portent d'un coup aux antipodes de ce qu'ils appelaient eux-mêmes le réalisme ?

Et que penser lorsque ces mêmes responsables qui, durant des jours, avaient fait étalage d'intransigeance, avouent eux-mêmes n'avoir plus d'autre issue que d'appeler la police ? Des ouvriers se sont battus entre eux, mes chers camarades, c'est un fait grave.

Faudrait-il donc que les bénéficiaires de cette épreuve douloureuse, dramatique, soient ceux qui portent la responsabilité principale de la situation c'est-à-dire la direction même de Talbot, car ce sont les mêmes dont les hommes de main ont provoqué les bagarres en stimulant la haine raciale, qui avaient fait venir en France des cargaisons d'immigrés qu'ils imaginaient devoir être une main d'œuvre à bon marché et plus docile. Ce sont ceux-là qui ont fait des années durant de Simca Poissy l'entreprise pilote du patronat de combat, implacable et brutal. Fallait-il leur donner une occasion de se tailler une victoire sur la division des travailleurs ? Fallait-il surtout leur offrir la possibilité de se dégager du compromis pour en venir à leurs fins, essayer d'en venir à leurs fins, c'est-à-dire - tout le monde le sait - la liquidation pure et simple de Talbot Poissy ?

Les dernières décisions prises à cet égard par la direction de PSA montrent combien la menace d'une telle issue désastreuse, s'est précisée du fait de la dernière phase du conflit.

Pour nous, principale force politique de la majorité, la leçon peut être la plus importante de ce long conflit et il est souhaitable que le Comité directeur émette là-dessus un avis, je dis souhaitable, il est nécessaire que le Comité directeur émette là-dessus un avis, que le pays sache ce que nous pensons y avoir comme

leçon à tirer d'un événement important.
De ce long conflit qui, je l'ajoute, à l'heure qu'il est, n'est pas terminé, il n'y a qu'une phase de pose relative, la leçon la plus importante à notre avis pour nous, parti politique Socialiste, est que nous sommes confrontés à la phase la plus dure sans doute depuis deux ans et demi. Nous allons la vivre maintenant, il faut le savoir, elle sera la plus dure politiquement, peut-être décisive et peut-être les choses pourront peut-être aller mieux. En tout cas, cette affaire sera dure. Nous le savons tous… et la principale leçon est que la majorité au niveau parlementaire et au gouvernement consolide sa cohésion.
C'est le souci qui nous anime au cours des rencontres que nous avons actuellement avec diverses organisations de gauche, que le secrétariat au relations extérieurs organise par les consultations avec un certain nombre de syndicalistes, les rencontres qui vont avoir lieu avec la PSU, le MRG, notamment et c'est ce souci qui déjà nous avait animé lors de la préparation par le secrétariat aux relations extérieures puis lors de la rencontre tenue le 1er décembre entre le Parti Socialiste et le Partie Communiste.
Le premier secrétaire avait, au préalable, avant cette rencontre, vous vous en souvenez, indiqué clairement que la rencontre du 1er décembre PS/PC devrait être l'occasion d'aller au fond des choses, de dissiper les ambiguïtés, car rappelez-vous, à l'époque, dans le comportement de la direction du PC, le moins qu'on puisse dire est qu'il y avait des ambiguïtés et matière à interrogation.
Nous avons donc dit avant, que ce ne serait pas une rencontre rituelle, j'allais dire pour le plaisir, ce n'est pas exactement le mot, évidemment ! Mais qui ne servirait, en somme, à rien quant au fond. Nous voulions qu'elle serve. Le fait est que le texte du 1er décembre a marqué, comme nous le voulions, comme nous le souhaitions et l'avons dit publiquement, la volonté des deux partis - c'est le sens de ce texte - de prendre en compte les conséquences de la politique d'assainissement de l'économie et de modernisation industrielle, bien sûr, pas en termes aussi clairs et carrés que nous le souhaitions, mais là aussi, c'était entre les deux, forcément, mais enfin cette note était donnée.
Certains, ici ou là, ont pu s'interroger, dans les semaines qui ont suivi, sur les véritables intentions des dirigeants du Parti Communiste, et, parmi ces "certains", il y avait nous-mêmes. Nous avons donc été amenés à nous inquiéter y compris publiquement - en termes qui n'étaient pas provocants, mais tout de même... - de certains propos, notamment, du secrétaire général du Parti Communiste, qui ne nous paraissaient pas en harmonie avec l'accord du 1er décembre.
Il y avait donc ces questions. Je me garderai bien de dire qu'il n'y en a plus, mais enfin il nous semble que ce qui s'est passé ces derniers jours, et notamment à Talbot Poissy, apporte des éléments de réponse ; là aussi, le Comité directeur a à dire s'il partage cette appréciation. Nous voyons, dans le comportement de la direction du Parti Communiste, et des responsables Communistes de la CGT, un signe que les responsables Communistes entendent assurer, avec nous, dans les conditions présentes - cela ne vaut pas pour toutes les années à venir, mais dans la phase que nous vivons - l'application de la politique gouvernementale - c'est

Fondation Jean Jaurès

donc un élément de réponse aux questions que nous nous posions, et que nous avions raison de nous poser - conformément à l'accord de juin 1981 et à la déclaration de décembre 1983.
C'est là un gage appréciable, et même important, de la cohésion a gauche. Mais j'ajoute - et il est souhaitable que le Comité directeur, là aussi, dise s'il pense qu'il convient d'ajouter, d'une façon ou d'une autre - qu'il nous faut bien comprendre, si nous avons suivi ce qui s'est passé depuis trois semaines, que cette décision, qu'à notre avis ont prise, lors de leur Comité central du début décembre, les dirigeants Communistes - c'est à partir de là que, s'étant sans doute eux-mêmes interrogés, ils ont fait ce choix et ils l'ont appliqué dans la crise qui s'est déroulée à la fin du mois de décembre - cette décision, ne nous faisons pas d'illusion, serait gravement menacée, remise en question si, venant d'autres côtés, des opérations de débordement et de surenchère se renouvelaient. Nous y faisions allusion, l'autre jour, dans notre débat au Bureau exécutif, il y a une chose que les Socialistes doivent avoir en tête, c'est l'expérience que la direction du Parti Communiste avait tirée à l'issue d'un grand débat qui s'était déroulé chez lui, qui a été une des grandes dates de son histoire depuis un demi-siècle, lors du Comité central tenu à Champigny, à la fin de 1968. Ils ne se laisseront pas mettre à nouveau dans la situation de mai 68, où ils ont dû courir pendant un mois derrière les débordements ! Il faut le savoir. Donc, une fois à Talbot... bon, cela a pu passer, apparemment, mais cela ne pourra pas se renouveler souvent sans que soit mise en cause cette cohésion. Je veux dire par-là que si nous sommes devant cette situation de tentative de débordement, c'est l'alliance principale à gauche, entre les deux principaux partis de gauche, qui se trouvera nécessairement, à un moment ou à un autre, mise en question. Entendons-nous bien, j'ajouterai - ce n'est pas dans le rapport écrit, mais c'est notre débat - il n'y a naturellement pas, dans les déterminations du Parti Communiste, que cette considération-là, bien sûr ; je serais sans doute un des derniers ici à avoir cette naïveté. Mais je dis que celle-là pèse beaucoup, et que nous serions très irresponsables de la tenir pour négligeable, de ne pas l'intégrer dans notre propre analyse de la situation et des perspectives.
Donc, la cohésion de la Gauche, des forces du monde du travail, c'est la première condition, et notamment, chers camarades, dans les entreprises où vont être nécessaires des ajustements en ce qui concerne la situation de l'emploi, dans les secteurs où, à nouveau, nous allons nous trouver devant la nécessité de résoudre un certain nombre de problèmes très difficiles, très durs. Cette cohésion de la majorité, de la Gauche, des forces du monde du travail, c'est évidemment une des conditions pour que l'on puisse obtenir, pour les travailleurs eux-mêmes, des dispositions, des garanties préparées par le gouvernement. Pour que - c'est ce qu'ont laissé entendre, l'autre jour, je crois, d'une certaine façon, Jacques Delors, hier le Premier Ministre - tout cela puisse être mis en œuvre, cela dépend de la force qu'aura la Gauche elle-même, notamment dans les entreprises, de la force qu'auront les organisations du monde ouvrier dans les entreprises. Si elles sont hors du coup, il est évident que le rapport des forces ne penchera pas en leur faveur, et si elles sont divisées,

elles seront hors du coup.
Voilà la réalité dans laquelle nous allons être, demain, que ce soit dans la sidérurgie, dans les chantiers navals ou ailleurs.
Les idées avancées sur la mise en place d'une sorte de "pacte" avec les chefs d'entreprise - j'ai lu cela ces tout derniers jours - peuvent y contribuer. C'est d'ailleurs une idée qui nous est familière, ici ; "pacte" ou autre chose, on voit bien l'idée. Elle implique, comme nous l'avons toujours demandé, que les avantages accordés aux chefs d'entreprise soient la contrepartie d'engagements précis de leur part, notamment en matière d'emploi, c'est-à-dire le donnant-donnant.
Si nous sommes attentifs - et comment ne le serait-on pas - à la situation des entreprises, à l'évolution de cette situation, si nous ne contestons pas que, dans un certain nombre de secteurs et de régions, elle demeure difficile, il faut quand même avoir une vue plus globale et donc plus équilibrée, plus équitable des choses.
Apparemment - j'introduis cela parce que bien que j'ai écrit ce rapport il y a très peu de temps, les choses vont vite et, entre temps, M. Gattaz a encore parlé... - je suis obligé de dire, et je ne crois pas que je sois désavoué par le Bureau exécutif en tant que rapporteur : cela recommence ! Il gémit encore ! Il en redemande ! Bon... Naturellement, la situation de l'économie française est, si j'ose dire, ce que nous savons, mais enfin, d'une part, ce n'est pas le chaos qu'on nous avait si souvent promis, loin de là, d'autre part il est quand même permis de faire quelques observations ! Par exemple peut-on observer que la hausse globale de la bourse de Paris en 1983 aura été de 54%, battant un record vieux de trente ans ! Et même s'il est vrai que de savants économistes prétendent que, de nos jours, le mouvement de la bourse n'a rien à voir avec celui des profits, vous m'accorderez quand même que l'un n'est pas tout à fait étranger à l'autre et que, pour le moins, cette constatation semble indiquer qu'il y a bien, ce que nous constatons par ailleurs, progression des profits dans un certain nombre de secteurs. Les constatations rapportées - cela aussi j, c'est la vie sociale et politique concrète - par tous les médias, avec interview des intéressés - donc, ce ne sont pas seulement des choses en l'air et abstraites, on a entendu les gens... c'est le moment où, moi, j'ai l'occasion de regarder un peu plus la télévision, on a entendu ces représentants du commerce de luxe parisien s'exprimer - indiquent que les profits des commerces de luxe ont été sans précédent depuis de nombreuses années ! Donc, de grâce ! De grâce ! Nous sommes obligés de constater - c'est une constatation d'une certaine gravité - que pour le moment nous n'avons pas vraiment fait reculer la polarisation de la richesse, et j'ajouterai - ce n'est pas non plus dans mon rapport écrit - qu'il ne suffit pas que Marchais le dise pour que, nécessairement, ce soit inexact !
(Quelques applaudissements)
Les Socialistes se félicitent donc que, dès le début de cette nouvelle année, le Président de la République ait rappelé la nécessité que ce gouvernement - c'est la déclaration faite dès le 2 janvier, la première qu'il ait faite lors de la longue série des vœux, qui, vous le savez bien, en tout cas pour François Mitterrand,

n’est jamais simplement rituelle - ait le "souci minutieux" des moins favorisés. C’est, en effet, le cas du gouvernement. Mais il appartient au Parti Socialiste d’être attentif à la façon dont il agit - cela, c’est son rôle spécifique, propre, par rapport à ce que fait le gouvernement - d’autant plus que la passe est difficile, d’autant plus que la passe est étroite. Nous devons donc veiller à l’application de toutes les mesures qui iront bien dans le sens que nous voulons de la justice sociale.

Voilà sur ce qui nous paraît au centre, vraiment - pour employer l’expression courante dans pareil cas - de nos préoccupations.

Cela amène à constater, et je vais en terminer par là ce rapport introductif, que la caractéristique de l’état de l’opinion à la veille de ce qu’il faut bien appeler des mois d’épreuves - il faut les traiter comme ils vont être - c’est justement, nous semble-t-il - à vous de nous dire si, venant de vos diverses fédérations, vous ressentez les mêmes choses... c’est cela, la fonction du Comité directeur, nous avançons ici des hypothèses, elles doivent devenir, sinon des certitudes, tout au moins des choses plus assurées à l’issue de nos débats - une perception plus aiguë des difficultés du moment et des difficultés à venir. Plus qu’il y a deux ans, plus qu’il y a un an, dans leur majorité les Français ressentent le caractère global, profond et durable de la crise mondiale, et dès lors qu’ils regardent un peu autour d’eux, ce sentiment se confirme malheureusement.

Les événements dramatiques qui viennent de secouer plusieurs pays d’Afrique apportent d’autres preuves, s’il en était besoin, de l’urgence de réponses nouvelles aux déséquilibres du monde, idée-force sur laquelle le Président de la République conduit la politique internationale de la France, idée-force exposée, rappelons-le encore, dès le début de son septennat, dans le discours de Cancun. Les dispositions draconiennes que le FMI fait subir à des pays comme le Nigeria ou la Tunisie expliquent, pour l’essentiel, ce qui vient de se passer dans ces pays et menace de se passer dans toute une série d’autres.

La France, pour sa part, a continué à assumer ses responsabilités dans des conditions souvent périlleuses, voire tragiques, pour aider dans ce contexte général certains pays à retrouver les voies de leur indépendance dans la paix. Les dures épreuves que traversent les soldats français engagés au Liban apparaissent comme une contribution réelle à une évolution vers des solutions de paix. Permettez-moi tout de même de faire observer - même si le tableau, de ce côté, est pour l’essentiel plutôt sombre - que les plus récentes prises de position des chefs de l’OLP, le geste accompli par Arafat, même s’il n’a pas rencontré apparemment l’approbation enthousiaste de l’ensemble de la direction de l’organisation, permettent de penser que la recherche de solutions non violentes pourrait être peu à peu privilégiée, y compris dans certaines régions.

Concernant le rétablissement de l’équilibre en Europe, la ligne suivie, là aussi, par la diplomatie française, au premier chef par le Président de la République, est en train de recevoir sa pleine justification, chers camarades, et d’ailleurs s’il est un domaine où nos adversaires, qui pourtant nous cherchent partout la petite bête, sont d’une grande discrétion, c’est bien celui-là, et pour cause. La fermeté en faveur de l’installation des "Pershing", à défaut de concessions importantes

des Soviétiques, n'a pas provoqué le surcroît de tension que certains prophétisaient. L'intérêt porté à la rencontre Schultz-Gromyko, à Stockholm, le 17 janvier prochain, prouve au contraire que, comme nous l'avions prévu, le réalisme soviétique l'emporte et que les dirigeants de l'URSS, une fois la décision mise en œuvre - elle commence à être mise en œuvre - envisagent maintenant de discuter à partir de la situation nouvelle ainsi créée.
Bien entendu, pour cette grande négociation Est-Ouest tout comme pour l'établissement de nouveaux rapports Nord-Sud, l'Europe devrait jouer un rôle appréciable, voire déterminant. Y contribuer, telle va être la préoccupation de la France durant les six mois où elle va assurer la présidence du Conseil européen. L'avenir de l'Europe, on le ressent mieux à la lumière de tout ce qui se passe et que j'évoque très, très brièvement, est essentiel pour tous les peuples qui composent la Communauté et pour l'équilibre du monde. C'est dire que rarement débat, qui se trouve amené par le calendrier électoral - le renouvellement de l'Assemblée - fut plus opportun que celui qui va préparer l'élection européenne. C'est dire aussi que toutes nos campagnes - à la différence peut-être de la tentation que peuvent avoir beaucoup de camarades - même lorsqu'elles sont directement branchées sur nos problèmes intérieurs, doivent avoir, et pas seulement parce qu'il y a l'échéance de juin - bien sûr, il y a l'échéance de juin - mais parce que c'est la réalité des choses, de la situation et des perspectives, cette dimension, cette ouverture européenne.
Des développements nouveaux sont en cours de ce point de vue, ou se préparent, et c'est pour pouvoir en tenir compte que le Bureau exécutif du Parti Socialiste, comme l'a rappelé notre président tout à l'heure, a décidé de reporter la tenue de la Convention nationale qui aura à adopter le Manifeste du Parti et à ratifier la liste des candidats.
Dans ce climat de prise de conscience par les Français de la nature des difficultés des temps présents, de leur durée, dans ce climat de gravité, la guérilla des chefs de la Droite contre le gouvernement de gauche a paru, nous semble-t-il, ces derniers temps, souvent déplacée et médiocre, ce qui peut expliquer que, tandis que le Président de la République reconquiert - les sondages les plus récents, celui même d'aujourd'hui, le montrent - peu à peu son audience, et même si de son côté - autre considération que nous ne devons pas prendre à la légère naturellement - l'image de la Gauche et de ses chefs de file ne s'améliore guère, l'image des hommes et des partis de droite a plutôt tendance à se détériorer.
Voilà les données politiques principales dont il faut tenir compte au moment où nous sommes.
En fait le cynisme ne paie jamais qu'un temps, il fallait beaucoup de cynisme, et il leur faut beaucoup de cynisme, car ils vont continuer naturellement, les hommes de la Droite, pour se poser en champion de la liberté, des libertés pour la presse d'argent d'étouffer ses concurrents, la liberté pour les écoles privées de disposer de privilèges sans supporter les contraintes qui sont celles du service public.
A car égard, l'ampleur des manifestations pour l'école publique n'a surpris me

semble-t-il que ceux qui s'étaient pris à penser que cette cause ne méritait plus d'être défendue. A partir de là aussi, à partir de fin novembre, début décembre, une situation nouvelle a été créée, et de notre entrevue du 4 janvier avec les dirigeants du canal nous retenons l'impression que ceux-ci sont résolus - et bien sûr nous devons l'intégrer dans nos propres réflexions - à obtenir que ne tardent plus les propositions législatives et réglementaires du gouvernement qui constitueront un premier pas important vers le service public unifié de l'Education nationale.
Le déclenchement de l'affaire dite des avions "renifleurs" - affaire sans doute promise à d'autres développements - a d'ores et-déjà eu pour effet de porter un coup - c'est au moins cela que nous devons, au stade actuel, en retenir, il y aura peut-être un développement mais n'anticipons pas, laissons faire - au stade actuel, est c'est l'élément sur lequel l'opinion je crois est sensible, au mythe de la compétence des hommes de la Droite.
L'hypothèse la moins défavorable pour eux à l'heure actuelle, au stade actuel de l'affaire, c'est celle-là, ils ne peuvent la récuser, c'est que les plus responsables d'entre eux à l'époque, qui étaient en même temps les plus sûrs d'eux-mêmes, ont fait la preuve en la circonstance de leur légèreté et de leur fragilité. Vous voyez la prudence de mon propos. Ils ont aussi donné une fois de plus, en la circonstance, le spectacle de leurs divisions, de leur incapacité à dominer l'hostilité féroce qui les oppose entre eux. Mais cette division même, les surenchères de leur opposition inconditionnelle à la politique de la majorité, ont continué - Cela, c'est l'autre aspect, moins rassurant, de ce qui s'est passé ces dernières semaines, depuis le Congrès, et sur la lancée qu'on avait constatée déjà,- à favoriser ces nouveaux progrès de l'extrême droite. Certaines à droite disent maintenant s'en inquiéter, mais si l'extrême droite apparaît aujourd'hui plus comme avant-garde que comme franc-tireur, c'est bien parce que les organisations les plus représentatives de l'ensemble de la Droite ont fait la preuve depuis deux ans et demi de leur incapacité à vivre de l'alternance; et leur refus de fait de l'alternance, que la Gauche puisse même être au pouvoir, c'est cela le fond de l'affaire, et qui nourrit, à partir de là, avec tout un tas d'autres choses bien sûr, d'autres justifications, le développement de l'extrême droite.
Au total, une gauche persévérante, qui poursuit avec réalisme sa politique d'assainissement économique et de modernisation industrielle, d'application des réformes, innombrables, que nous avons votées, a les moyens de retrouver, ce qui se passe d'ores et déjà, je viens de le dire avec le président, une plus large confiance de l'opinion.
Le programme d'action du Parti, qui nous occupera, en bonne logique, cet après-midi, après le débat proprement politique, les campagnes prévues pour les six prochains mois, doivent donner au dynamisme des Socialistes l'occasion de s'y employer.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Jean Poperen.
Comme annoncé, je donne la parole successivement à Jean-Paul Bachy, puis à

Dominique Strauss-Kahn, et après quoi je prendrai les inscriptions pour le débat. La parole est à Jean-Paul Bachy.

Jean-Paul Bachy

Mes Chers camarades, mon propos se situera en deux volets.

Le premier consistera à faire une rapide présentation de la situation de l'emploi et des perspectives à moyen terme de cette situation.

Le deuxième consistera à essayer de présenter un certain nombre de pistes de réflexion et des propositions permettant d'avancer sur ce dossier ô combien difficile !

La première chose qu'il convient de dire c'est que dans le débat actuel sur la situation de l'emploi tout tourne autour de la notion de traitement social du chômage, qui aurait aujourd'hui touché ses limites et auquel il conviendrait de substituer un traitement économique.

En réalité, c'est vrai que depuis 1981 les différentes mesures qui ont été prises ont surtout consisté à grignoter le chômage, pourrait-on dire, par les deux bouts, d'une part au niveau des entrées dans la vie active, d'autre part au niveau et surtout des sorties de la vie active.

Sans doute d'autres mesures ont-elles été prises, mais celles qui ont produit les effets les plus massifs sur la réduction du nombre de demandes d'emploi ont été de cet ordre.

Dans les dossiers qui vous ont été distribués à l'entrée de ce Comité directeur, vous trouverez un certain nombre de tableaux, et un certain nombre de chiffres qui vous donneront un bilan approximatif des différentes mesures qui ont été pratiquées. Je crois que ces tableaux sont utiles et suffisamment clairs pour conforter ce que je viens de dire.

Ce qui est vrai c'est que sans l'ensemble des mesures prises par le gouvernement de la Gauche depuis septembre 1981, il y aurait aujourd'hui environ 650 000 demandeurs d'emploi en plus. Et je dirai que ce bilan doit être valorisé, doit être mis en avant, si l'on songe que la France est en effet le seul pays industrialisé, notamment le seul pays européen, qui ait réussi, dans les deux années écoulées, à stabiliser la courbe des sans-emploi. On ne dira jamais assez combien nous avons de raisons d'être fiers de ce résultat.

Ceci dit, il est vrai que cette politique a aussi ses limites, et j'en vois en particulier trois.

La première, c'est que l'effort du gouvernement n'a pas réussi à enrayer la diminution du nombre des actifs et notamment des actifs qui travaillent dans l'industrie. Certes, cette tendance existait bien avant l'arrivée de la Gauche au pouvoir, et elle existe également dans d'autres pays industrialisés, mais sur ce terrain nous n' avons pas enrayé le processus, au moins dans les deux années et demi écoulées.

Seconde limite : les deux mesures qui ont été les plus efficaces depuis 1982 et 1983 ont été, d'une part, en masse, les contrats de solidarité, préretraite, et d'autre part les créations d'emplois publics. Or ces deux mesures ne pourront

pas être réutilisées d'ici 1986. On ne peut mettre les salariés en préretraite deux fois, et par ailleurs chacun sait que les contraintes budgétaires rendent tout à fait improbables des créations d'emplois publics aussi massives, d'ici 1986, que celles que nous avons connues depuis 1981.

Enfin, lorsque le gouvernement s'était engagé, dans son plan de lutte pour l'emploi, à l'automne 1981, il avait été clairement dit que les mesures sociales de lutte contre le chômage étaient le moyen de faire face à une croissance temporairement molle, dans l'attente des effets positifs de la nouvelle politique industrielle menée par la Gauche, et d'une reprise de la croissance en 1984. Or il est vrai que depuis 1981 l'environnement international a changé, et la croissance reste faible.

Et par ailleurs, il est vrai aussi que l'ampleur des dégâts qu'avait provoqués la Droite dans différentes branches industrielles est telle que nous sommes aujourd'hui confrontés à un certain nombre de restructurations qui ont inévitablement, sur le terrain de l'emploi, des conséquences douloureuses. Ce qui est vrai c'est que, à taux de croissance à peu près constant, et compte tenu des facteurs démographiques plus favorables pourtant d'ici 1986 que par le passé - avec notamment la baisse de la natalité - sur le nombre d'entrées sur le marché du travail, la simple projection des coûts fait que mathématiquement nous avons de l'ordre de 250 000 demandes d'emploi en plus, en excédent, chaque année, ce qui nous amène à une évaluation approximative du nombre de demandes d'emploi non satisfaites de l'ordre de 2,6 millions à 2,7 millions, à la veille des élections législatives.

Cela signifie clairement qu'il y a un problème politique, car les Socialistes se sont engagés très nettement vis-à-vis de l'opinion, lors de la campagne des élections présidentielles, pour faire de la lutte contre le chômage la priorité des priorités.

Secondo, cela pose aussi des problèmes économiques, car le problème de la lutte contre le chômage ce n'est pas seulement une affaire de principe, c'est aussi une affaire de réalisme économique. En effet, le chômage coûte cher et constitue en fait non pas le point de passage obligé de la compétitivité, mais un boulet pour l'économie.

D'abord, il est clair que la stabilisation du chômage est un élément indispensable sans lequel il est utopique d'imaginer sur le long terme que l'on puisse tenir les équilibres des comptes sociaux et des régimes de protection sociale du pays. Et de ce point de vue, si l'on prend effectivement, d'un côté de la balance, ce que coûte l'effort de financement pour réinsérer un chômeur, cela représente un certain nombre de dépenses, et si l'on prend, de l'autre côté de la balance, ce que coûte un chômeur en plus, ou des centaines ou des milliers de chômeurs en plus, par rapport au financement du régime de sécurité sociale, par rapport au manque à gagner en matière fiscale, par rapport au fait qu'une force de travail se trouve marginalisée, inutilisée, il y a une perte et un handicap et une difficulté économique très importants.

Dans ces conditions, et partant de cette analyse, je crois que les Socialistes doivent aujourd'hui relancer les éléments d'un débat sur la politique de l'emploi,

Fondation Jean Jaurès

soutenir, bien sûr, dans le cadre de la politique gouvernementale, tout ce qui a été fait jusque-là, et les différentes mesures engagées d'ores et déjà pour les mois ou les années qui viennent, mais aussi sans doute faire un certain nombre de propositions qui permettent d'aller au-delà et de faire en sorte que la priorité à l'emploi qu'avait affirmée François Mitterrand au cours de sa campagne présidentielle de mai 1981, soit bien effectivement l'un des éléments-clés de notre politique économique.

Dans le document que vous avez, je me suis efforcé de formuler un certain nombre de propositions, ce qui est un travail toujours extrêmement périlleux, dans la mesure où on s'expose à partir de là à toutes une série, forcément, de critiques ou de contestations. Mais je voudrais dire d'abord que ces propositions, et je le dis notamment par rapport aux camarades qui sont ici et qui représentent le gouvernement, peuvent correspondre à l'évidence, pour certaines d'entre elles, à des initiatives qui ont pu être engagées, mais qu'il convient à ce moment-là de populariser davantage ou de développer davantage.

Secondo, il ne faut pas voir non plus, dans tel ou tel type de proposition, une critique implicite de l'action de tel ou tel de nos camarades. Je sais notamment que ceux et celle qui sont ici ont une tâche particulièrement difficile. Simplement je crois qu'il est de notre responsabilité de Parti de répercuter notamment auprès d'eux les préoccupations qui sont évoquées autour de nous et qui font que nous devons alerter et sensibiliser les pouvoirs publics sur un certain nombre de questions, tout simplement parce-que nos électeurs nous en parlent, les travailleurs nous en parlent, et cela correspond à des sujets d'inquiétude réelle dans la population.

Les six ou sept pistes sur lesquelles je vous propose de réfléchir sont évoquées de façon assez détaillée dans le document que vous avez. Je me contenterai donc d'une présentation relativement sommaire afin de gagner du temps.

La première chose qui semble s'imposer c'est qu'on ne peut imaginer de faire face aux restructurations industrielles et économiques en cours sans accroître davantage l'efficacité des instruments de la politique de l'emploi. Qui dit restructuration, qui dit mutation industrielle et économique, dit forcément mobilité de l'emploi. Mais il y a deux façons de concevoir la mobilité de l'emploi, et la manière dont la Droite l'a concevait, qui était finalement la loi de la jungle c'est-à-dire des restructurations et des mutations qui se font de toutes façons et en tout état de cause sur le dos des travailleurs.

Et puis il y a notre façon à nous, la Gauche, qui est de concevoir la mobilité en fonction d'un certain intérêt général, et en tenant compte des préoccupations qui sont celles des familles touchées, des milieux touchés, des salariés touchés, donc concevoir une mobilité, gérer la mobilité selon des processus, selon des procédures qui soient fondamentalement différents.

Pour cela, il faut des instruments adaptés à cette exigence. Or il est vrai que les instruments de la politique de l'emploi, de même que les administrations sociales en général en France, sont faibles, sont relativement peu cohérents les uns par rapport aux autres, sont dispersés en général.

Certaines administrations, ou certains services qui ont une tâche essentielle et

qui sont très sensibles à l'opinion, par exemple tout ce qui touche le régime paritaire de protection du chômage, sont dans ce cas, et il est vrai que des difficultés réelles subsistent, et que notamment une grande dispersion subsiste en ce qui concerne les différentes autres structures, ANPE, AFPA, direction départementale du travail.
Des tentatives ont été développées par les pouvoirs publics depuis deux ans pour remédier à cette situation et pour s'efforcer d'établir une coordination minimum de certains outils techniques, par exemple entre l'ANPE et les ASSEDIC, lorsque Le Garrec était ministre, la mise en place de formules en commun en matière informatique. De même des moyens budgétaires ont été mobilisés pour renforcer par exemple les agences pour l'emploi, et des moyens budgétaires sont également inscrits dans le cadre du plan.
Mais je crois que c'est insuffisant s'il n'y a pas au plus haut niveau le témoignage d'une volonté de mobilisation en profondeur de tous ces instruments, et la mise en place à l'échelon décentralisé régional, dans les bassins d'emploi parce que c'est là que se trouvent les problèmes, de structures mieux articulées les unes par rapport aux autres.
Sur ce terrain, nous faisons un certain nombre de suggestions qui ont été élaborées avec nos camarades qui travaillent dans ces différentes structures et dans ces différents services, voire un certain nombre de camarades des cabines ministériels concernés. Je vous y renvoie, notamment pour tout ce qui touche la mise en place de processus d'intervention au niveau régional.
Je voudrais dire enfin qu'il y a, me semble-t-il, une lacune, même si la fonction subsiste dans le cadre du ministère des Affaires sociales - et c'est sans doute le ministère le plus difficile à l'heure actuelle -. Le fait qu'il n'y ait plus en tant que tel - la dénomination est importante, et elle a une valeur symbolique auprès des salariés - de ministère du Travail a été ressenti un peu comme... non pas une régression, mais comme un élément qui manque dans le dispositif de l'action gouvernementale.
De même, la séparation entre l'AFPA et son arienne administration qui était l'administration du Travail n'est sans doute pas la meilleure manière d'articuler efficacement la formation professionnelle et l'emploi. Or c'est une des clés aujourd'hui pour sortir des difficultés que nous connaissons.
Enfin c'est vrai que le dualisme ministère de l'Emploi ministère des Affaires sociales, une certaine difficulté à agréger l'ensemble des compétences au niveau de l'appareil d'Etat, pose sur le plan local un certain nombre de problèmes, me semble-t-il, d'application et d'efficacité.
Donc je pense qu'il y a une réflexion à faire sur ce terrain, et qu'encore une fois il ne s'agit pas de tel ou tel camarade chargé de tel ou tel ministère en l'occurrence, mais de structures d'action et de mode de fonctionnement d'une administration qui a un rôle clé dans la période actuelle.
Deuxième grande idée, et elle est au cœur de tout, il n'y a pas de lutte efficace pour l'emploi possible sans soutien résolu à la croissance. C'est une évidence que nous avons d'ailleurs rappelée lors de notre Congrès.
Cette croissance, bien sûr, on sait qu'elle ne peut s'appuyer exclusivement sur la

Fondation Jean Jaurès

demande interne, mais il faut quand même amener des éléments de soutien à cette demande interne. Je ne ferai sur ce terrain que rappeler ce que nous avons dit à notre Congrès, donc je serai rapide.

Préservation, malgré les difficultés et la politique nécessaire de rigueur, du pouvoir d'achat de la grande majorité des salariés, et notamment maintien de la priorité donnée à l'amélioration des plus bas revenus. Dominique Strauss-Kahn en parlera plus en détail.

- Soutien donné systématiquement à la reconquête du marché intérieur.
- Soutien et encouragement - nous avons franchi des pas en avant sensibles et très positifs sur ce terrain, mais il faut amplifier et poursuivre - en ce qui concerne le développement des investissements nouveaux et créateurs d'emplois, par rapport aux investissements de rationnalisation qui sont indispensables, mais qui ne sont pas les seuls nécessaires dans la conjoncture actuelle.
- Soutien sans doute aussi aux branches les plus créatrices d'emplois ou les plus sensibles au problème de l'emploi. Nous avons fait des efforts qui ont été payants en ce qui concerne le textile, mais à l'heure actuelle une branche est en difficulté après avoir amélioré sa situation, c'est celle du bâtiment.
- Enfin soutien à l'exportation, avec surtout un dispositif d'aide qui permette de mieux lier l'aide à l'exportation à la création d'emplois, car je crois que rien ne servirait d'améliorer notre balance commerciale si cela n'avait pas aussi en matière de création d'emplois des effets positifs.

Troisième perspective, la réduction du temps de travail.

En dépit de tous les problèmes que soulève ce dossier, il y a sans doute là une marge d'initiative importante, car d'après ce qu'on a pu voir dans les deux années écoulées, on ne peut nier que la réduction du temps de travail a permis de sauver un certain nombre d'emplois, voire d'en créer d'autres, et selon les différentes évaluations qui ont pu être faites de différents côtés, y compris d'ailleurs par les organisations syndicales et professionnelles, on peut estimer par exemple que le passage de l'horaire légal de 40 à 39 heures pourtant si controversé a quand même abouti à environ 70 000 créations d'emplois.

De même, les effets induits par les contrats de solidarité réduction du temps de travail ont été de l'ordre de 40 à 50 000. C'est peut-être marginal par rapport à ce que je disais tout à l'heure sur les autres contrats de solidarité, notamment les contrats de solidarité préretraite, mais il me semble que cette réduction du temps de travail est en tous cas un instrument parmi d'autres que nous ne devons pas négliger, et qui a une portée et une efficacité d'autant plus grandes que l'on soutient par ailleurs la croissance.

Simplement, pour avancer sur ce terrain, je crois qu'il faudrait, à la lumière de ce qui s'est passé, éviter quelques risques.

D'abord il faudrait que nous disions peut-être plus clairement ce qui sur ce terrain est de la responsabilité de l'Etat et ce qui est de la responsabilité des partenaires sociaux, notamment en ce qui concerne le problème de la compensation salariale.

Moi je crois - enfin le principe me parait simple et de bon sens - que chaque fois

que l'on touche à l'horaire légal de travail, les pouvoirs publics devraient dire quel est l'effet sur les salaires. Par contre, lorsqu'il s'agit de négociations à l'échelon de branches ou à l'échelon d'entreprises, il s'agit là du domaine de la stricte responsabilité des syndicats, et ce n'est pas aux pouvoirs publics à se substituer aux partenaires sociaux pour dire quelle doit être la règle.

Un autre sujet de réflexion, me semble-t-il, pourrait être engagé pour tenter de socialiser peut-être une partie du coût de la compensation salariale, avec l'idée d'une modulation par exemple des cotisations versées à l'assurance chômage par les entreprises, en fonction de l'effort d'embauche qu'elles réalisent. Ce n'est sans doute techniquement pas commode, mais c'est un élément important si l'on veut faire de l'assurance chômage non pas uniquement un instrument passif qui compense les effets douloureux du chômage, mais un instrument actif de la politique de l'emploi et qui contribue positivement à soutenir la création d'emplois.

Enfin il me semble qu'une réflexion devrait s'engager aussi sur deux terrains : celui du recours au chômage partiel, assez systématique à l'heure actuelle chez beaucoup d'employeurs, et dont, me semble-t-il, parfois un certain nombre d'aspects prêtent à abus. Même chose en ce qui concerne la législation sur les heures supplémentaires, car je crois qu'il est difficile d'imaginer qu'il y ait excès d'heures supplémentaires d'un côté tandis que de l'autre on ait toujours des gens qui cherchent du travail.

A l'évidence, la liaison triangulaire formation-réorganisation du travail-réduction du temps de travail est l'un des outils qui devraient permettre de faire face le mieux au changement technologique en cours et aux mutations industrielles.

Quatrième thème, le problème des immigrés. Je crois qu'il faudra que nous ayons le courage, en tant que parti, sur ce terrain de dire des choses claires, quitte à ce que nous les étudions en profondeur. Je ne vais pas évoquer tous les aspects sociaux et économiques de l'immigration, ni des raisons qui font qu'il y a en France beaucoup de travailleurs immigrés. Ce qu'il y a, et c'est une idée-force de la Gauche, c'est que ce problème de l'immigration, nous le situons dans le cadre des nouveaux rapports que nous entendons tisser avec le tiers-monde.

Mais de ce point de vue, les conditions ont changé depuis dix ans. D'un côté les pays industrialisés, qui n'avaient pas les mêmes problèmes de chômage avant la crise, sont aujourd'hui confrontés à de graves problèmes économiques et à des problèmes d'emploi difficiles, et de l'autre les pays qui sont pourvoyeurs de main d'œuvre immigrée commencent à s'industrialiser et manquent de main d'œuvre qualifiée sur leur territoire.

A partir de là, je crois que deux principes sont à mettre en avant. D'une part l'idée que l'on peut, du moment qu'ils le souhaitent, prévoir ou faciliter les conditions d'un retour volontaire au pays, et deuxièmement mettre en œuvre des dispositifs permettant une formation valorisante en vue d'une réinsertion correcte des travailleurs immigrés dans leur pays d'origine.

Dans le document que vous avez sur ce point, un certain nombre de suggestions sont faites, dont d'ailleurs, je dois dire, un certain nombre sont non seulement

dans la ligne de la politique gouvernementale, mais commencent à faire l'objet d'expériences localisées dans telle ou telle branche ou telle ou telle entreprise.
Mais je pense que là c'est un terrain sur lequel il faut aller plus avant, et sur lequel nous devons courageusement dire quelle est notre position en tant que parti.
Enfin, sur ce problème de l'immigration, je dois dire aussi qu'il faut faire le nécessaire pour mettre un terme au trafic clandestin de main d'œuvre qui subsiste, car ce sont souvent les mêmes milieux de Droite ou d'extrême droite qui exacerbent les réflexes racistes aujourd'hui, et qui en font une arme politique contre la Gauche, qui manipulent les filières de l'immigration clandestine, et sur ce terrain je crois que nous ne devons pas avoir de crainte à démasquer une certaine publicité de divers discours patronaux et discours de la Droite, en ayant le courage de dire : oui, il faut que nous contrôlions les entrées et les sorties des populations immigrées sur le marché national, mais faire en sorte que surtout nous ne puissions pas tolérer plus longtemps le double jeu que jouent aujourd'hui certains milieux.
Cinquième point, l'aide aux entreprises.
A l'évidence, beaucoup de choses existent, et c'est un des éléments les plus positifs de l'action gouvernementale que d'avoir soutenu, développé, multiplié les aides aux entreprises, y compris les aides au soutien à l'emploi. Mais il est vrai que sur ce terrain la juxtaposition de toutes les aides fait qu'il y a aujourd'hui un véritable maquis, et que plus personne n'est au courant de rien ! Il y a de ce fait une sous-utilisation, faute de les connaître, de tous les dispositifs, qui existent. Donc, simplification, c'est urgent, et également campagne massive d'information de la part des pouvoirs publics dans ce domaine.
Enfin et surtout, meilleur contrôle de l'utilisation des aides. Il faut là aussi, je crois, refuser le discours hypocrite de certains milieux patronaux qui conjointement déplorent la lourdeur des charges qui leur incombent, implorent l'aide des pouvoirs publics, mais utilisent les moyens qui leur sont donnés pour faire n'importe quoi.
Je pense qu'il y a là aussi une amélioration à apporter à la situation, et que cette amélioration pourrait se faire d'une manière simple, à partir par exemple de trois idées.
- Fractionnement des versements de telle sorte qu'à chaque échéance on puisse en effet vérifier que les aides ont été utilisées en fonction des objectifs qui avaient été fixés à l'origine.
- Mettre dans le coup les élus locaux, qui sont souvent les plus sensibles à la situation des entreprises qui sont dans leur secteur géographique.
- Enfin articuler mieux l'action des ministères qui versent les aides avec les comités d'entreprise à qui les lois Auroux ont donné sur le terrain économique des prérogatives accrues, et qui donc tout naturellement ont mandat et possibilité normale de se saisir de ces problèmes beaucoup mieux qu'ils ne pouvaient le faire auparavant.
Sixième point, les charges des entreprises.
Il y a là tout un débat et une campagne permanente de la Droite, relayée par

certains milieux patronaux, pour tendre à mesurer chaque fois le degré de résistance des pouvoirs publics et de la Gauche, avec une sorte de chantage à la catastrophe.
Il faut relativiser les choses et vous trouverez dans le document que vous avez quelques chiffres, quelques éléments de réflexion qui vous démontrent que, finalement, les coûts de main d'œuvre sont peut-être lourds en France, mais que, par rapport à d'autres pays, il n'y a pas en ce domaine l'image absolument noire et sombre que nous donnent parfois certains militants réactionnaires.
Deuxièmement, c'est vrai aussi que si l'on compare l'évolution des charges des entreprises avant et après l'arrivée de la Gauche au pouvoir, c'est, en réalité, avant l'arrivée de la Gauche au pouvoir que l'accentuation des charges a été la plus lourde.
Ceci dit, c'est vrai qu'il y a un problème, problème que nous avons d'ailleurs nous-mêmes évoqué avant les élections de 1981, qui est celui du mode particulier de financement du système de protection sociale fondé exclusivement sur les salaires. A ce niveau, c'est vrai que le système fiscal et le système de financement de la sécurité sociale en France tend à renchérir le coût de la main d'œuvre, à pénaliser les entreprises de main d'œuvre et notamment tout le tissu des PME PMI qui, dans la perspective d'une politique de relance, sont précisément celles qui sont le plus à même de créer de nombreux emplois, mais qui ne les créent pas parce qu'il y a sur ce terrain un alourdissement de leurs coûts de production qui est difficilement supportable parfois.
Je suggère donc que l'on reprenne le dossier de la redéfinition de l'assiette des cotisations sociales, de telle sorte que les salaires ne constituent plus la seule base de référence. C'est un dossier difficile car le problème est de savoir, quand on abandonne ce système, ce que l'on met à la place, mais c'est un dossier sur lequel il me parait indispensable d'avancer en ayant sans doute la prudence nécessaire et en faisant peut-être une démarche sectorielle au départ dans quelques secteurs ou dans quelques types d'entreprises, de telle sorte que nous puissions avoir là un moyen de vérifier l'efficacité du dispositif à la fois du point de vue du volume des ressources que le système de protection sociale doit garder et en même temps du point de vue de l'avantage que cela peut représenter en termes d'incitation à l'embauche.
Dernier point que je voudrais évoquer, et je m'approche de ma conclusion, c'est disons l'idée qui consiste à donner à un certain nombre de mesure déjà prises par les pouvoirs publics, et qui ont démontré, d'une certaine façon, qu'elles étaient quand même efficaces, leur plein rendement, si je peux dire, en matière de création d'emplois.
Je voudrais, en particulier, évoquer trois types de mesures.
- Celles qui limitent le travail noir.
- Celles qui limitent les cumuls abusifs emploi-retraite, cumuls d'emplois.
- Et les mesures d'insertion ou de soutien à l'insertion des chômeurs longue durée qui se sont avérées efficaces dans la période passée.

Je pense qu'il faut que nous allions résolument en avant sur ces trois terrains. Je voudrais simplement rappeler pour mémoire que les évaluations en ce domaine

sont certes parfois trop controversées, mais disons que, pour le moins, le nombre de salariés qui cumulent des emplois ou qui continuent à travailler, ou qui reprennent une activité professionnelle après leur retraite, est de plusieurs centaines de milliers en France. Aurait-on réduit seulement de moitié ce nombre pour créer le nombre d'emplois équivalent, je crois que nous aurions fait un sérieux pas en avant, et si l'on veut que les mesures d'abaissement de l'âge de la retraite, si l'on veut que tous les contrats de solidarité préretraite, qui ont permis à des salariés de bénéficier d'un repos mérité, ne débouchent pas sur l'accentuation de ce phénomène et sur le développement d'une forme d'économie parallèle qui existe d'ores et déjà dans un certain nombre de régions, y compris et peut-être d'abord dans les régions les plus touchées par la crise, il faut que nous ayons aussi sur ce terrain le courage de franchir une nouvelle étape.
Je crois enfin que le dispositif de formation doit être amplifié développé encore. C'est sans doute l'un des domaines dans lequel l'action gouvernementale a été la plus spectaculaire et la plus positive depuis un certain nombre de mois...

Le président - S'il vous plaît, un peu de silence !

Jean-Paul Bachy - Mais il me semble que, sur ces trois terrains, le contenu des formations qui devrait tenir compte davantage des mutations technologiques en cours, deuxièmement, le suivi des stages qui permette de savoir ce que deviennent les jeunes, en particulier, au terme de leur formation professionnelle, et enfin et surtout le contrôle de l'utilisation des masses financières considérables qui concernent la formation permanente et la formation professionnelle, nous devrions pouvoir accentuer nos possibilités de bilan, d'analyse et de contrôle et également d'incitation.
Ma conclusion sera la suivante. Sans une utilisation simultanée et convergente de tous ces outils, de toutes ces possibilités, sous la responsabilité des pouvoirs publics, nous risquons de ne pas arriver à endiguer le redémarrage du chômage dans les prochains mois. Nous aurons du mal à y arriver aussi sans une programmation stricte des mesures et de l'action et sans une concertation systématique avec les partenaires sociaux. Les processus de négociation ne remettent pas en cause l'autorité de l'Etat, ils en sont, au contraire, une preuve et un des moyens les plus efficaces. Si les restructurations nécessaires, indispensables, de nos industries dans les deux prochaines années se font sur un tissu social qui se décompose avec des forces syndicales qui se démobilisent, qui s'affaiblissent, eh bien, nous ne mènerons pas à bien la mutation qui est engagée. De ce point de vue, ce qui s'est passé chez Talbot est un symbole et c'est vrai que c'est grave. C'est grave non seulement pour l'entreprise, mais c'est grave aussi sur un plan politique général, car c'est vrai que quand, dans tous les foyers populaires, les gens ont vécu ce spectacle d'ouvriers qui se déchiraient entre eux, ce n'est pas quelque chose qui soit très mobilisateur, et cela a même un effet désastreux dans l'opinion populaire. Sur ce plan, je ne vois pas d'autre solution personnellement pour en sortir que de se fixer sur la

Fondation Jean Jaurès

position qui a été celle du gouvernement, qui est une position à la fois réaliste et courageuse, car je crois honnêtement qu'il n'y en a pas d'autre, mais il est vrai qu'il faut avoir en tête la difficulté très grande à laquelle se heurtent à l'heure actuelle le mouvement syndical et notamment les deux grandes centrales ouvrières dont les militants ont contribué le plus à notre victoire en mai 81.
Il y a eu manifestement chez Talbot, et on l'a vu aussi dans; d'autres conflits à d'autres occasions auparavant, des comportements relativement peu cohérents dans certaines confédérations et je pense, en particulier, à la CFDT Cela correspond, je crois, à une certaine fragilité idéologique une difficulté à faire face à la situation nouvelle à la fois de crise et en même temps la situation nouvelle résultant de l'exercice du pouvoir par la Gauche, qui aboutit parfois à des déclarations non seulement difficilement acceptables, mais à des erreurs fondamentales.
Quand je lisais ce matin, dans la bouche d'un responsable de la fédération des métaux CFDT, cette extraordinaire appréciation selon laquelle finalement Barre, c'était mieux que Mauroy, et que comme avaient été bien gérés les trente mille licenciements dans la sidérurgie sous le gouvernement de la Droite... là, je dis que, pour le moins, cela nécessite que l'on s'explique.
D'un autre côté, c'est vrai que la CGT est aussi en difficulté. Elle est en difficulté parce que les restructurations industrielles touchent ses bastions et touchent des secteurs traditionnels dans lesquels elle a traditionnellement son maximum d'influence. Elle est donc elle-même touchée par une certaine crise et par des difficultés profondes.
J'ajoute que la dialectique complexe des relations entre le Parti Communiste et la CGT amène une espèce de contradiction. Plus le Parti Communiste apparaît comme contrôler directement la CGT, plus en réalité la base politique, la représentativité de la CGT se rétrécit, car je crois, y compris l'ensemble des travailleurs, mais y compris les adhérents de la CGT, ne souhaitent pas que leur organisation syndicale s'identifie avec l'action d'un appareil politique qui cherche à l'influencer dans un certain sens.
Ceci dit, la CGT a eu dans la période récente, notamment chez Talbot, une attitude plus que courageuse, mais qui lui a coûté très cher, et je crois que ni la CGT, ni le PC ne referont cela deux fois, et je ne suis même pas sûr que le PC l'aurait fait s'il n'y avait pas eu en décembre dernier la rencontre au sommet entre le Parti Socialiste et le Parti Communiste qui a été un des éléments positifs et utiles dans la période actuelle qui permet d'ancrer l'une par rapport à l'autre les deux grandes forces de la majorité politique de ce pays, mais prenons garde que cet accord ne soit lui-même fragile si nous ne trouvons pas les moyens d'une concertation, si nous ne trouvons pas le moyen d'un dialogue plus ouvert avec le monde syndical, notamment avec les grandes confédérations ouvrières, de telle sorte qu'elles puissent retrouver dans ce pays l'audience et la place qui leur sont indispensables.
Le Parti ne doit pas faire le procès du mouvement syndical. Ce serait suicidaire pour lui, non seulement pour le mouvement syndical, mais aussi pour le Parti Socialiste, mais cela ne lui interdit pas de parler clair avec le mouvement

syndical et de lui poser aujourd'hui un certain nombre de questions sans complaisance, car sans cela, je crois que le front de classe qui était notre symbole, ce qui a réussi à faire que la majorité sociologique est devenue une majorité politique qui nous a conduit à la victoire en mai 81, ce front de classe ne se désagrège, ne se désintègre et que nous n'ayons de ce point de vue une plus grande difficulté encore à franchir les prochaines échéances qui nous attendent.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Jean-Paul Bachy.
Je vais donc donner la parole maintenant à Dominique Strauss-Kahn en lui demandant, si possible, d'être un peu plus bref pour que le débat puisse s'engager avant la fin de cette séance.

Dominique Strauss-Kahn

Chers camarades, je voudrais tenter d'introduire ce débat sur la partie pouvoir d'achat de notre réflexion de ce matin à partir de cinq questions.
La première est de faire un rapide retour en arrière pour voir où nous en sommes sur ce problème du pouvoir d'achat.
La seconde est de s'interroger sur les principes qu'il faut mettre en œuvre dans notre politique à venir.
La troisième question est d'en déduire quelle politique mener en 1984 sur le pouvoir d'achat.
La quatrième question est d'essayer d'évaluer les risques de cette politique contractuelle.
Et la cinquième de conclure quelle évolution à moyen terme.
Où est-ce que nous en sommes ?
D'abord, un petit point. La question du pouvoir d'achat ne se traite pas aussi simplement, sans avoir dit au préalable du pouvoir d'achat de qui on voulait parler et du pouvoir d'achat de quoi.
Le pouvoir d'achat de qui ?
S'il est clair que nous avons en charge une responsabilité sur le pouvoir d'achat de l'ensemble des Français, c'est bien quand même le pouvoir d'achat des salariés qui a priori nous préoccupe le plus et quand on dit le pouvoir d'achat des salariés, cela veut dire, bien sûr, le salaire qui est la plus grosse partie de leurs revenus, mais aussi une autre partie de leurs revenus qui est très importante, vous le savez, et qui est constituée des prestations sociales, si bien que s'intéresser au pouvoir d'achat des salariés nous conduit inéluctablement à prendre comme réflexion, comme indicateur l'ensemble du revenu disponible dont bénéficient ces salariés.
Si j'insiste sur ce point qui peut paraître technique, c'est parce que nombreux sont ceux à droite qui veulent essayer de nous entraîner dans une dialectique un peu différente, nous empêchant de tenir compte dans l'évaluation des résultats de ce qui a été fait en matière de protection sociale et qui réclament un paradoxe extraordinaire à ce que, nous, Socialistes, qui

Fondation Jean-Jaurès

sommes favorables à une redistribution des revenus, nous organisions cette redistribution notamment par la protection sociale, mais que nous nous interdisions ensuite d'en tenir compte lorsque nous estimons, nous évaluons l'évolution du pouvoir d'achat. Alors, lorsque l'on regarde, et je ne vais pas m'attarder longtemps, ce qui s'est passé en termes de pouvoir d'achat du revenu disponible, disons en 1979 et 1980 d'un côté, en 1981, 1982 et 1983 d'un autre côté, et sur ce point je vous renvoie au petit tableau qui vous a été distribué, on s'aperçoit que les choses sont loin d'être catastrophiques et je suis, pour ma part, assez frappé d'une certaine forme de misérabilisme qu'il y a dans nos interventions publiques vis-à-vis des militants ou de l'ensemble de la population dans nos débats avec les hommes politiques de droite où nous sommes en repli sur un point qui, quand même, quand on le regarde, montre au contraire des résultats considérables obtenus en moyenne sur 1981, 82 et 83.

Lorsqu'on compare notre situation en 1979/81, c'est-à-dire ce que faisait Barre, à soit ce que faisaient les autres pays du SMF, soit ce que font nos principaux partenaires économiques, on s'aperçoit qu'on était en dessous, la France avait un pouvoir d'achat du revenu disponible augmenté de 0,6% par an, en moyenne, en 1979/1980 quand la plupart des autres pays se situaient aux environs de 2, on était en dessous d'un point et demi.

En 1981/82/83, toujours en moyenne, la France se situe grosso modo à 1,6 quand les autres pays, les grands pays, se situent à moins 2,5... Pardon... à 0,8, à moins 0,8, ce qui fait un écart de moins 2,5. On était en dessous ; maintenant, on est sensiblement en dessus si on prend les autres pays comme étant la norme, ce que la conjoncture internationale impose en moyenne ; eh bien, quand Barre était au pouvoir, il était sensiblement en dessous de la moyenne internationale ; depuis que nous sommes au pouvoir, nous sommes très sensiblement au dessus de la moyenne internationale.

Il n'y a pas de quoi crier cocorico et pas de quoi non plus rougir et se cacher.

Ce bilan, une fois fait, sur quel principe conduire l'avenir ?

Je vois, pour ma part, deux principes.

Le premier, c'est celui de notre motion de Bourg. La motion de Bourg est explicite sur ce point. Que dit-elle ? Elle dit que la stratégie économique que nous menons implique le maintien du pouvoir d'achat moyen des salariés et à terme son amélioration. Premier principe.

Le deuxième principe est plus empirique, c'est qu'on ne change pas de politique économique tous les neuf mois.

La politique économique qui a été définie en mars dernier comprend, me semble-t-il, deux éléments majeurs, un élément de court terme, qui est le redressement des comptes extérieurs, et sur ce point on sait les résultats obtenus, on sait aussi qu'ils sont fragiles et qu'il faudra les consolider en 1984, et un élément de moyen terme, qui est cette modernisation de l'industrie, que nos prédécesseurs n'ont pas fait, et qu'il nous incombe à tout prix de réussir. Il ne faut pas se leurrer sur ce point.

Le train de la modernisation est parti dans pas mal d'autres pays avant chez

nous. La Droite dans les années 1970 ne l'a à l'évidence pas pris, aujourd'hui il roule un peu devant nous, on peut encore le prendre mais on ne pourra pas le prendre dans cinq ans. Autrement dit, le risque que la France ne soit plus un grand pays industriel à la fin du siècle est un risque réel. Bien sûr on peut choisir les joies de la décadences et décider que finalement le fait que la France ne soit pas un pays industriel n'est pas si grave, mais si on ne fait pas ce choix là c'est aujourd'hui dernier délai qu'il faut engager cette politique avec les difficultés, les coûts et les larmes qu'elle comporte.

Cette politique est celle qui est celle du gouvernement et celle que retrace le 9ème plan et si on tente de combiner les deux principes que j'évoque, à la fois le maintien du pouvoir d'achat moyen des salariés, d'autre part, le fait que nous sommes engagés dans une politique dure, notamment en matière d'effort de modernisation - dure au sens de difficile - on arrive à la troisième question qui est : quelle politique mener en 1984 ?

Eh bien, la conclusion ou la conséquence des deux principes me semble découler assez rapidement : la même qu'en 1983, parce qu'on ne change pas de politique économique et cela veut dire que, comme en 1983, nous devons maintenir le pouvoir d'achat.

En 1984, la négociation va se faire sur les salaires cette fois ci parce que la négociation se fait sur les salaires, pas sur les revenus disponibles. Si on regarde le passé, les revenus disponibles sont un bon indicateur, si on regarde l'avenir, c'est sur les salaires qu'elle doit porter.

Alors, dans la fonction publique la même politique qu'en 1983, c'est-à-dire négocier des accords et les tenir. Ceci signifie que les clauses qui ont été prévues, au cas où les accords conduiraient à des augmentations inférieures à celles des prix, doivent être appliquées. Vous savez comme moi quel est grosso modo le contenu de l'accord signé avec la fonction public, c'est un accord en masse.

Qu'est-ce que cela veut dire un accord en masse ? C'est un accord qui inclut tous les éléments annexes au salaire, ce qu'on appelle dans le jargon : le glissement vieillissement technicité ! Eh bien, cet accord en masse, tel qu'il a été signé, doit être respecté, me semble t il lors de la clause de rendez vous prévue avec les syndicats.

On a beaucoup glosé sur cet accord en masse en disant que c'était un repli important que de vouloir intégrer dans les accords passés, non seulement le salaire de base, le traitement de fonctionnaire de base, mais tout ce qu'il y avait autour. Je voudrais là dessus attirer l'attention sur un point important, c'est que c'est sur ces éléments qui sont autour que se creusent les inégalités. C'est sur les éléments qui font le GVT, le fameux glissement vieillissement technicité, qu'entre les secteurs, entre parfois les entreprises se creusent les inégalités au sein des salariés.

Dans certains secteurs, ce glissement vieillissement technicité fait 4% pour un an, c'est celui des banques, par exemple, dans d'autres secteurs il est de 0, si bien que définir des normes salariales qui seraient les mêmes pour tout le monde hors éléments annexes conduit inévitablement à accroître les disparités entre les

différents secteurs et les différentes entreprises.
Je crois que c'est un élément important, parce que cette introduction des éléments annexes du salaire dans la négociation ne peut que l'enrichir et sur la négociation elle même et sur la lutte contre les inégalités. C'est un point que nous ne pouvons pas laisser tomber.
Respecter l'accord dans la fonction publique : on estime à 0,4% de masse ce qu'il faut: rattraper, je dis, pour ma part : il faut les rattraper, mais les rattraper ne signifie pas les rattraper de façon proportionnelle et de nombreuses modalités sont à trouver en faveur des bas revenus. Le fait de rattraper 0,4% de masse ne signifie pas qu'on ne puisse pas faire un effort en faveur des bas salaires, cela doit être négocié lors du rendez vous prévu et j'inciterai volontiers le Parti à inciter le gouvernement à faire des propositions dans ce sens.
Il n'y a pas que la fonction publique, il y a le reste de l'économie.
Qu'est-ce qu'on en sait du reste de l'économie ?
Je vous rappelle rapidement les hausses du taux de salaire horaire connues en 1983 :
- 3,1% le 1er trimestre,
- 2,5% au second,
- 1,9% au troisième,
- sans doute 1,9% au quatrième.
Ceci marque la décélération des prix, au total cela fait 9,7 sur l'année. Bien sûr, le taux de salaire horaire ne tient pas compte de la réduction de la durée du travail et il se trouve qu'elle a baissé un peu plus que ce qu'on croyait, si bien que si on passe du salaire horaire au salaire touché, la hausse est de 9,2, c'est-à-dire très proche des prix.
Donc, en gros et en moyenne, il n'y a pas grand chose à rattraper dans le reste de l'économie. Le taux de salaire ouvrier a augmenté comme les prix, mais bien sûr il y a des différences selon les branches et selon les entreprises.
Quoi qu'il en soit, ce n'est pas le gouvernement qui détermine ce qui va se passer dans les entreprises; les indications qu'il donne sur la fonction publique sont certes importantes, mais il relève de la négociation entre les syndicats et les entreprises de déterminer ce qui se passera pour 1984. Seulement l'élément sur lequel on se fonde, c'est 1983 et, en 1983, le maintien du maintien du pouvoir d'achat du salaire ouvrier a été assuré.
Quelle politique mener pour 1984 ? C'était la question.
D'abord, le respect des engagements passés. Ensuite, le fait que les salariés ne soient pas les seuls à n'avoir qu'un maintien du pouvoir d'achat et de ce point de vue là ce qui doit être fait en direction des revenus des non salariés est très important. C'est important économiquement pour ne pas avoir de distorsion, mais encore plus politiquement.
Sur les revenus non salariaux, on peut faire beaucoup de choses. D'abord, on peut continuer de mener comme il convient les accords en matière de négociation de prix, les accords de prix, car une bonne partie des revenus non salariaux découle de l'évolution des prix. Ensuite, on peut mener avec plus de

Fondation Jean-Jaurès

vigueur que cela n'a été fait jusqu'à maintenant, les révisions sur les revenus des professions à tarifs et des professions à marge. Enfin, et il me semble que le gouvernement s'y est engagé tout récemment, le plafonnement des dividendes qui sont versés à une norme de 5% qui est la norme introduite pour les prix me parait une mesure qui serait cohérente avec l'effort qui est demandé aux salariés.
En tout état de cause, il serait, me semble-t-il, difficilement admissible que nous demandions aux salariés pour assurer l'effort de modernisation qu'il faut conduire, un effort les conduisant à n'avoir qu'un maintien du pouvoir d'achat et que tout ne soit pas fait vis-à-vis des non salariés pour que la même situation se retrouve dans leur cas.
Alors, quels sont les risques ?
J'en vois trois, je les énonce rapidement.
Le premier est bien sûr celui que tout le monde a à l'esprit : le risque de déflation. On serre les revenus, on a une politique difficile sur les revenus, est-ce qu'il n'y a pas un risque de déflation assez fort ? Pour ma part, je ne le crois pas. Je ne crois pas qu'il y ait un risque fort de déflation, ce qui ne signifie pas que la faible croissance de l'activité que nous aurons en 1984 ne nous conduira pas à une certaine augmentation du chômage, mais je n'y reviens pas Jean-Paul Bachy s'est expliqué là-dessus. Cette augmentation du chômage va s'accumuler avec une autre augmentation du chômage qui découle des restructurations qu'il faudra mener.
Ce que je voudrais dire sur ce point, c'est qu'il faut savoir maintenant, et ne pas être surpris dans un an, c'est un des coups peut-être les plus durs de la politique qui a été définie en mars dernier et que dans ses plus grandes lignes et même dans sa totalité, la motion du Congrès de Bourg-en-Bresse reprend donc nous sommes déjà d'accord là-dessus et il ne faut pas que dans un an, quand la croissance du chômage, aussi limitée que possible, mais inéluctable, sera assurée cela crée des surprises effarouchées, en disant : ah, mais si on avait su qu'il en découlerait peut-être... je ne sais 200 000 chômeurs de plus, il aurait fallu mener une autre politique.
Deuxième risque, le risque de ne raisonner qu'en moyenne et de ne pas tenir compte assez des effets de répartition. La politique qu'il faut maintenir sur le pouvoir d'achat est une politique en moyenne, il serait dramatique me semble-t-il que nous n'en profitions pas ou que nous renoncions, à cause de la difficulté de cette politique, à mener l'autre aspect de notre politique : la réduction des inégalités et, de ce point de vue là, la distinction entre ce qui est augmentation générale et augmentation spécifique est une distinction qu'il faut pousser en avant de façon que l'effort nécessaire soit fait en faveur des bas revenus.
Troisième risque, eh bien, camarades, tout simplement de ne pas pouvoir mener cette politique et je voudrais évoquer deux points de vue.
D'abord, je suis moi-même un peu effrayé quand je regarde l'ensemble des contraintes que nous nous sommes mises sur le dos : nous nous sommes mis une contrainte de 5% d'inflation, nous nous sommes mis une contrainte de 3% de déficit, nous nous sommes mis une contrainte de 0% de déficit extérieur, nous nous sommes mis une contrainte de 0% ou plus de pouvoir d'achat.

Ceci enserre notre politique économique dans un réseau qui est drôlement étroit et la marge de manœuvre figuratoire pour mener cette politique existe sans doute, mais n'est pas facile à conduire, et s'il fallait, pour pouvoir la conduire, que l'une ou l'autre de ces contraintes soit relâchée, j'incite à réfléchir tout de suite à celle que nous préférerions relâcher plutôt qu'à lâcher sous la contrainte plutôt celle-ci qu'une autre sans y avoir suffisamment réfléchi avant.

Autre manière de se dire que cette politique sera peut-être difficile à mener, c'est que maintenir le pouvoir d'achat, c'est s'interroger sur l'évolution des salaires nominaux, mais c'est, d'un autre côté, s'interroger sur le dénominateur, sur les prix, car pour maintenir le pouvoir d'achat, il faut maintenir les deux.

Or, beaucoup à droite ont plaisanté sur nos résultats obtenus en termes de prix et d'ailleurs certains dans nos rangs l'ont volontiers fait aussi. Je voudrais dire, pour ma part, que faire 9,2 ou 9,3% d'inflation quand on a voulu faire 8, c'est moins bien de ce point de vue là, il n'y a pas besoin d'être grand clerc pour s'en rendre compte, mais que d'un autre côté, ces 9,2 ou 9,3 à comparer à 9,7 l'année précédente avec quatre mois de blocage, à comparer à 14 que Barre a laissés, ces 9,2 ou 9,3 avec un rythme de 8% sur le deuxième semestre, c'est un résultat moins bon que celui qu'il fallait espérer, et il faut s'interroger sur les raisons qui ont fait qu'on n'y soit pas parvenu, mais c'est un résultat important, et important parce qu'il autorise une inflation qui sera... je ne veux pas citer de chiffre, mais qui sera sensiblement plus faible en 1984 et si nous réussissons, cela veut dire quoi ? Cela veut dire que nous serons sur un rythme en glissement qui pourra être de l'ordre de 6% ou de 5% comme dans les autres pays, aux Etats-Unis où il va remonter vers 5 aussi, en Allemagne où il sera de l'ordre de 3.. Nous aurons alors réussi à rattraper quelque chose qui ne s'est pas passé depuis la guerre, c'est-à-dire à remettre l'inflation française dans le peloton... du mauvais coté du peloton, mais dans le peloton des taux d'inflation des pays industrialisés et cela, sans avoir eu l'effet dramatique sur le chômage que les Allemands ont eu ;

n'oublions pas qu'ils sont passés de 1 million à 2 millions de chômeurs pour obtenir une désinflation de 6 à 2 points qu'ils ont eue.

C'est un résultat plus lent que celui qu'on pouvait espérer, moins beau, il ne faut pas se le cacher, mais là aussi c'est comme sur le pouvoir d'achat que j'évoquais il y a un instant : nous n'échouons pas, nous avons un résultat moins bon.

C'est l'année 1984 qui dira si nous échouons ou pas. Ceci dit, le fait de tenir ces prix est extrêmement important pour le pouvoir d'achat. Nous ne réussirons à maintenir le pouvoir d'achat que si nous réussissons à tenir nos prix. La politique de désinflation n'est pas nécessaire uniquement en termes de compétitivité, mais elle est aussi nécessaire en termes de maintien du pouvoir d'achat des salariés. De ce point de vue, j'insiste fortement, la position du Parti à s'orienter vers le sens d'un soutien massif à une désinflation active.

Quatrième risque : le quatrième risque serait de négliger la politique contractuelle, le quatrième risque serait, compte tenu des difficultés, de dire que la politique contractuelle n'est plus possible. C'est là aussi un argument qu'on

rencontre volontiers chez les libéraux. Le chef d'entreprise dira volontiers "je ne peux négocier que si j'ai une grosse enveloppe, si je n'ai pas d'enveloppe, je n'ai rien à négocier". Il faut lutter contre cette idée, c'est là qu'il y a le plus à négocier, ou qu'il faut le plus négocier. Il faut négocier sur bien d'autres choses que sur l'enveloppe, qu'il s'agisse de la mise en œuvre des lois Auroux ou de la réduction du temps de travail. Il y a un risque de dépérissement de la politique contractuelle, il faut rappeler suffisamment fréquemment que la politique contractuelle est et doit rester le moyen principal de la négociation salariale.
Dernier point - et j'en aurai fini, je vais le faire le plus rapidement possible -, qu'attendre à moyen terme ? La poursuite de la politique telle qu'elle a été définie, le 25 mars, se retrouve dans le 9ème plan, le 9ème plan montre bien comment après une année 1984 difficile, un pouvoir d'achat de l'ordre de 1 à 1,5% - c'est peu par rapport au passé, mais important par rapport à nos voisins - peuvent être obtenus. Seulement, ceci suppose que l'ensemble de la cohérence de cette politique du 9ème plan soit mis en œuvre et notamment que l'effort soit fait pour dégager les ressources d'épargne permettant la modernisation. Ces ressources ne sont elles-même pas complètement indépendantes de ce qui est fait en termes de pouvoir d'achat. On retrouve la cohérence d'ensemble. Il faut maintenir le pouvoir d'achat pour des raisons politiques et sociales, mais également pour des raisons économiques, car si nous ne maintenons pas le pouvoir d'achat nous n'aurons pas les ressources d'épargne qui permettront de financer la modernisation. Il y a un bouclage, il ne faut pas voir la politique du pouvoir d'achat comme un élément extérieur à l'ensemble de la politique économique. Mais il y a aussi un deuxième point sur le moyen terme. Le pouvoir d'achat c'est finalement la quantité de blé ou de carottes que nous pouvons manger. Et cette quantité serait un vaste compromis. Lorsqu'on mène une politique qui veut réduire un excédent d'importation c'est qu'il y a des biens en moins qui rentrent, si on veut maintenir le pouvoir d'achat il faut les produire. Finalement maintenir le pouvoir d'achat c'est un problème d'économie réelle et pas d'économie monétaire. Maintenir le pouvoir d'achat c'est continuer à produire toujours plus de biens à distribuer. Bien sûr garantir cette augmentation de la production c'est un problème de compétitivité à l'intérieur comme à l'extérieur, à l'extérieur en conquérant des parts de marché qui nous permettent d'avoir des exportations, à l'intérieur en conquérant des parts de marché qui nous permettent d'avoir des entreprises qui tournent. Si nous ne compensons pas par une production plus importante et donc par des marchés plus importants, si nous ne limitons pas nous-mêmes les importations, il n'y a pas de solutions, quels que soient les mécanismes techniques en œuvre, à un maintien à moyen terme du pouvoir d'achat. Il est fondamental de garantir cette augmentation de la production, ceci se fait par une reconquête d'une part de marché aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur, ceci n'est pas contradictoire avec l'exportation.
Trois mots pour conclure, maintenir le pouvoir d'achat moyen des salariés dans les termes de la motion de Bourg, pas plus mais pas moins, et pour ce faire intégrer tous les éléments annexes de la rémunération dans cette évaluation parce que c'est une des causes fortes des inégalités ; deuxième point avoir vis-à-

vis des non salariés une politique au moins aussi ferme que la politique que nous devons avoir vis-à-vis des salariés, et l'expliquer ; troisième point assurer non pas le renouveau - elle est loin d'être morte -, mais la poursuite de la politique contractuelle en fournissant à cette politique contractuelle, comme disait un dirigeant syndical, suffisamment de grains à blé (?)…
(Applaudissements)

Le président - Merci à Dominique Strauss-Kahn.
Nous allons engager le débat. Je vais prendre les inscriptions. Nous avons environ trois quarts d'heure pour amorcer le débat ce matin et naturellement, il se développera essentiellement dans l'après-midi.
Je vous précise que dans les limites de ces trois quarts d'heure, nous pourrons donner la parole à deux ou trois orateurs et aussi à Pierre Bérégovoy qui souhaite pouvoir prendre la parole ce matin, les autres membres du gouvernement étant d'accord pour intervenir cet après-midi. Je prends les inscriptions maintenant.
Jean-Pierre Worms a demandé la parole.

Jean-Pierre Worms

Un problème de méthode, je suis ravi de la qualité des rapports qui sont fournis pour ouvrir ce débat général, étant donné l'importance évidente de ce débat pour le Parti et pour l'opinion, je pense que ces rapports introductifs auront une certaine audience à l'extérieur.
Je crois qu'au-delà de la seule résolution finale qui va être rédigée par un petit groupe, qui sera nécessairement synthétique, il serait utile, si le Comité directeur en était d'accord, qu'un groupe de travail se réunisse cet après-midi également pour, avec les rapporteurs, voir quelques modifications de détails éventuelles de telle sorte que les rapports qui ont été fournis à l'entrée du Comité directeur puissent être joints à la résolution finale en annexes à cette résolution. Cela contribuerait considérablement à reprendre cette offensive politique sur ce terrain difficile. C'est la volonté unanime du Comité directeur.

Le président - Sur la proposition de Worms, Lionel Jospin...

Lionel Jospin

Je ne suis pas hostile à la proposition de Jean-Pierre Worms dans l'état d'esprit qui l'anime, ma préoccupation pour le Comité directeur d'aujourd'hui est de faire des choses pratiques. Je pense effectivement, si notamment nous voulons donner à ces rapports, après qu'ils aient été pris d'une façon ou d'une autre en compte, un caractère de documents, où un certain nombre de suggestions pourraient être transmises par exemple au gouvernement, il peut être utile effectivement que des remarques ou observations soient faites sur ces rapports.
Je ne suis pas sûr que cet après-midi on puisse faire les deux choses à la fois. Il paraît indispensable que par exemple Jean-Paul Bachy, Dominique Strauss-

Kahn soient dans le petite groupe de travail qui va travailler sur le texte. Ils ne doivent pas être détachés de ces points centraux de la discussion d'aujourd'hui emploi et pouvoir d'achat, revenus.
Je ferai la proposition suivante, notre intention était que le groupe de travail que nous allons constituer pour discuter de la résolution du Comité directeur se réunisse tôt en début d'après-midi. Si à l'issue de cette réunion, notre Comité directeur - nous en fixerons la fin plus tard dans l'après-midi - a encore la possibilité de faire ce travail après sur les rapports, cela sera fait, si ce n'est pas possible ce que je souhaiterais c'est que vous fassiez vos observations en préparation de cette discussion éventuelle par écrit si on ne peut pas avoir cette discussion et que ce soit transmis vers les rapporteurs, car le Bureau exécutif s'en ressaisira.
Voilà la proposition que je fais. Je ne pense pas qu'on puisse faire deux groupes de travail parallèles.

Jea-Pierre Worms – D'accord.

Le président - Je reçois vos inscriptions.
J'attire votre attention sur le fait qu'il y a déjà 21 orateurs qui se sont fait inscrire sans parler des membres du gouvernement dont nous avons tout intérêt à entendre ce qu'ils ont à nous dire. Cela veut dire que sur ce plan vous me permettrez d'être extrêmement vigoureux et que le temps de parole devra être très limité. Je demande à chacun de se limiter au temps de cinq minutes de manière à ce que nous puissions avoir un débat qui vaille la peine et entendre les gens qui ont quelque chose à dire. Ceci est tout à fait important aujourd'hui. Je serai extrêmement strict en ce qui concerne le temps de parole.

Alain Richard - J'ai le sentiment que le calcul a été fait un peu vite, si tu as 21 orateurs, que tu attribues cinq minutes par client, tu finis tout le débat général en une heure cinquante cinq.

Le président - Cela dépassera forcément cinq minutes ! Permettez-moi d'apprécier quand même !
Gérard Gaume, tu as la parole.

Gérard Gaume

Dans les rapports introductifs de ce matin il y a trois points qui ont retenu mon attention, le premier sur le niveau de la bataille dans laquelle nous sommes engagés déjà depuis deux ans et demi, le deuxième sur l'état d'esprit des salariés et le troisième sur les mutations industrielles et l'emploi et vous ne serez pas étonnés si je m'appuie beaucoup sur l'exemple de Talbot sur chacun de ces trois points.
Premier point, le niveau de l'affrontement auquel nous sommes engagés avec tout d'abord la première caractéristique c'est que Talbot, le conflit Talbot

Fondation Jean-Jaurès

montre jusqu'où le patronat aujourd'hui est prêt à aller. Je crois qu'on peut parler d'une stratégie de la tension, de la pression et même de la provocation. On ne peut pas qualifier autrement la façon dont on a annoncé les suppressions d'emplois en juillet, le refus de discuter et de négocier avec les organisations syndicales, la reprise par exemple lundi dernier où l'on avait convoqué les 17 000 salariés alors que ce sont des salariés qui travaillent habituellement en équipes,- cela vous donne tout de suite l'indication - la coupure aujourd'hui du cordon avec Peugeot, la eéutilisation avec quelle ampleur de la CSL, le chantage à la fermeture permanente, etc. On sait ce qu'est le patronat Peugeot-Talbot, c'est le CNPF et un des fer de lance du CNPF.

Ce que Talbot a obtenu est clair à mon avis, les objectifs fondamentaux patronaux. Quelle appréciation pouvons-nous faire de la situation et de la position des différents protagonistes chez Talbot ? On n'est plus au 17 décembre et à ses résultats, l'avenir de Talbot se trouve à nouveau posé, et n'y a-t-il pas une récupération d'une partie au moins des 1000 emplois qui ont été imposés à Talbot, n'est-il pas en position d'aller plus loin, bref de faire passer son plan d'origine, qu'il n'a jamais abandonné bien entendu ?

Ce qui me paraît aussi intéressant, à partir de là, c'est qu'il faut y voir la première grande manifestation d'une série. Le choix de 1984 fait par le CNPF n'est sûrement pas du au hasard. Il se sent - c'est sûrement son appréciation - conforté par ce qu'il a obtenu, par exemple, en 1983 - on pourrait discuter du problème des charges... - et il sait que 1984 est une année politiquement et stratégiquement importante.

On peut s'interroger pour savoir s'il n'amorce pas, en 1984, une vigoureuse offensive pour imposer sa conception de politique industrielle, impliquant la disparition de nombreux secteurs et des licenciements massifs. Là aussi se retrouve sa demande pour la liberté de licencier ; il en réclame le droit et, à défaut, il veut l'imposer de fait.

Talbot prend alors valeur de test pour le patronat, afin d'aborder le bras de fer dans l'automobile et dans d'autres secteurs, en position de force.

Je crois aussi qu'il faut bien mesurer l'objectif purement politique illustré par ce qui se passe chez Talbot, à savoir : essayer de faire porter à la Gauche, aux syndicats, aux travailleurs immigrés, la responsabilité de la liquidation éventuelle d'un constructeur. D'ailleurs, il a une formidable capacité à «refiler» - excusez l'expression - le «bébé» au gouvernement dans certains cas de figure !

Je ferai d'ailleurs un petit commentaire sur le problème des droits nouveaux, qui mériterait effectivement un débat, pour montrer la façon dont le patronat fait tout pour bloquer et neutraliser ces droits nouveaux, avec surtout pour objectif d'essayer de faire croire qu'avec ce gouvernement là, on n'a pas plus qu'avant, qu'il en profite même pour essayer de reprendre un certain nombre d'acquis, et que donc cela fait moins... Cela dit, cela n'enlève rien à l'appréciation tout à fait positive que nous avons tous sur les droits nouveaux, ni à la constatation, malheureusement, du manque de prise en compte dans la réalité.

Il y a aussi un élément qui me semble important à souligner, c'est la pression idéologique et le rôle des médias, illustrés dans le conflit Talbot. Je ne sais pas si

vous avez été frappés comme moi par le revirement spectaculaire, comme un seul bloc, notamment de la presse, le 17 décembre. Avant, dans les semaines qui ont précédé, dans les jours qui ont précédé, on a eu une pression fantastique pour dire au gouvernement : «Mais, quand est-ce que vous allez trancher dans le vif ? etc.», et puis d'un seul coup, après l'annonce du plan, on s'est mis à pleurer sur ces pauvres 1900... etc… sur l'abandon gouvernemental, et aussi l'abandon syndical !

D'autre part, je crois qu'on ne peut pas ignorer l'image qu'on a délibérément cherché à donner de l'action syndicale et des travailleurs immigrés dans ce conflit. On a vu également - je parle toujours de la presse, mais bien entendu, il faut distinguer... - des opérations clairement anti-syndicales.

Je serai tout à fait d'accord avec ce qu'a dit Poperen sur les comportements lourds de conséquences, et qui, à mon avis, ne relèvent pas seulement d'un contexte local comme on a pu le voir à Talbot. Je ne voudrais pas profiter de cette tribune pour polémiquer avec une autre organisation syndicale que la mienne, mais au moins susciter un certain nombre d'interrogations.

Je ne ferai pas l'injure à une grande organisation comme la CFDT de ne pas savoir ce qu'est Peugeot et de ne pas savoir apprécier un rapport de forces, de ne pas savoir non plus sur quelle poudrière on était. Alors, pourquoi avoir pris le risque conscient, et donc délibéré, d'affrontements inévitables et graves ? Je crois qu'il faut que les camarades sachent que, s'il n'y a pas eu de morts, c'est un miracle ! Je ne veux pas dramatiser à outrance, mais c'est la réalité. Pourquoi avoir pris le risque aussi, de faire renaître la CSL et d'exacerber un racisme déjà très vivace ? D'ailleurs, je vais porter à la connaissance des membres du Comité directeur un tract qui a été distribué par le PFN, hier, chez Talbot, qui est tout à fait éclairant à ce sujet.

S'agit-il de se "refaire une santé" après un mauvais résultat électoral... on voit d'ailleurs avec quel résultat ?

Pour les dirigeants politiques de la Gauche, chacun a pu apprécier les positions et l'attitude des différentes organisations syndicales, mais dans l'opinion publique, ce qui est clair, c'est que c'est l'ensemble du mouvement syndical qui s'en retrouve pénalisé.

La question plus fondamentale que je me pose est de savoir s'il n'y a pas, là, l'amorce, et une illustration, d'une nouvelle offensive - même si ce n'est pas nouveau, effectivement, c'est avec une autre ampleur - contre l'union de la Gauche, de la part de forces qui ont toujours été, pour le moins, réticentes, à travers des problèmes aigus et jugés aptes à introduire une fracture ?

(Quelques applaudissements)

Ce n'est pas nouveau, mais peut-être qu'on aurait intérêt à voir s'il n'y a pas un changement de calibre. Il me semble que c'est une interrogation que nous devons avoir, d'autant plus qu'elle n'est pas isolée. J'ouvrirai une petite parenthèse pour dire qu'après avoir vu un chanteur et acteur célèbre s'exprimer en la matière à la télévision, j'ai beaucoup plus apprécié, je le dis très clairement, le commentaire du porte-parole du groupe Socialiste que celui du gouvernement.

L'enseignement principal, il me semble, c'est que le niveau de la bataille à laquelle on est confronté appelle la réponse qui convient, à la fois dans son type et dans son niveau.
Je crois que chacun sait très bien qu'on n'a rien à attendre du patronat et qu'aucune brèche, aucune faiblesse n'est permise, sinon, effectivement, il s'engouffre dedans, et avec quelle force, et que la réponse se trouve - excusez-moi si c'est un peu le syndicaliste qui parle - dans la lutte et dans l'action. Il me semble que cela devrait être la priorité du Parti, et les initiatives qu'on nous annonce dans la discussion de cet après-midi me paraissent effectivement absolument nécessaires, parce qu'il y a sérieusement à faire.
J'en viens à mon deuxième point : l'état d'esprit des salariés, qui conditionne évidemment leur mobilisation.
Il me semble que la dominante aujourd'hui - pour être un peu schématique - c'est le mécontentement. C'est vrai qu'on a des difficultés, mais on commence à voir une amorce, peut-être encore très timide, d'une transformation de ce mécontentement en actions revendicatives. C'est une des difficultés, mais aussi une des responsabilités du mouvement syndical. C'est un autre débat. De telles actions, si on se reporte à ce que je disais précédemment, non seulement, à mon avis, ne gêneraient pas, mais aideraient au contraire toutes les forces du changement, et en premier lieu le gouvernement, et éviteraient d'ailleurs que cette grogne soit dirigée contre le gouvernement, parce que c'est vrai que ce mécontentement se porte davantage sur le gouvernement que sur le patronat. Il y a un phénomène bien connu de délégation de pouvoir, mais il faut reconnaître aussi que le patronat est particulièrement habile, comme je le disais, pour faire porter la responsabilité de ses propres actes à d'autres. D'autre part, c'est vrai aussi, je l'ai dit tout à l'heure à propos du conflit de Talbot, que le rôle des médias parait quelque chose d'important.
Je ne vais pas revenir sur ce qui aurait pu être fait ; cela a été dit par d'autres, bien avant moi. Je ferai simplement une petite remarque pour dire que je ne sais pas si on était obligé de prolonger quelqu'un, en l'occurrence le PDG d'Antenne 2, qui était en retraite... Il y avait peut-être là quelque chose de mieux à faire en la matière, surtout que c'est, de mon point de vue, la chaîne qui se montre peut-être la plus critique par rapport à l'action gouvernementale.
Dans l'état d'esprit des salariés, il me semble qu'il y a le sentiment - là aussi, je préfère dire la façon dont j'entends un certain nombre d'échos... je ne veux pas dire que je les partage totalement - d'une fermeté parfois insuffisante de la part du gouvernement. Je crois que, par exemple, chez Talbot, si tout le monde a reconnu son rôle positif - ceci a été dit par plusieurs avant moi, notamment par Jean Poperen - il est incontestable aussi qu'il y a eu quelques faiblesses, par exemple sur ce qu'était Peugeot, sur l'absence, dans l'accord, de l'obligation de négocier effectivement les licenciements, et puis une impression quand même désagréable, à un moment décisif, d'avoir plutôt appuyé Peugeot - c'est l'impression qui en ressort, en tout cas - que les salariés, en envoyant des CRS. Je crois que c'est quand même une question importante.
Parmi les causes du mécontentement des salariés, il me semble qu'il y a une

Fondation Jean Jaurès

rigueur mal vécue. Je ne me propose pas de revenir sur cette question qui a été tranchée par le Congrès, bien entendu, mais je veux dire quand même qu'elle est difficilement vécue et que, politiquement, c'est important. Notamment, la question du pouvoir d'achat a un effet de masse, c'est-à-dire que cela touche tout le monde, même si ce n'est pas dans les mêmes proportions, et il y a là une source très générale de mécontentement et le sentiment que la rigueur n'est justement pas pour tout le monde, hormis peut-être, et surtout, les salariés. Cela touche la question de savoir comment est vécu l'impôt sur les fortunes, la question de la transformation de la fiscalité, la façon dont ont été vécus les divers 1% qui se sont rajoutés dans l'année 1983, et puis - Jean Poperen l'a dit - ce qui s'est passé, par exemple, au moment des fêtes de fin d'année pour la consommation de luxe.

Moi, je préfère le dire au Comité directeur, il me semble que la confiance de la masse des salariés commence à manifester des signes d'ébranlement. Je crois qu'il faut en avoir conscience.

Bien entendu, je reviens sur le pouvoir d'achat. Là, j'aurai sûrement une appréciation un peu différente de celle de Dominique Strauss-Kahn. La plupart des organisations syndicales, elles, analysent une perte en 1983, et ce qui s'annonce pour 1984 semble aboutir à des pertes encore plus grandes. Je le dis aussi très clairement : la formule dont il a parlé sur la masse salariale est considérée comme tout à fait inacceptable par un certain nombre d'organisations syndicales, et qui comptent, dans ce pays.

D'autre part, je ne peux pas souscrire à la conception qu'il a avancée de la négociation, en disant qu'on peut négocier sur autre chose si on a des difficultés sur les salaires, par exemple sur les lois Auroux et le temps de travail. Bien entendu, on peut le faire, mais cela ne peut pas se poser en termes de substitution ou d'opposition.

Par ailleurs, les catégories les plus atteintes par ce problème du pouvoir d'achat, il faut bien voir qu'elles constituent le socle de la Gauche, c'est-à-dire effectivement le salariat moyen.

D'un autre côté, la question est posée du rôle du pouvoir d'achat dans le développement économique, et j'en profite, puisque Jacques Delors est là, pour dire que j'ai lu, dans Le Monde - peut-être que cela a été mal rapporté - qu'il aurait déclaré que l'activité était tirée davantage par l'exportation, puis par l'investissement, et non plus par la demande intérieure. Cela pose quand même une petite question et je crois que le mieux, puisqu'il est là, c'est de la lui poser...

Et puis, comme motif de l'état d'esprit et de la confiance un peu ébranlée, il y a de réelles interrogations sur les intentions du gouvernement quant à la protection sociale, et puisque Pierre Bérégovoy est là aussi, sans vouloir lui demander de trahir de secret, je préfère lui dire que c'est quelque chose qui est assez mal vu et qu'il me parait nécessaire de préciser.

J'ai parlé tout à l'heure de l'intervention des forces de police à Talbot, notamment de la première. Je crois que vous connaissez tous - on est bien placé pour le savoir - la sensibilité politique de la Gauche sur cette question ; il faut

savoir que cela a été mal vécu de la part d'un électorat très populaire - c'est peut-être une première réaction - qui a dit : "Eh bien, pour les prochaines élections, on ne se dérangera pas !"... Bon.. On a encore le temps, je le sais, mais je préfère aussi le dire.

Il me semble qu'il y a là, probablement, un point limite qui a été atteint, d'autant plus important que les échéances électorales décisives de 1986 - décisives pour la poursuite de la transformation profonde et du changement - se jouent dans les six mois qui viennent. Chez les salariés en tout cas, il faut plus longtemps pour remonter la pente que pour la descendre, d'où l'importance de ce qui doit se faire maintenant, en particulier sur les mutations industrielles et l'emploi.

Je voudrais brièvement aborder ce troisième point pour dire, d'abord, qu'il est nécessaire de bien planter le décor, c'est-à-dire qu'il faut délibérément placer cette question comme composante essentielle de l'affrontement dont je parlais au début.

Talbot, de ce point de vue, illustre la volonté du patronat d'imposer sa conception, qui sacrifie un certain nombre de secteurs et d'emplois, et illustre aussi l'héritage. Il en a été parlé ce matin, et moi je pose la question, parce qu'on a peut-être fait rapidement un trait dessus : est-ce que c'est si démodé de revenir sur ce thème ? Je sais que cela fait déjà un certain temps qu'on est au pouvoir, mais quand on connaît le temps qu'il faut compter entre les décisions et l'application, il me semble qu'il y a là un thème possible dans notre bataille politique.

De plus, c'est formidable de voir comme nos adversaires savent récupérer les mots - je pense, en particulier, aux "mutations industrielles" - pour masquer ce qui, en réalité, relève souvent de pures opérations de restructuration financière.

Donc je crois que si les mutations industrielles sont incontestables il faut toujours bien voir quelle est la réalité des choses.

D'autre part, il me semble que l'exigence première - je parle effectivement de la façon dont je ressens les choses en tant que syndicaliste - ce sont des créations simultanées d'emplois, c'est-à-dire que les mutations industrielles doivent être une composante d'une politique créatrice d'emplois, et à partir de là, et de là seulement, on est dans une tout autre situation pour assurer et gérer de front les mutations industrielles et l'emploi.

Alors, parmi les conditions à remplir - ce sont juste quelques pistes de réflexion - la première c'est que l'on doit pouvoir mieux maîtriser et planifier les choses, quand même, et il me semble que, c'est vrai qu'il y a une période qui précède, mais il y a des choses que l'on peut prévoir bien longtemps à l'avance, et je crois que cela permet d'amortir, de créer des conditions bien meilleures pour régler les choses.

Concernant le problème de la formation - je ne veux pas développer exagérément - il faut simplement qu'elle débouche sur un emploi. Je crois que c'est une question essentielle, on l'a vu chez Talbot. Mais là aussi il faut faire attention dans la mesure où, chez Talbot, c'est une situation qui a des caractéristiques générales mais comportant pas mal de particularités. Il n'est pas vrai que dans la sidérurgie et dans d'autres secteurs on aura la même proportion

de travailleurs immigrés, et de mêmes qualifications. Je crois qu'il est important, lorsqu'on parle de formation comme élément pour, disons, maîtriser le problème des mutations industrielles, avoir l'assurance d'un débouché, d'un emploi, au bout, et c'est une condition impérative.
La deuxième condition c'est qu'il faut négocier avec les organisations syndicales, mais négocier le tout, c'est-à-dire pas seulement les conséquences sociales mais les investissements, les implantations, les plans de formation, les reclassements, avec cette question du contrôle des fonds et des aides.
Voilà ce que je voulais dire au Comité directeur. Je crois qu'aujourd'hui - on en parlera pas mal cet après-midi - il me parait absolument nécessaire, et rien n'est plus important pour le Parti en tous cas, de s'engager délibérément dans l'action, face à la bataille qui nous attend.
(Applaudissements)

Le président - Je donne la parole à Didier Motchane, ensuite je la donnerai à Pierre Bérégovoy, et nous terminerons la séance du matin.
Didier Motchane, tu as la parole.

Didier Motchane

Mes Chers camarades, à l'instant Dominique Strauss-Kahn a suggéré des choses, je vais les dire ; il y en a d'autres qu'il n'a pas dites, je vais les suggérer.
Je parlerai donc du pouvoir d'achat, bien sûr, et bien sûr aussi, comme il l'a remarqué, du pouvoir d'achat dans ses rapports avec l'ensemble de la situation et de la politique économique et sociale, et avec cette entreprise de modernisation de la France, donc de restructuration industrielle dont tout le monde parle d'ailleurs : Gattaz, la Gauche, le Parti, le gouvernement.
Mais je voudrais dire d'abord un mot, moins de Talbot qu'à propos de Talbot. Et là je suis conduit comme d'habitude à donner raison au Premier Ministre qui remarquait il y a peu de temps que le conflit de Talbot était exemplaire. Le conflit de Talbot est effectivement exemplaire, mes camarades, parce
qu'il me semble que c'est la première défaite que la Gauche subit dans une entreprise, depuis 1981. Car, vous savez, ceux qui ont été évacués chez Talbot, ce n'est pas simplement des militants bien intentionnés, et un peu écervelés, qui ont attisé un incendie qu'ensuite ils n'arrivaient pas à maîtriser, mais c'est l'ensemble de la Gauche, CFDT, CGT, et c'est une victoire et une pénétration de la Droite dans la classe ouvrière.
Et c'est aussi une situation où, à propos d'une entreprise dont je pense qu'il n'est pas exagérément déplacé de rappeler que François Mitterrand, au nom des Socialistes, avait demandé la nationalisation en 1978, le patronat, et la partie la plus combative et aussi (ce n'est pas toujours le cas) la plus intelligente du patronat, a amené le gouvernement sur son terrain.
Et elle a coincé le gouvernement entre son discours, le discours du gouvernement, et ce qu'il avait et surtout ce qu'il n'avait pas fait. Car le gouvernement, qui a juste titre met l'accent sur l'application des lois Auroux, a-t-il imposé à la direction de Talbot la moindre négociation avec les travailleurs,

avec les syndicats ? Il ne l'a pas fait. Il s'est laissé coincer, et il a été obligé, pour sauver la crédibilité, une partie de sa crédibilité, de faire procéder à cette évacuation dans la nuit de la Saint-Sylvestre, dont nous savons tous que l'image, malheureusement, marquera fortement l'esprit de beaucoup de gens à gauche.
Alors, je ne veux pas faire des effets rhétoriques, nous savons tous que dans des branches industrielles comme le BTP par exemple il y a tous les mois un beaucoup plus grand nombre de licenciements que ceux qui sont en cause à Talbot, encore que comme on l'a dit la liste n'est peut-être pas terminée. Mais je pense que la première réflexion que devrait faire le Comité directeur c'est sur le sens de cet événement par rapport à l'ensemble de l'industrie automobile, bien sûr, mais par rapport à l'ensemble de sa politique.
Par rapport à l'ensemble de sa politique, bien entendu, la négociation sur le pouvoir d'achat est un élément stratégique. D'abord parce que nous sommes au mois de janvier, mais aussi parce que cet élément ou ce paramètre est solidaire, comme Strauss-Kahn l'a rappelé, de tous les autres. A cet égard je voudrais faire deux remarques sur son rapport.
La première, c'est que nous avons certes raison, de nous prévaloir de ce qui a été fait, et d'utiliser les séries de mesures qui le montrent de la manière la plus claire. Il est bien vrai que le revenu brut disponible, c'est-à-dire le revenu de tous les Français, est une grandeur comptable macroéconomique fort significative et importante, mais il est vrai aussi que les patrons, petits ou grands, les commerçants, les agriculteurs, sont des gens qui font aussi leur marché. Et une mesure qui met ensemble, qui mélange tous les Français, qu'ils soient travailleurs ou chômeurs, ou retraités, ou en arrêt de travail, ou entrepreneurs, ou commerçants, ou agriculteurs, ne doit pas brouiller le fait que la Gauche et le Parti Socialiste, c'est d'abord un rapport à ceux qui travaillent ou à ceux qui ne peuvent pas travailler et qui le veulent.
C'est la raison pour laquelle, comme Strauss-Kahn l'a rappelé, notre Congrès a mis en valeur la nécessité de maintenir le pouvoir moyen d'achat des salariés, et là-dessus il est inutile, et surtout dangereux, de vouloir essayer de glisser d'une notion à l'autre. D'autant plus que nous savons tous que c'est la discussion sur les salaires qui est stratégique, et c'est la discussion sur les salaires de la fonction publique qui aura des effets directeurs et des répercussions sur l'ensemble des autres. Et nous savons tous, j'ai les mêmes chiffres que Strauss-Kahn, que le pouvoir d'achat, par exemple, dans la fonction publique, a décru depuis 1979, et qu'en passant les variations dans le temps et aussi les variations par catégories, cette décroissance c'est la réalité depuis deux ans. Je ne veux pas rentrer dans la technique, je ne veux pas parler des 2% baladeurs, etc, mais je veux dire que la question est de savoir si nous adhérons toujours au raisonnement que nous avons fait au Congrès, et si par conséquent c'est ce raisonnement qui nous permet, à partir de renseignements ou à partir de quelque chose d'autre, d'en parler à nos camarades du gouvernement.
C'est la raison pour laquelle je veux relever le deuxième postulat de Dominique Strauss-Kahn, on ne change pas de politique économique tous les neuf mois. On ne change pas, mes chers camarades, de politique économique tous les neuf

mois, si elle est bonne. Et de toute manière, pour se poser cette question, il faudrait savoir de quelle politique économique on parle. Parle-t-on de la politique économique qui est la nôtre, que nous avons décrite dans un texte effectivement un peu long, texte de 60 pages, le texte de la motion de Congrès ? Ou parle-ton de la réalité, de ce qui se fait et de ce qui est envisagé? Je crois que c'est une question que nous devons nous poser.

Nous devons nous poser cette question sur tous les plans, nous devons nous la poser à propos de la politique contractuelle. N'est-il pas préoccupant - et je suis certain, je lui pose la question puisqu'il est ici, qu'il s'en préoccupe - que celui d'entre nous dont cela a été l'honneur d'être un peu le père de la politique contractuelle, il y a longtemps, à l'époque de Pompidou, est en passe d'en être perçu - et la Gauche avec lui puisque c'est la politique de la Gauche - comme peut-être le fossoyeur.

La négociation sur les salaires est stratégique. Elle est stratégique d'abord pour des raisons politiques. Il y a une année, depuis la libération, où le gouvernement de la France a fait reculer, de manière sensible et générale, le pouvoir d'achat des salariés ; c'était en 1980. Cela ne lui a pas réussi. Et maintenant c'est la Gauche qui est au pouvoir. Mais à côté de cette raison politique, il y a des raisons économiques, et j'en rappellerai brièvement deux.

Certes, le salaire ne forme pas toute la demande, mais il en forme la part la plus importante, la part de cette demande qui est la ressource principale des entreprises, et sans laquelle les entreprises n'investissent pas parce qu'elles n'ont pas de raison d'investir.

Secondo, jusqu'à présent, et cela a été rappelé à juste titre, les prestations sociales, l'augmentation des prestations sociales est venue améliorer et souvent dans des proportions importantes le pouvoir d'achat des uns et des autres, et en particulier le pouvoir d'achat des salariés. Je ne veux pas rappeler ici une question qui est d'ailleurs importante, qui est de savoir dans quelle mesure il est légitime de tenir compte de toutes les prestations sociales pour mesurer le pouvoir d'achat. Je vous dirai simplement : les allocations familiales, certainement, car on n'a pas des enfants comme on a la grippe ; mais tous les revenus qui contribuent à réparer la force de travail ne me paraissent pas, en toute rigueur, devoir s'intégrer dans la mesure du pouvoir d'achat. Pourquoi ne pas imputer alors l'ensemble des frais que la collectivité a engagés pour l'éducation des gens depuis l'âge de 6 ans ?

Mais laissons cela. Nous sommes dans un moment où tout le monde à peu près se trouve d'accord pour dire qu'on ne peut pas envisager de laisser continuer d'augmenter les prestations sociales comme avant, où tout le monde, y compris les syndicats d'ailleurs, semble d'accord pour considérer que les entreprises ont besoin d'une stabilité dans les prévisions et d'une stabilité des charges sociales qu'elles subissent. Ce qui veut dire une modification de la répartition, une refonte du financement de ces prestations sociales, et la poursuite des réformes qui ont été entreprises dans la fiscalité.

Comment peut-on envisager la possibilité d'aller dans ce sens, qui est la politique du gouvernement, si l'on commence par engager une baisse sensible

Fondation Jean Jaurès

du pouvoir d'achat des salaires? Cela n'est pas possible, et c'est une des contradictions que Dominique Strauss-Kahn suggérait tout à l'heure.
Dans cette affaire là, il est clair que cela n'a pas de sens de tirer sur un bout sans se demander ce qui se passe à l'autre bout. Cela n'a pas de sens d'envisager séparément la politique des revenus, la politique du crédit, la politique monétaire, la politique industrielle.
A propos de la politique industrielle, de la restructuration industrielle, je voudrais que le Comité directeur se demande si cela a beaucoup de sens d'invoquer cet objectif qui revient constamment dans les interventions du gouvernement et du Président de la République et qui fait le consentement général, qui fait le consentement national ? Invoquer cet objectif, est-ce que cela a beaucoup de sens si nous ne prenons pas les moyens d'en assurer les conditions ?
Que peut signifier la restructuration industrielle avec la perspective d'un investissement décroissant ou étale, avec la perspective d'une perte d'emplois qui ne peut qu'alourdir les coûts sociaux de la nation ?
Récemment j'ai eu l'occasion de lire un certain nombre d'indications données par le gouvernement, en l'espèce le ministre de l'Economie et des finances, sur la crise. J'ai lu par exemple que Jacques Delors, au forum de l'Expansion, parlait de deux ans de cycle décalé, c'est-à-dire - c'est effectivement conforme aux prévisions des comptes de la nation, aux prévisions de la loi de finances - une production, une croissance moindre en France que dans la plupart des pays comparables. Cela, c'est, semble-t-il, l'hypothèse retenue par le gouvernement. Je dois constater que ce n'était pas du tout l'hypothèse retenue par le Congrès de Bourg.
Jacques Delors également a dit au Nouvel Economiste : «Ce n'est pas par une brutale réduction du pouvoir d'achat que l'on combattra les causes profondes de l'inflation en France.» Nous en sommes tous d'accord. Mais cela veut-il dire qu'une réduction douce du pouvoir d'achat est une condition nécessaire de sa politique ? Si cela veut dire cela, je crois que c'est tout à fait contradictoire avec le rapport que Dominique Strauss-Kahn vient de présenter au Comité directeur au nom de la direction du Parti.
Je terminerai, mes chers camarades, en disant simplement que j'appuie et je partage fortement cet appel à l'imagination que Strauss-Kahn a lancé tout à l'heure, et à mon avis cet appel à l'imagination ne peut être sérieux, je veux dire ne peut être suivi du moindre effet, que si c'est en même temps un appel au courage. Il faut avoir un minimum de courage pour faire vraiment appel à l'imagination.
Je pense que c'est le devoir de notre Parti, et par conséquent de ce Comité directeur, et je souhaite donc que tout à l'heure, dans la suite de la discussion et dans la rédaction de la résolution du Comité directeur, nous en soyons tous d'accord.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - Merci, Didier Motchane. La parole est à Pierre Bérégovoy.

Pierre Bérégovoy

Chers camarades, il se fait tard et l'importance des sujets mériterait sans doute une réaction assez longue. Nous sommes plusieurs ministres et nous avons été invités à parler, chacun s'exprimera sur le sujet de sa compétence, naturellement en donnant sans doute aussi son point de vue sur le jugement que l'on peut porter sur les quelques événements sociaux dont les incidences politiques m'apparaissent évidentes.

Je voudrais d'abord dire que sur les rapports qui ont été présentés par Jean-Paul Bachy et Dominique Strauss-Kahn, il n'y a pas pour ce qui me concerne de désaccord, et je pense que les propositions politiques, techniques notamment, qui ont été faites dans le domaine de l'emploi méritent que nous les retenions.

De ce point de vue, rien n'est meilleur qu'un dialogue direct entre le Parti et les ministres concernés, et j'y suis prêt.

Je ferai simplement quelques observations concernant l'absence, dit-on, de ministre du Travail. Il n'a pas dépendu de moi qu'il n'y ait pas quelqu'un chargé spécialement du travail, et je pense en effet qu'avoir fait disparaître le mot "travail" dans l'intitulé du titre ministériel peut être sujet à interrogation.

Je voudrais tout de même rassurer Jean-Paul Bachy, je suis vraiment occupé à plein temps par les affaires du travail, même si je laisse à d'autres le soin de s'exprimer sur ce sujet parfois.

D'autre part, il y a eu en effet une séparation qui mérite interrogation des affaires de l'emploi et du travail, d'autant plus que les services sont communs. On s'est beaucoup posé la question de savoir si l'emploi et le travail doivent être liés, ou l'emploi et l'économie. L'emploi est le résultat d'un certain nombre de facteurs économiques déterminés, et c'est donc bien une tâche du gouvernement, tant et si bien que le ministre délégué chargé de l'emploi peut avoir souvent l'impression, comme le ministre du Travail, qu'il joue le rôle de brancardier dans une politique économique et sociale qui est aujourd'hui, comme vous le savez, rigoureuse, et qu'il faut naturellement maintenir suivant le cap qui a été tracé.

Mais quelques observations de caractère technique révèlent finalement des problèmes politiques. Oui, il y a un ministre chargé de l'emploi, et celui-ci appartient au Parti que l'on sait, et cela n'a pas été tout à fait indifférent dans l'évolution du dernier conflit ou dans la manière dont nous traiterons un certain nombre de problèmes dans les mois qui viennent.

Oui, il y a un ministre chargé de la formation professionnelle, auquel il fallait bien donner un service rattaché, et quand on a des ministres Communistes au gouvernement, il faut bien naturellement qu'ils aient des attributions, sinon on ne voit pas pour quelles raisons ils seraient là...

Ces quelques remarques montrent bien qu'il ne faut pas traiter ces problèmes en théorie, mais qu'il est bon de temps en temps de retenir la pratique.

Une question m'a été posée sur la protection sociale, et là je ne vois pas très bien

quelles sont les inquiétudes qui peuvent se manifester, à moins que l'on soit troublé par l'équilibre des comptes de la sécurité sociale, et que l'équilibre en soi, soit jugé comme un péril pour l'institution ! Pour ce qui me concerne, au contraire, je pense que l'équilibre de la trésorerie, qui nous a permis de gommer en partie les déficits de 1981 et 1982, est la meilleure garantie que nous puissions offrir au pays du maintien d'un système de protection à haut niveau de qualité que celui-ci a obtenu.

Cela ne s'est pas fait sans mal. Comme le disent les commentateurs malveillants,'il y a eu des recettes nouvelles qui ont permis d'atteindre ce résultat. Mais il y a eu aussi un effort de la part des Français, de la part des professionnels de la santé, effort auquel ils ont consenti plus ou moins bien, les pharmaciens plutôt mal que bien, l'industrie pharmaceutique aussi plutôt mal que bien, mais enfin auquel ils ont consenti, les gestionnaires des hôpitaux notamment, et peut-être aussi un peu le gouvernement.

Cet effort nous a permis de réduire l'augmentation en volume des dépenses de santé de 7% à moins de 2%. Mais 2% en volume, en période de croissance nulle, c'est tout de même quelque chose à quoi il faut s'affronter, et relâcher l'effort en la matière ne serait pas sage, il faut au contraire le poursuivre.

Mais nous n'avons pas réduit la protection sociale, nous n'avons pas réduit le montant des remboursements, nous avons maintenu le pouvoir d'achat des prestations, allocations familiales, pensions de vieillesse, même si le problème se pose d'une manière un peu plus difficile en 1984. Voilà les résultats obtenus.

Permettez-moi d'en tirer une leçon politique.

Cela signifie que lorsque le gouvernement - c'est ce que nous avons fait tous - montre la nature des enjeux, eh bien le langage de la vérité et de la responsabilité est compris, car il y a eu un comportement nouveau sans lequel nous n'aurions pas obtenu ces résultats, je le répète, de la part des assurés et de la part des professionnels de la santé.

J'en viens maintenant à la question centrale, celle qui est au cœur du débat que nous avons aujourd'hui et qui a été révélée avec toute son ampleur par le conflit Talbot, la mutation industrielle nécessaire.

C'est une banalité de dire que la crise économique que connaît le monde capitaliste engendre une mutation. C'est l'enfantement de cette mutation qui est à l'origine de la crise, et nous n'avons pas le choix entre "faut-il ou ne faut-il pas", c'est bien évident que la mutation est là. Ou nous l'épouserons, nous la mènerons à son terme, ou bien notre pays deviendra retardataire. Il n'y a pas entre nous, au Parti ou au sein de la coalition de Gauche, de désaccord là dessus. La mutation industrielle doit être accomplie.

Comment doit-elle être accomplie ? C'est une question de fond sur laquelle naturellement il faut réfléchir. A marche forcée ? Sans tenir compte du coût social ? Sans tenir compte des réactions syndicales ? Assurément, non, et personne n'y pense. Renoncer, je l'ai dit, c'est impossible. Reste la troisième solution, celle que nous mettons en œuvre, qui n'est pas toujours facile, celle qui consiste à assurer cette mutation par le dialogue, par le concours des partenaires sociaux, en faisant en sorte que chacun prenne conscience des enjeux, car il n'est

pas possible, nous l'avons dit à deux ministres au moins, mais je crois que c'est le point de vue du gouvernement, de réaliser cette mutation industrielle et économique sans les travailleurs ou contre eux. On ne peut le faire qu'avec eux et au terme d'un dialogue.

On ne peut pas faire cette mutation industrielle sous l'œil bienveillant des forces qui nous sont opposées, et qui le montrent de telle façon dans le conflit Talbot, et dans l'indifférence, voire l'hostilité des forces qui nous ont placés là où nous sommes.

De ce point de vue, il n'y a pas de choix.

Ce que nous représentons dans la vie politique du pays nous impose par conséquent une méthode, celle de la concertation, et de ce point de vue il faut sans doute que l'on s'interroge sur ce qui s'est passé dans le conflit Talbot sur le plan des mécanismes; j'en dirai ensuite un mot sur le plan politique.

Sur le plan des mécanismes, il est clair que nous étions saisis par une entreprise, Peugeot-Talbot, d'un problème de sureffectif que personne n'a contesté, et il y avait donc un certain nombre de solutions à mettre en œuvre pour réduire les effectifs. Les préretraites par un contrat de solidarité du fonds national pour l'emploi : le gouvernement a dit assez vite oui. Les licenciements : le gouvernement a dit non. Mais comme il considérait que ce n'était pas un problème conjoncturel - car comme quelqu'un l'a dit, des licenciements, il y en a malheureusement tous les jours, des licenciements économiques, en fonction d'ailleurs de textes qui sont antérieurs à notre arrivée au pouvoir - nous avions sur le plan technique le choix entre deux formules : il s'agissait donc d'une restructuration, c'est-à-dire quelque chose de structurel, ou de quelque chose de conjoncturel.

Quelque chose de structurel : nous avons nommé un expert qui a fait l'étude, et là nous nous sommes heurtés incontestablement non pas au refus de négociation de Talbot - ceux qui ont dit cela commettent une petite erreur - mais à une fiction de négociation. Ils ont réuni toutes les institutions, mais sans jamais discuter, ce qui montre d'ailleurs l'état d'esprit de ces dirigeants d'entreprise, ce qui montre d'ailleurs l'état d'esprit d'une partie du CNPF et la nécessité de tenir un langage vigoureux à l'égard de ces entreprises là.

Nous arrivions donc à la conclusion : conjoncturel, c'est un mois de délai, structurel c'est quatre mois. Il nous fallait trancher le 22 décembre, et c'est au niveau le plus élevé que Ralite et moi d'abord, ensuite Ralite et Pierre Mauroy ont reçu les organisations syndicales et les responsables de l'entreprise, et ont abouti au résultat que vous savez, qui n'est pas négligeable : maintien de l'activité de la marque Talbot, donc du sigle industriel, avec les investissements réalisés sur place, réduction du nombre des licenciements, plan de reclassement, aide au retour, même si cela demandait et demande encore à être négocié entre les parties.

Il y avait là un résultat qui a été salué par Jack Ralite comme solution "humaniste", a-t-il dit, je crois, au problème de mutation industrielle, qui a été salué positivement par la CGT le soir même où cela a été annoncé, et qui a été mis en cause en effet dans l'entreprise, à partir de l'attitude qu'a adoptée la

section locale CFDT.
La section locale CFDT, ayons le courage de le dire ici, on sait par qui elle est animée. Il s'agit là d'éléments de la Ligue Communiste Révolutionnaire qui ont trouvé naturellement sur un terreau social perméable des moyens d'action qui ont été ce que vous savez et à partir de là, compte tenu de l'histoire sociale de Talbot, dans lesquels naturellement la direction porte une grande responsabilité, des événements ont connu le déroulement que vous savez.
La caution qu'a apportée la direction confédérale de la CFDT, après la fédération de la métallurgie, a compliqué naturellement le problème.
Alors quelle leçon en tirer ? Car c'est un test, Talbot, dont les conséquences ont été appréciées par vous. Moi, je voudrais en tirer d'abord une leçon quant à notre méthode. Cela veut dire que pour tous les secteurs en difficultés que nous avons maintenant devant nous, qu'il s'agisse de la sidérurgie, des charbonnages, qu'il s'agisse de certains secteurs encore de l'automobile, ou des chantiers navals, - et ce n'est pas trahir un secret que de vous dire qu'un Conseil inter-ministériel s'est tenu sur ce sujet - nous devrons à la fois dans les secteurs concernés, dans les bassins d'emplois concernés ou dans les régions adopter une méthode qui nous permette d'engager une concertation tripartite pouvoirs publics, organisations syndicales et entreprises de manière à ce que soient abordées les implications industrielles, les investissements nécessaires et les moyens sociaux à mettre en œuvre autrement dit accompagner le traitement social du traitement économique. Et c'est là que nous avons sans doute un choix à faire, un choix qui n'est pas tout blanc, tout noir, il se situera sans doute au milieu, mais sur lequel je voudrais attirer votre attention.
La mutation industrielle coûte de l'argent, cet argent nous l'employons à la création d'emplois. C'est positif. Nous l'employons à la création de nouvelles entreprises, c'est positif, psychologiquement. Finalement cela permet d'accroître la richesse produite, moins de souci pour la protection sociale, moins de souci pour tout le reste, inutile de le dire. On consacre aussi à la formation des hommes, car il faudra - la formation des hommes et des femmes est le problème essentiel - naturellement que nous disposions de salariés capables de servir les technologies nouvelles. Le président de la République l'a dit, il n'y a pas d'industries dépassées, il n'y a que des technologies dépassées, encore faut-il que les travailleurs à tous les niveaux soient formés à ces technologies nouvelles. Il faut donc faire un effort financier important, ou bien alors il y a le traitement social classique, qui a été le nôtre, les contrats de solidarité préretraite purement et simplement.
Il faut voir que cela coûte. Peut-on faire les deux ? Sans doute serons-nous obligés de faire les deux. Ma conviction, c'est qu'il faut d'abord faire le premier en priorité, et Jacques Delors attirait notre attention hier sur un point qui est important. Un salarié de 50 ou 55 ans aura des difficultés à abandonner son travail, à épouser une nouvelle technologie, alors qu'un jeune de 30 ans ou de 35 ans pourra peut-être accepter ce que nous appelons un contrat de reconversion, lui permettant une nouvelle formation, à condition d'ailleurs qu'il en ait le niveau culturel requis, ce qui rend difficile la solution pour Talbot. Par

conséquent, il faut que nous ayons une appréciation sans doute un peu plus fine et que nous évitions des mesures générales pour retenir des mesures appropriées à chaque secteur concerné et à chaque entreprise concernée.
De ce point de vue, il faut dire que le comportement des entreprises est curieux et je souhaite que nous ne nous laissions pas impressionner par cet argument. Je parle d'ailleurs des entreprises publiques ou privées.
Je racontais que j'ai reçu l'autre jour la direction d'un grand groupe qui demande 14 000 suppressions d'emplois et c'est vrai qu'il y a des sureffectifs là aussi, mais la direction propose 12 000 contrats de solidarité préretraite, contrats financés par l'Etat et par l'UNEDIC, autrement dit par le prélèvement social des gens que nous allons mettre à la retraite, qui ne retrouveront pas un travail, qui seront perdus pour la production, alors qu'il y a sans doute dans l'entreprise qui continuera à embaucher des jeunes, un certain nombre de femmes et d'hommes qui accepteraient la mutation technologique.
Par conséquent, chers camarades, ce que je veux vous dire, c'est qu'il faut maintenant que le traitement économique accompagne le traitement social, il faut dégager des ressources financières dans cette direction, il faut, par conséquent, avoir bien en tête l'idée que l'effort d'assainissement économique que nous avons entrepris n'a pas d'autre objet que de relancer la croissance de la production, car avec la croissance zéro en 1984 ou 1985, aucun des problèmes auxquels nous sommes confrontés ne serait résolu.
Dans le même temps, bien entendu, il faut poursuivre dans le domaine des entreprises l'application des lois Auroux et la démocratisation du secteur public avant les élections qui s'échelonneront d'ici le 1er juillet 1984 nous donnera, je crois, les moyens de montrer que, sur le plan qualitatif, comme l'on dit, l'effort de démocratisation ne s'est pas ralenti.
Si vous le permettez, je voudrais ajouter un mot politique, m'exprimant en mon nom, mais étant sûr sans doute de parler comme le ressentent beaucoup d'autres.
Dans le conflit Talbot, le comportement de la direction, qui n'avait pas d'autre objet que d'aboutir à la fermeture du site en plaçant le gouvernement dans la situation de coupable, par conséquent, de responsable, le comportement de certains éléments syndicalistes, m'amènent à m'interroger sur le fait de savoir si, derrière l'événement que nous avons vu se dérouler à Talbot, il n'y a pas une tentative profonde, délibérée, réfléchie, orientée de mise en cause de la coalition de gauche qui gouverne le pays depuis 1981.
Le patronat ne le cache pas. Il peut y avoir aussi disons dans la classe politique française des personnes qui considèrent que le bout de chemin fait avec le Parti Communiste est suffisant. Je crois que nous devons réfléchir lucidement les uns et les autres à leurs responsabilités.
Je ne dis pas que ce serait facile, qu'il serait plus malaisé plutôt de réaliser certaines mutations industrielles et certaines mobilités sociales ou géographiques des salariés, qu'il serait plus malaisé de les réaliser sans le concours de ministres Communistes. Ce n'est pas cela qui compte, c'est important, mais ce n'est pas cela. L'essentiel est de savoir si la tentative, l'expérience, un peu plus sans doute dans notre esprit, de rénovation profonde de la société française avec le concours

de toutes les forces politiques qui se réclament de la Gauche, peut aller jusqu'à son terme ou non, et de ce point de vue, il y a Talbot, mais il n'y a pas que Talbot. Il y a un mouvement idéologique profond.
Je n'ai pas souvent l'occasion de regarder la télévision, mais cette semaine, il m'est arrivé de voir la fin de Montand, de voir Monsieur Glucksmann, et hier soir enfin d'observer "Apostrophes", ce qui était dit par les uns et par les autres, en particulier par Domenach. Il s'agit donc d'un combat idéologique qui est profond et nous avons à réagir car si nous ne réagissons pas, je crois que ce n'est pas le centre qui en profitera, mais la Droite, dans ce qu'elle a de plus raciste - un tract vient de nous être distribué - dans ce qu'elle a de plus mutilant pour les idées de justice et de liberté qui sont les nôtres.
En conclusion, chers camarades, et m'apercevant que j'ai été trop concis sur un grand nombre de problèmes qui mériteraient sans doute plus d'explications, je voudrais dire que, dans la période où nous sommes, sur le plan des équilibres sociaux et économiques, sur le plan des mutations industrielles et sur le plan politique, il n'y a qu'un langage qui peut être tenu par nous - cela a été dit par Didier Motchane à l'instant - le langage du courage, le langage de la vérité, et ne l'oublions pas, le langage de la justice.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Pierre Bérégovoy.
Avant de lever la séance, je voudrais vous donner la liste des membres de la Commission qui va travailler cet après-midi sur le texte final qui doit sortir du Comité directeur.
Jean-Paul Bachy, Jean Besse, Martine Buron, Robert Chapuis, Michel Charzat, Daniel Cholley, Marcel Debarge, Gérard Delfau, Gérard Fuchs, Gérard Gaume, Christian Goux, Jacques Huntzinger, Didier Motchane, Christian Pierret, Jean Poperen, Jean Pronteau, Alfred Recours, Alain Richard, Dominique Strauss-Kahn, et Hervé Vouillot.
Cette Commission commencera à travailler vers 15 h 30 ou 16 h, dans un bureau qui se trouve à gauche de la tribune.
Reprise des travaux à 15 heures précises.

Parti Socialiste
Comité directeur
7 janvier 1984
(après-midi)

La séance est reprise sous la présidence de Claude Estier.

Coll. Fondation Jean Jaurès

Le président - Camarades, je vous en prie, asseyez-vous, et cessez les conversations particulières. Je donne la parole à Bernard Thareau, je vous prie de faire silence, mais auparavant un mot de Lionel Jospin. Voulez-vous vous asseoir, messieurs ?
La parole est à Lionel Jospin.

Lionel Jospin

Chers camarades, un membre du Comité directeur et même du secrétariat national qui croyait bien faire et faisait bien, que j'ai un peu injustement rabroué tellement j'ai été surpris pour ne pas dire un peu scandalisé même que cette tentation puisse venir à des membres du Comité directeur, me disait qu'il serait bon de fixer le temps du débat, parce qu'il y avait des camarades qui avaient des trains à prendre.
Moi, chers camarades, je voudrais dire ici très clairement, avant que ne recommence le Comité directeur, qu'on a engagé un débat, je crois, très sérieux ce matin, d'une très grande qualité, sur la base du rapport introductif de Jean Poperen que je n'ai pas à complimenter vous avez pu juger de ce rapport, sur la base de deux rapports spécialisés qui m'ont paru être le résultat d'un travail de réflexion, de proposition là encore de bonne qualité et les premières interventions qui ont eu lieu n'ont pas contribué à faire baisser le débat. On a engagé une discussion très sérieuse, sur des problèmes sérieux. On va poursuivre ce débat. On a entendu un ministre, nous aurons la chance d'en entendre un ou deux des autres ministres qui suivent ces dossiers... on ne peut pas fixer un terme cet après-midi à ce débat ! Il y a 20 camarades du Comité directeur qui sont engagés, ensuite on aura à parler des campagnes du Parti.
Nous avons décidé de faire un Comité directeur qui ne dure qu'une journée, cette journée peut se terminer à 7 h du soir, à 9 h du soir ou à 10 h du soir. Je considère comme inacceptable, en tant que premier secrétaire, d'entendre qu'il y a des camarades qui ont des trains à prendre, alors que je me souviens des problèmes qu'il y a quand il s'agit de devenir membre du Comité directeur ! Je ne peux pas personnellement accepter cela. Il faut que tous les camarades qui sont venus ici de province, de la région parisienne ou de Paris qu'ils rentreront chez eux pour ceux de province demain, et puis c'est tout, ils prendront des trains ou des voitures demain ; on ne peut pas fonctionner dans des conditions pareilles. Si alors qu'on engage des discussions de ce sérieux, qu'il y a toute la mobilisation à voir pour le premier semestre, on doit courir le risque d'une déperdition du Comité directeur, il faudra contrôler dans quelles conditions on y reste et je le dis très franchement.
On doit pouvoir mener ce débat, il doit se dérouler normalement et que les trains partent sans nous !

Le président - Merci pour cette mise au point, je n'en demande pas moins aux orateurs d'essayer de se tenir dans les limites d'un exposé aussi bref que possible ; j'ai dit cinq minutes ce matin, sachant que les 5 minutes seraient

dépassées et j'ai été très libéral, je continuerai à l'être, mais je demande que chacun fasse un effort de brièveté.
Bernard Thareau a la parole.

Bernard Thareau

Je redis combien j'ai trouvé, moi aussi, le débat important, intéressant ce matin après les deux rapports, mais lorsqu'on parle de pouvoir d'achat, et je me réjouis de parler devant Jean-Paul Bachy et Dominique Strauss-Kahn, et emploi, pourquoi ne parler que des activités salariées ?
Je suis bien obligé de reconnaître qu'elles sont les plus importantes en France, mais ne pas inclure les autres, cela veut dire aussi qu'on les exclut les autres. Alors Jean-Paul, dans son rapport, a oublié les autres et Dominique a exclu les autres.
C'est grave politiquement et c'est plus grave encore stratégiquement. Je suis obligé de le dire et j'insiste vraiment pour que dans les documents qui sortiront de ce Comité directeur, il y ait une petite mise au point là dessus, il y ait les compléments nécessaires, incluant la totalité de la société française, de l'économie française et incluant la totalité des adhésions éventuelles du Parti Socialiste.
Voilà la première introduction qui me parait essentielle à mon avis et qui m'oblige du même coup à donner quelques compléments, quoi que n'étant pas du tout économiste et n'étant pas préparé à cette intervention avec tous les chiffres, croyant qu'ils auraient été inclus dans l'analyse d'ensemble.
Sous réserve d'approximation et de compléments indispensables pour amener des chiffres justes, je voudrais qu'il y ait ce complément et moi je l'introduis en risquant d'apparaître une fois de plus comme un défenseur de corporatismes, alors que l'ensemble du Parti doit prendre l'ensemble des professions et des économies ; quand c'est le paysan qui doit venir défendre les paysans, les ruraux, il y a quelque chose qui commence à ne plus fonctionner dans le Parti.
Je le dis avec aisance, mais avec aisance et confiance à mes deux grands amis Jean-Paul et Dominique, car nous sommes concernés par l'emploi et l'agriculture contribue à l'emploi. Je donnerai quelques exemples.
Depuis que la Gauche est au pouvoir, le rythme des disparitions des exploitations n'a pas été freiné, il a, au contraire, été amplifié, ce n'est pas par le phénomène de l'action de la Gauche, c'est la conséquence de l'antériorité, mais le constat est là quant aux convergences de dates.
380 pertes d'emploi par jour en agriculture, dont 140 à temps plein. En d'autres termes, nous avons un Talbot tous les 14 jours. Je n'analyse pas le conflit Talbot, mais je dis que tous les 14 jours nous avons un Talbot dans l'agriculture et que cela se passe dans le silence, en termes de nombre d'emplois disparus.
La pyramide des âges, qui est donnée par l'INSEE, est la même que celle d'hier, ce qui fait que dans les quatre ans qui viennent, 4 agriculteurs sur 10 vont cesser leur activité et libérer 12 millions d'hectares, peut être plus, parce que tous les agriculteurs en difficulté ne figurent pas dans les courbes linéaires antérieures.

Le taux de remplacement qui était de 50% antérieurement est tombé à 47 et même moins, dans l'année que nous vivons, sans doute encore moins dans les années que nous vivrons, si nous ne faisons pas de sérieux redressements.
Alors, nous sommes devant un paradoxe ; c'est sous un gouvernement de gauche, si rien n'est fait de plus, que nous aurons la plus grosse concentration en agriculture. Certains peuvent s'en réjouir, croyant qu'il va en résulter une compétitivité plus grande, ce qui est totalement faux, croissance des exploitations en agriculture dit suppression des emplois, augmentation des entrants, ce qui veut dire du négatif.
Il faut bien s'entendre sur cet élément, c'est très important, je ne peux malheureusement pas le développer pour des raisons de temps.
Il y a 4 raisons principales à cette situation.
La première : les problèmes fonciers : le démembrement des exploitations continue tous les jours, manque de maîtrise de la destination des terres, achat des sols impossible par les agriculteurs eux-mêmes.
Deuxième raison, le financement. S'il y a eu doublement de la dotation aux jeunes agriculteurs promis par le Président, cela a été fait, et aujourd'hui il reste une lourdeur extraordinaire dans le capital d'exploitation, je le redis : pour devenir paysan, il faut entre 400 et 800 000 F. La plupart des jeunes agriculteurs ont peur et préfèrent rester chômeurs ou entrer ailleurs quand ils le peuvent sur le marché de l'emploi.
Cela entraîne également cette situation de lourdeur de capital, des exigences du Crédit Agricole : on veut bien prêter, mais il faut que madame aille travailler à l'extérieur, de façon à être sûr - et c'est vrai maintenant dans tous les départements, madame qui voulait être agricultrice ne peut plus l'être, il faut qu'elle aille chercher le gagne pain des deux, mais elle prend un emploi… problème de l'emploi, je ne sors pas de la chaîne.
Emploi récupéré, condition de durée de travail pour celui qui reste à l'exploitation.
Troisième raison: la formation qui n'a pas changé et on a besoin aujourd'hui de non-paysans qui puissent devenir paysans. Or, l'école agricole est restée une école corporatiste fermant l'entrée à tout non-agricole ou tout non-fils d'agriculteur pour qu'il puisse le devenir. Problème très grave qui pourtant aiderait s'il était résolu à chasser le corporatisme.
Quatrième raison, le revenu : 21 points de perte de revenu de 1974 à 1981... 9 points de rattrapage depuis la Gauche, nous devons en être fiers, mais nous assumons malgré tout ce constat, la baisse de 21 n'est pas rattrapée par 9. Nous sommes devant cette difficulté de manque de rattrapage. Ceci explique l'attente des agriculteurs, surtout ceux du 10 mai, pour une réussite des négociations européennes, cela va de soi, pour des mesures foncières engagées, pour une réduction des inégalités par la suppression de la loi des moyennes, remplacée par la connaissance des revenus de tous les agriculteurs, pour un redéploiement des crédits publics, à masse égale on peut faire autre chose pour une définition des statuts des travailleurs de l'agriculture, en particulier des femmes.
Un ou deux points de vue en dehors de mon texte agricole, j'exprime comme

d'autres militants l'impatience devant la non-modification de l'allocation chômage où les jeunes en particulier réagissent devant le manque d'aide lorsqu'ils sont au chômage, voyant que celui qui avait un salaire de 15 000 Francs se trouve avec une aide de chômage de 12 000 Francs et refuse un emploi de 8000. C'est un véritable appel pour les jeunes pour changer les choses.
Point de vue également sur le cumul d'emplois, emplois retraite. Nous l'avons en agriculture. 800 000 personnes, dit-on, sont en cumul. Il nous faut agir rapidement et fermement, ceux qui cherchent un emploi ne peuvent pas comprendre, c'est ou emploi, ou retraite, mais pas les deux. Nous devons gagner des emplois avec cette action de fermeté, ou réaliser des économies pour les chômeurs. Le milieu agricole est très concerné parce que nous avons le milieu agricole ce qui est le panier de crabes, on appelle cela la pluri-activité. Mais il ne faut pas confondre le nécessaire parfois travail pour l'épanouissement de l'homme et de la femme dans des professions différentes, ce n'est pas de la pluri-activité, mais énormément d'individus agricoles cumulent deux emplois. Il nous faut à tout prix viser à la clarification de notre langage à l'intérieur de l'agriculture pour que tous ceux qui sont en retraite agricole ne puissent plus exploiter dans l'agriculture. Aujourd'hui c'est possible, combien a-t-on de milliers qui le font régulièrement ?
Enfin, je conclus, le contrôle du travail noir, le contrôle du cumul, le contrôle des faux malades pendant de longues maladies qui font du travail noir pendant ce temps là, ne pourront jamais se faire sans déléguer, sans décentraliser des responsabilités au niveau le plus bas. Je pense aux communes, combien de maires sont amenés à signer des procès-verbaux qu'ils savent faux. S'ils avaient le mandat d'une véritable ratification, c'est-à-dire qu'on peut ne pas ratifier le faux chômage ou la fausse maladie par des Commissions communales, cela serait intéressant, et nous ferions à la fois une économie substantielle et une moralisation des lois qui, si elles ne sont pas moralisées finiront par succomber.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Merci, Thareau.
La parole est à Robert Chapuis, ensuite à Georges Sarre.

Robert Chapuis

Chers camarades, je crois que ce Comité directeur au lendemain des événements de Poissy, doit s'interroger comme l'ont fait mes prédécesseurs sur le problème de savoir si ce qui s'est passé à Poissy est une sorte sinon d'exception, tout au moins d'îlot, ou si nous avons là un exemple, un test qui annonce ce qui va être un des grands problèmes de 1984.
Je crois que nous sommes ainsi dans le vif du sujet. Il y a des particularités évidentes de ce qui s'est passé à Poissy. Nous savons comment depuis trois ans dans cette entreprise marquée par la puissance d'un syndicat allié aux patrons, la CSL, il y avait eu une manipulation des travailleurs et comment depuis trois ans les efforts de libération par les organisations syndicales à l'intérieur de

l'entreprise s'étaient heurtés à des contradictions très lourdes, liées à l'importance des travailleurs immigrés, liées également à la stratégie même de Peugeot, puisqu'en effet pour Peugeot, après avoir acquis les moyens commerciaux que pouvait lui donner Talbot, les moyens industriels. Il y avait depuis déjà un certain temps un projet de restructuration et l'on pourrait dénoncer les erreurs, le cynisme de la direction de Peugeot.

On pourrait donc insister en quelque sorte sur les particularités du conflit. Mais nous avons tous préféré, je crois, insister sur les éléments qui au contraire sont communs entre ce conflit et un certain nombre d'autres dont nous sentons qu'ils seraient possible. C'est la partie exemplaire en quelque sorte de ce conflit qui nous intéresse. Je crois qu'à cet égard, nous sommes marqués par le fait que dans l'affaire Peugeot-Talbot-Poissy, il y a à la fois les problèmes posés par la restructuration du capital et ceux qui sont posés par la restructuration du travail. Il n'est pas tout à fait évident que ce soit la même chose, et peut-être avons-nous nous-mêmes pensé un certain moment, y compris dans une certaine logique des nationalisations que les efforts qui étaient faits pour restructurer le capital entraîneraient des conséquences au niveau du travail que nous pourrons mieux maîtriser. Or, aussi bien le capitalisme privé que les problèmes qui se posent dans le secteur nationalisé lui-même - on le voit bien dans le charbonnage et la sidérurgie - montrent qu'il y a une logique propre à la restructuration du travail que nous n'avons pas peut-être suffisamment maîtrisé politiquement. La restructuration du travail, Peugeot la mène à sa manière, nous l'avons vu dans les jours et les heures qui sont venus, nous savons comment la mène Creusot-Loire, nous savons comment le problème se pose dans la sidérurgie, dans l'électronique, nous avons eu à l'occasion d'un Comité directeur précédent des discussions sur les relations Thomson-CGE avec un certain nombre de problèmes qui se poseront à termes dans un certain nombre d'entreprises et nous savons les problèmes qui se posent dans la construction navale.

Que ce soit dans le secteur privé ou public, nous avons mis en évidence sous les termes de politique industrielle les lourds problèmes qui se trouvaient posés dans l'époque de crise, de mutation où nous sommes, par les nécessités, les contraintes les exigences proprement capitalistes de la restructuration du capital et des exigences également que nous avons au niveau du gouvernement dans cette nécessité de restructuration.

Concernant cette restructuration du travail, qui a été même par nous confondue avec une restructuration des entreprises, du capital des entreprises, cette restructuration est liée à la modernisation nécessaire pour rendre possible la croissance, pour accroître production et productivité, y compris sur un marché de plus en plus international.

Mais nous savons que ceci doit aller de pair avec une réflexion sur le travail lui-même et que l'on ne peut pas distinguer aujourd'hui dans la réflexion sur le travail ce qui concerne sa nature, quant à la production et l'ensemble des conditions de travail même. Toute réflexion sur la durée du travail par exemple est à amenée à prendre en compte la diversité des branches, la diversité des métiers, la diversité des formations. Nous savons donc qu'en fonction de cela

nous sommes devant un univers où la structure du travail va être profondément modifiée par rapport à ce que nous avons connu et par rapport à ce qui se structure dans les organisations syndicales Les organisations syndicales aujourd'hui - et je crois qu'il faut être conscient de ce problème - sont structurées sur une forme de travail qui lui même tend à être dépassé par les mutations industrielles qui ont lieu. Il y a là des enjeux dont nous devons voir qu'ils aboutissent à des contradictions différentes suivant les organisations. Quand on regarde la Chapelle d'Arblay, et les ouvriers du livre, quand on regarde Poissy et les contradictions qui ont atteint la CFDT, nous ne devons pas nous contenter de compter les points. Nous devons nous interroger sur ce que cela signifie, sur une des armes fondamentales du combat Socialiste qui est le syndicalisme ouvrier en France.

Je crois que devant de tels enjeux, nous sentons bien qu'il faudra que le travail acquiert dans notre pays peut-être plus de souplesse, soit davantage lié au processus d'innovation, de transformation et que tous les mécanismes de l'emploi administratif et je crois que le rapport de Jean-Paul Bachy le met bien en évidence ce matin, ne sont peut-être pas adaptés à cette mutation du travail y compris l'ANPE. Nous le vivons sur le terrain. Elle est structurée sur une nature du travail, sur une concept des emplois qui est parfois dépassée sur le terrain.

Alors nous sentons que dans ces enjeux très importants la Gauche ne peut pas se contenter simplement de recettes, elle doit effectivement innover. Je crois qu'à cet égard, nous nous trouvons devant trois problèmes qui ont été bien évoqués dans les rapports de ce matin, mais sur lesquels nous allons en tant que Gauche être jugés dans les temps à venir, c'est le problème d'immigrés, c'est le problème de la formation et c'est le problème des mutations industrielles qui est la conception même de la politique industrielle.

Pour le problème des immigrés, je ne dirai rien de plus, le dossier qui nous a été soumis ce matin, qui a été rapporté par Jean-Paul Bachy, fait sur cette question une analyse qui permet d'avancer.

Je voudrais seulement dire qu'il faut poser effectivement le problème du retour dans une négociation avec les pays d'origine et avec les organisations de travailleurs immigrés, mais que bien évidemment si nous étions en quelque sorte conduits à mettre en place une politique de retour, qui serait en quelque sorte un autre mouvement du balancier par rapport à la politique d'insertion, nous commettrions une erreur extrêmement grave, il n'y a pas de contradiction entre la politique d'insertion et la politique de retour.

Il y a effectivement, suivant les situations différentes des travailleurs et des branches dans lesquelles ils sont, des politiques qui doivent être imaginées, qui peuvent être mises en place sur le terrain ; je pense que, dans le cadre de contrats d'agglomérations, de diverses formules qui sont mises en œuvre, il y a la possibilité de jumeler les efforts d'insertion et les efforts de formation qui, sur une base volontaire, peuvent aboutir au retour. Là-dessus, nous avons non pas simplement à dire que le problème se pose, mais à avancer des solutions et à faire en sorte que, dans les mois qui viennent, même dans les semaines qui viennent, en raison des enjeux qui se jouent dans un certain nombre de secteurs,

nous soyons capables d'avancer des solutions.
Au moment où l'on parle de l'Europe, nous savons que c'est aussi un enjeu au niveau européen, au niveau international, et nous devrions être capables de poser le problème dans le cadre de nos campagnes européennes.
Sur le problème de la formation, nous nous trouvons, il faut bien le dire, devant une contradiction. Quand on parle de formation, en effet, par rapport au problème de l'emploi ou du chômage, nous nous trouvons devant deux exigences, et quant au système de formation qui est mis en œuvre, il y a peut-être à cet égard une contradiction.
Il y a, d'une part, la nécessité de correspondre à l'évolution des structures d'emploi et, d'autre part, le problème de se rapporter à des évolutions très profondes des qualifications que l'on sent bien dans toutes les évolutions du secteur de la machine outil qui transforment profondément les conditions de formation, formation initiale, continue, professionnelle des adultes dans le secteur du bâtiment et dans de nombreux autres secteurs.
Il y a un autre besoin qui est celui de l'accompagnement des mutations. Je crois que, là-dessus, nous devons avoir un langage de vérité - dont on ne peut pas dire qu'il aboutit au fait que lorsqu'on met un travailleur en formation, on ne peut le faire que si cela débouche sur un emploi. Nous savons que, si, en effet, tel était le cas, de nombreux problèmes qui se posent actuellement dans un certain nombre de branches, ne se poseraient pas. C'est précisément parce qu'il y a des formations dont nous sommes sûrs qu'en toute hypothèse, elles ne déboucheront pas à leur issue sur un emploi, que nous nous trouvons devant une perturbation très profonde de l'ensemble du système de formation. Il faut l'accepter comme tel et l'assumer comme tel.
Je crois que les problèmes qui se posent dans l'enseignement technique, dans l'enseignement de toutes les formations continues depuis 16 ans jusqu'à 25 ans, dans l'ensemble des systèmes qui sont mis en place à travers l'AFPA, c'est précisément le risque de contradiction entre ces deux réalités.
Je crois qu'il faut les assumer en tant que tels et, à cet égard, le problème qui a été posé par Talbot est intéressant, mais les solutions qui ont été proposées me paraissent, disons, confuses, parce qu'elles mélangent précisément le problème de la reconversion et le problème de la mise en formation de travailleurs pour accroître leurs possibilités de qualification sans pour autant qu'ils soient assurés de déboucher sur un emploi. Peut-être faut-il à cet égard, qu'il y ait des processus de formation différents.
Le troisième élément, c'est celui des mutations.
A cet égard, je crois que, ce matin, a été mis en évidence le fait qu'il fallait parler de mesures sociales, mais qu'il fallait aussi parler de mesures économiques. Alors, je voudrais dire qu'au moment où l'on indique qu'il faut une gestion économique, et non plus simplement une gestion sociale du chômage, il ne faudrait pas, en quelque sorte, montrer qu'il y a une espèce de succession. Gestion sociale du chômage et gestion économique de l'emploi sont effectivement deux réalités qui correspondent à la situation d'aujourd'hui. C'est le problème de l'exigence de solidarité, mais c'est le problème également de la

correspondance à un nouveau mode de développement qui est fait de croissance, mais qui est fait aussi d'un certain nombre d'éléments qualitatifs sur lesquels, je crois, nous n'avons pas encore suffisamment réfléchi.
En jouant sur trois facteurs - la durée du travail, l'augmentation des revenus, les besoins de formation - nous devons être capables d'initier les politiques.
Je voudrais terminer en énonçant malgré tout le fait que nous pouvons réfléchir sur toutes ces questions, mais que l'enjeu des semaines et des mois qui viennent est peut-être à un autre niveau. Il est au niveau - et je crois que ceci a été dit clairement ce matin par tous ceux qui sont intervenus, de la négociation.
La méthode de négociation qui sera choisie dans les temps à venir sera l'élément clé qui déterminera y compris le résultat même de cette négociation. Il faut, pour cela, situer les responsabilités et définir les niveaux de négociation.
Dans ce domaine, nous ne pouvons pas nous contenter de parler des syndicats. Il faut effectivement en situer les responsabilités, mettre en évidence que le développement de leur influence, leur capacité à tenir les enjeux de la politique industrielle, est un élément clé de l'avenir de la Gauche elle-même. Notre problème, ce n'est pas de remplacer un certain nombre d'insuffisances syndicales par les propositions gouvernementales, c'est au contraire de faire en sorte qu'il y ait ces suffisances syndicales et qu'il y ait la possibilité, par l'apport gouvernemental, de soutenir les propositions syndicales. Si cela ne se fait pas, je crois que nous aurons du mal, en 1984, à faire en sorte que la négociation puisse se développer.
Le niveau de négociation - usine, entreprise, groupe, branche - se fonde sur un seul critère, qui est, suivant les secteurs de production, de savoir où se situe le véritable enjeu de la politique industrielle. Il est différent suivant les cas. Dans ce domaine, je crois que le Parti peut mettre en évidence deux choses.
- La première, c'est que sur cette affaire Peugeot nous pouvons retourner, en quelque sorte, la situation, voir comment à partir d'une situation conflictuelle considérable, dont nous sentons tout l'enjeu au niveau de Poissy, nous pouvons faire en sorte que, pour l'ensemble du secteur de l'automobile, nous soyons capables d'initier des négociations qui résolvent les problèmes avant qu'ils ne se posent, usine par usine ; c'est le problème qui se pose dans la sidérurgie, bassin par bassin, c'est le problème qui se pose par rapport aux charbonnages, puits par puits. Si nous attendons que les problèmes se posent au niveau des puits, au niveau des bassins, au niveau des usines, je crois que nous aurons d'autres "Poissy", que nous aurons d'autres situations de ce genre, avec les mêmes effets, et que nous serons usés par l'ensemble de ces conflits.
A cet égard, je crois que la réflexion qui a commencé au niveau du Parti est très importante. Le Parti, retrouvant ses capacités de force de proposition, contribue à mieux se situer par rapport à l'apport gouvernemental, continue à mieux se situer par rapport aux responsabilités syndicales. Le travail qui a commencé doit être poursuivi et nous devons être capables de le mener suffisamment rapidement pour que la Gauche puisse, à l'issue de 1984, reprendre en effet espoir.
(Applaudissements)

Le président - Georges Sarre, et ensuite je donnerai la parole à Jacques Delors.

Georges Sarre

Chers camarades, il est bon que la discussion entamée pour le Congrès de Bourg-en-Bresse se poursuive et que ce Comité directeur en soit le cadre, comme il est naturel.

L'une des difficultés que nous rencontrons, c'est notre aptitude à lier des enjeux différents, à tenir compte de contraintes diverses, d'exigences différentes et souvent contradictoires.

Nous l'avons rappelé à Bourg-en-Bresse, la politique de déflation n'est pas la nôtre. Il faut, pour assurer une croissance, même faible, et insuffisante par rapport à nos souhaits, au moins maintenir le niveau de la demande intérieure, et donc le pouvoir d'achat moyen des salariés. C'est le parapet qui nous empêchera de plonger dans le ravin de la déflation. Première exigence...

(Murmures)

Un second élément tient dans l'engagement pris par le Président de la République de réduire, en 1985, le poids des prélèvements obligatoires, exigence qui suppose une croissance minimale et qui n'est pas sans conséquences sur le pouvoir d'achat, exigence qui implique également une nouvelle répartition des charges entre les cotisations sociales et la fiscalité.

Troisième contrainte : l'inflation. Ramener la hausse des prix à 5% suppose une politique coordonnée des prix et des revenus, car dans le contexte actuel aucune politique des revenus n'a de chance de succès si elle n'est pas accompagnée de garanties fermes en matière de prix. On pourrait, chers camarades, multiplier les exemples.

Jamais les enjeux n'ont été liés aussi étroitement et ce serait un danger que d'aborder tous ces obstacles en ordre trop dispersé, de traiter seulement la question du niveau des salaires dans la fonction publique, puis dans le secteur privé, sans traiter en même temps des problèmes du contrôle des prix, de la réforme fiscale, des prélèvements obligatoires, toutes choses qui conditionnent la fixation du pouvoir d'achat.

C'est à la fois une question de fond et une question è méthode.

J'ajoute que les choix liés à la politique industrielle doivent être partie intégrante du débat.

Au patronat, nous devons rappeler clairement que toute aide de l'Etat est clairement subordonnée à l'investissement et à l'emploi.

Aux syndicats, nous devons clairement exposer les conséquences immédiates de la modernisation industrielle sur l'emploi et la façon dont nous pouvons agir pour éviter que cette mutation ne se traduise par des licenciements massifs et des drames sociaux.

Bref, il est temps de lier toutes ces négociations.

Nous devons prendre tous les moyens pour sortir de l'état défensif. Or, actuellement, le gouvernement est amené à affronter un à un chacun de ces

problèmes sans que les Français puissent avoir une vue globale des choix qui les attendent. L'affaire Talbot confirme cette impression.
Il faut avoir soin de rappeler que les difficultés du secteur automobile, du groupe PSA, et de Talbot en particulier, ne sont pas nées le 10 mai 1981.Tous les observateurs voyaient bien de qui était en train ce se passer, et je me souviens du signal d'alarme que nous avions tiré dès 1980 : mauvaise gestion, impréparation de l'avenir, insuffisance dramatique de l'investissement à un moment où la concurrence se faisait encore plus féroce, envahissement du marché communautaire par les voitures japonaises.
Dans ces conditions, et au moment où nous étions, l'accord passé à Talbot était un bon accord, compte tenu de ce contexte. Lorsqu'on analyse le rapport de forces réel, on est bien obligé de dire qu'il était difficile d'obtenir d'avantage du patronat, et l'exemple de ce qu'il ne fallait pas faire est venu précisément de ceux qui se targuaient de donner des leçons... Mauvais exemple de surenchère, d'irresponsabilité, tentant de semer des illusions chez des travailleurs qui n'ont pas encore l'expérience de l'organisation collective des luttes.
Mais, si cette brèche a pu s'ouvrir, il nous faut aussi nous interroger : nos rapports avec les organisations syndicales sont-ils d'un niveau satisfaisant ? Est-ce que la consultation, la concertation, ne se situent pas trop en aval, et pas assez en amont des décisions et es choix ?
Eh bien, en matière de politique des prix et des revenus, en matière de politique industrielle, il faut nous prémunir contre ce risque. Cela implique un élargissement du champ des responsabilités des différents partenaires.
Les négociations et les rencontres du type "Grenelle" ne sont plus d'actualité parce qu'on ne peut plus limiter leur ordre du jour aux seules questions sociales, en dehors de l'environnement économique auquel nous sommes confrontés, et il est urgent de promouvoir une grande implication des forces sociales dans les choix qui doivent être faits dans le pays, dans les choix de politique sociale comme dans les choix de politique économique.
Je sais bien que l'idée d'un nouveau "Grenelle" n'a pas été retenue jusqu'à présent, mais je sais aussi que cette idée fait son chemin et j'ai, quant à moi, la certitude que nous ne pourrons pas en faire l'économie si l'on veut, comme on l'a affirmé, réduire les charges, réduire l'inflation, fiscaliser une partie des charges sociales et assurer l'équilibre des régimes sociaux, le tout en garantissant le pouvoir d'achat moyen des salariés.
Tous les arbitrages que de pareils choix impliquent ne peuvent être simplement arrêtés d'en haut. Ils doivent être préparés, réfléchis avec les organisations syndicales, non pas seulement sur les conséquences de leur application, mais aussi sur les principes qui les fondent.
En matière de politique industrielle, c'est la même chose. L'arbitrage entre le soutien aux industries en déclin et l'aide aux industries de "pointe" doit aussi faire partie des négociations.
Quelle est, mes chers camarades, la partie minimale du marché intérieur que l'on veut conserver coûte que coûte aux industries de base ? Comment et à quel rythme créer, aux côtés des industries en déclin, les industries nouvelles qui

offriront les emplois de demain, et quel effort leur consacrer ?
Ces choix difficiles doivent être faits ensemble et il faut les relier aux autres arbitrages.
Si on veut mener une politique des revenus, on ne peut pas dissimuler aux syndicats nos perspectives en matière de contrôle des prix. Il n'y aurait que des avantages, par exemple, à débattre de quelques choix, montrer comment la fermeté s'impose en matière de prix des services, mais aussi comment une plus grande liberté des prix industriels peut avoir un effet bénéfique sur l'investissement, et donc sur l'emploi.
De la même façon, les syndicats ne peuvent pas être tenus à l'écart du débat sur le moratoire des charges financières des entreprises.
Des mesures positives ont déjà été prises pour limiter les conséquences de l'endettement des entreprises à des taux excessifs. Ces mesures, le gouvernement a annoncé qu'il allait les poursuivre, ce qui est une excellente chose. Mais, du même coup, est-ce que le débat sur les charges des entreprises ne voit pas ses données modifiées ? Cet allégement des charges financières fait partie de l'allégement des charges Il en irait de même si l'on progressait dans l'idée de fiscaliser une partie des charges sociales. Alors, on se poserait avec plus d'acuité encore qu'aujourd'hui la question de la réforme fiscale, car on ne peut faire accepter la fiscalisation des charges sociales si on ne met pas aussi sur la table la réforme fiscale.
C'est une manière de prendre au sérieux les responsabilités des organisations syndicales. C'est surtout une manière de répondre aux craintes exprimées et aux exigences d'une plus grande justice fiscale pour les salariés par rapport aux non salariés.
Bref, il est acquis qu'on ne peut pas progresser sans lier tous les enjeux.
On me dira que certains syndicats n'acceptent pas cette démarche et se refusent à participer à ces responsabilités. Mais nous avons choisi, en 1981, une voie à la fois nouvelle et originale. Elle justifie bien que nous changions nos méthodes, et nous serons mieux en mesure d'affronter les échéances si nous sommes capables d'impulser davantage de cohésion.
Car dans un tel sommet global, à la fois social et économique, nous serions en mesure de faire naître ce front des battants, cet accord fondamental de tous ceux qui sont prêts à se battre contre la crise, contre le déclin, pour cette alliance des forces actives de la société française dont nous avons un besoin pressant et imminent si nous voulons réussir le redressement.
Il est de notre devoir de surmonter les réticences des uns et des autres, d'aller de l'avant, d'être à l'initiative, faute de quoi nous serions condamnés à traiter chaque dossier acculés au pied du mur et sur la défensive.
Bref, notre Parti devrait reprendre l'idée d'un grand sommet économique et social réunissant le gouvernement, les syndicats et le patronat. Son ordre du jour serait finalement la mise en place d'une politique de la répartition dans toutes ses dimensions. Car, je voudrais terminer sur ce point, la politique de la répartition est le point de passage obligé de la politique économique. Pour empêcher la spirale déflationniste, nous devons maintenir le pouvoir d'achat

moyen, car sans demande intérieure il n'y a pas d'investissement parce que les carnets de commandes restent vides, il n'y a pas de modernisation industrielle et nos faiblesses structurelles ont tendance à s'accentuer.
Mais dans la situation d'aujourd'hui le maintien du pouvoir d'achat sans relance d'inflation exige une grande rigueur dans la redistribution. C'est cela la politique de la répartition. Nous ne la mettrons en place qu'avec l'accord conscient des organisations syndicales et des travailleurs, dont l'actualité souligne à juste titre la grande nécessité.
Pour que cet accord s'établisse, pour que les conditions du redressement national soient à la fois clairement exposées et acceptées, il faut promouvoir l'idée d'un grand sommet économique et social où les données, toutes les données, seront examinées. Ce serait aussi je le pense un choc psychologique important, et par voie de conséquence, un atout dans la bataille que nous menons aujourd'hui.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Jacques Delors. Après Jacques Delors, Philippe Farine.

Jacques Delors

Chers camarades, les rapports introductifs qui ont été présentés ce matin, comme le début de la discussion, ont montré la capacité de notre Parti de participer, en pleine actualité brûlante, mais avec la distance nécessaire aux débats sur la poursuite et la réussite de l'expérience du gouvernement d'union de la Gauche.
Et il est normal qu'à cette occasion, même si, comme l'a dit Dominique Strauss-Kahn, on ne change pas de politique tous les neuf mois, on s'interroge sur la validité du chemin emprunté, et sur les corrections qui peuvent y être apportées. Et c'est d'ailleurs le rôle du Parti Socialiste, non seulement de défendre la politique qui est menée au nom de l'union de la Gauche, mais aussi d'engager avec les membres du gouvernement ce débat.
Sans vouloir être trop long, donc, je ne m'y déroberai pas. Mais avant d'apporter ma contribution personnelle à ce qui est quand même le centre de la discussion, au-delà des techniques et des discussions sur la politique de l'emploi ou sur la politique des revenus, c'est-à-dire les conditions politiques et syndicales de la réussite de notre expérience, je voudrais en souligner la dimension internationale, puisqu'elle a été absente des débats jusqu'à présent, avant de revenir sur la politique menée en France.
Bien sûr, j'ai dit les conditions politiques et syndicales de la réussite, car jamais la bataille n'a été aussi dure, ni sur le plan idéologique - Pierre Bérégovoy en a donné quelques exemples ce matin - ni sur le plan de nos rapports avec les forces qui détiennent l'essentiel du pouvoir de l'argent et du pouvoir de décision. On peut donc dire que sur le plan de notre expérience l'année 1984 est une année charnière, mais qu'elle va se dérouler dans un contexte international qui est marqué par un quitte ou double.
Et permettez-moi d'insister deux minutes sur cet environnement international. Je

le fais d'autant plus qu'il y a un contraste évident entre la période qui a précédé la venue de la Gauche au pouvoir et les trois années que nous avons en quasi-totalité, couvertes.

Je vous rappelle que dans les années précédentes, jusqu'en 1980, la croissance économique était en Europe d'environ 3%, ce qui n'a pas empêche pendant cette période le chômage d'augmenter gravement en France, alors que depuis que la Gauche est au pouvoir la croissance en Europe a varié entre moins 0,5 et plus 0,5, ce qui rend d'autant plus méritoire la performance qui a consisté, même si ce n'est pas positif - ma formule ne l'est pas non plus - à éviter 650 000 chômeurs ; il ne faut jamais perdre de vue cette donnée.

C'est pourquoi il faut quand même, même si le débat est domestique, insister sur ces éléments internationaux. J'en soulignerai trois.

Assisterons-nous à une reprise généralisée de l'économie occidentale, ou bien est-ce que cette reprise va avorter ?

En second lieu : est-ce qu'une solution sera apportée au problème de l'endettement qui est quand même le fait dominant des années 1980 ? Ou bien y aura-t-il des difficultés croissantes ? Et ces difficultés croissantes nous intéressent.

Et enfin : arriverons-nous à relancer l'Europe ou bien celle-ci continuera-t-elle, sous des apparences trompeuses, sa marche inexorable vers le déclin, déclin dont nous participons, hélas ?

D'abord: reprise généralisée, durable, ou reprise avortée ?

Si je pose cette question ce n'est pas pour me lancer dans une discussion internationale, c'est parce que la croissance des autres favoriserait notre redressement, par la voie des exportations, et nous redonnerait des marges de manœuvre. Or, l'un des malentendus qui existent entre nous c'est sur l'appréciation des marges de manœuvre dont l'économie française dispose. Eh bien ! Quand on a un endettement aussi important que celui que nous avons, lorsque nous avons des déficits publics qui sont les nôtres, nous n'avions aucune marge de manœuvre entre juin 1982 et mars 1983, l'essentiel de la politique française vise à la retrouver. Une reprise internationale peut nous permettre de le faire.

Or il y a un obstacle essentiel à cela, sur lequel on peut faire des beaux discours, mais sur lequel pour l'instant l'Europe n'a pas marqué une volonté suffisante : c'est l'égocentrisme américain; la double demande de Dollars, les taux d'intérêt élevés, le fait que le déficit budgétaire américain est financé au tiers par l'épargne des autres pays, tout cela fait, comme dans les années 60, mais pour des raisons différentes que l'impérialisme américain est en train d'établir les nouvelles données de sa puissance aux dépens de ses alliés, notamment de ses alliés européens. Je n'en dis pas plus, mais vous savez que nous avons beaucoup protesté contre cela ; il reste qu'agir est beaucoup plus difficile, surtout si l'on agi isolément.

Vous entendez bien, le déficit budgétaire américain est de 200 milliards de Dollars ; 70 milliards partent d'Amérique latine, des pays arabes, ou de l'Europe, pour venir le financer. Cela veut dire que 70 milliards de Dollars

Fondation Jean Jaurès

manquent au reste du monde pour financer sa propre croissance.
En second problème, est-ce que nous trouverons une solution au problème de l'endettement, ou est-ce qu'il y aura des difficultés croissantes ? Pour l'instant, et ceci nous intéresse de deux points de vue, si on trouve des solutions au problème de l'endettement, le commerce mondial repartira. Si l'on trouve une solution au problème de l'endettement nous pourrons recouvrer nos créances commerciales sur l'étranger. Vous savez que si nous avons un endettement de l'ordre de 450 milliards, nous avons des créances de l'ordre de 280 milliards de Francs. Or cette année, savez-vous combien nous avons perdu ? 21 milliards de Francs... pas définitivement puisque les dettes ont été ré-échelonnées. Cela veut dire donc que si nous n'avions pas perdu ces 21 milliards de Francs la balance des paiements en France n'aurait été déficitaire en 1983 que de 20 milliards contre 80 milliards de Francs l'an dernier. ; nous aurions réduit les 3/4 de notre déficit en un an. Mais parce qu'il y a une crise de l'endettement, parce qu'on a du ré-échelonner les dettes de la Pologne, du Brésil et autres, voilà où nous en sommes.
C'est pourquoi non seulement nous sommes intéressés à arrêter notre propre endettement, mais aussi à ce qui se passera pour les autres, ce qui explique les propositions que j'ai faites notamment pour essayer de sortir de ces problèmes.
L'obstacle majeur à cela c'est l'aptitude des pays de l'hémisphère nord à créer des conditions d'une croissance durable. Nous en revenons au premier point. Le seul moyen, pour les pays du Sud de résoudre leurs problèmes de leur endettement, c'est de pouvoir vendre aux pays du Nord. Or comment vendre lorsque le commerce mondial est égal à zéro, comme ce fût le cas l'an dernier, ou à + 1, comme ce fût le cas il y a deux ans, alors que dans les années 60, et même 70, le commerce mondial croissait de 8 à 10% en volume par an.
Et enfin, troisième problème qui nous concerne directement : pourrons-nous relancer l'Europe ou celle-ci continuera-t-elle son déclin ? Et là, il y aura deux conséquences si c'est l'échec, pour nous, notamment sur l'agriculture, car nous devrons affronter à ce moment-là un problème terrible : si par exemple la France est si attachée à la solution du problème du lait c'est que le lait n'est pas simplement "l'argent de poche" des agriculteurs, comme le disent des technocrates, le lait c'est la recette principale de centaines de milliers d'exploitations, et dans certaines régions comme la Bretagne et le Poitou-Charente, c'est le cœur du cœur de l'agriculture, avec une partie de l'élevage. Et si l'Europe ne marche pas, alors cela aura des conséquences sur nos finances extérieures et intérieures.
Quel est l'obstacle central, là ? Ce n'est pas simplement la Grande Bretagne, cela va bien au-delà, comme l'a montré le sommet d'Athènes, c'est une absence de volonté politique - c'est une formule banale, mais je crois qu'il fallait la rappeler -, étant entendu que le fait que la France soit présidente de la Communauté européenne limite, pendant ces six mois, nos marges de manœuvre en ce qui concerne notre politique domestique, je n'ai pas besoin de le souligner, chacun le comprend.
Les initiatives spectaculaires ne sont pas possibles lorsqu'on assure la

présidence de l'Europe. On peut, à partir d'un échec, en tirer les conséquences, et croyez-le bien, le Président de la République en tirera les conséquences, mais tant que nous assurerons la présidence nous devons essayer de trouver un accord, et quand on est président et qu'on trouve un accord, cela vous coûte plus cher que lorsqu'on n'est pas président, il faut savoir cela tout de suite. Donc cela coûtera plus cher aux finances françaises intérieures et extérieures.

Voilà pour la dimension internationale ; je tenais à la rappeler pour bien montrer quelles sont nos marges de manœuvre.

J'en viens maintenant à la politique suivie.

Cette politique, elle s'efforce de concilier l'assainissement à court terme et le redressement à moyen terme, et de ce point de vue, 1984 est une année charnière. Les progrès, on en a réalisé, et dans la voie de l'assainissement, et dans la voie de la modernisation. Ce qui parait impossible, et que n'ont pas réalisé d'ailleurs les Anglais, ni même les Allemands, c'est d'assainir à court terme et de progresser dans la modernisation de notre appareil de production. Impératif sur lequel vous vous êtes expliqués tous ce matin : retrouver des marges de manœuvre. Pou cela il fallait avoir une maîtrise du secteur public sur le plan financier. Si nous avions laissé aller les choses le déficit de l'ensemble du secteur public serait actuellement 6%. Il rendrait absolument impossible tout effort de lutte contre l'inflation. Nous l'avons ramené à 3,5% du produit national brut, 3% pour le budget de l'Etat, 0,5% pour le reste - Bérégovoy vous a parlé des efforts dans les régimes sociaux -. S'est ajouté à cela une très grande action pour essayer de limiter les déficits des entreprises publiques.

Deuxième élément : la maîtrise des coûts et la vérité des prix.

Laurent Fabius vous expliquera sans doute combien c'est difficile de concilier les deux, mais cette maîtrise des coûts est en marche, et il ne faut jamais oublier que nos prédécesseurs ont fait supporter les deux chocs pétroliers au profit des entreprises, en moyenne, et que par conséquent les profits étaient tombés au plus bas... Si vous n'aimez pas le mot "profits", disons : les marges brutes d'exploitation des entreprises, les marges brutes d'autofinancement...

Donc cette maîtrise des coûts, il fallait la tenir. C'est ce qui explique le gel des cotisations sociales, la politique qui a été menée en matière de salaires et de charges financières... vous connaissez tout cela... Je voudrais simplement insister sur quelques points qui sont plus discutés.

Tout d'abord, lorsque nous avons pris les mesures indispensables au sauvetage de mars 1983, on nous a pronostiqué une récession.

Je vous rappelle les chiffres : au 3ème trimestre 1983 la production industrielle était supérieure de 2% à ce qu'elle était au troisième trimestre 1982. Nous n'avons donc pas pour l'instant plongé le pays dans la récession. Il y a des raisons, d'ailleurs, à cela et je les expliquerai tout à l'heure.

D'autre part l'investissement reprend, même si c'est encore insuffisant, et depuis deux ans nous avons réussi à prélever 1% du produit national brut en plus pour le financement de l'industrie, donc de l'avenir. Je répète avec force que l'assainissement ne se fait pas aux dépens de la préparation de l'avenir.

En ce qui concerne les salaires, nous avons un contrat moral avec les

organisations syndicales. Il porte sur un bilan des deux années 1982 et 1983. Nous le respecterons.
Ce qui est important du point de vue de la lutte contre l'inflation, c'est le mouvement nominal des salaires, mais nous ne cherchons pas à prélever sur le pouvoir d'achat des salaires pour le transférer aux entreprises, nous voulons agir sur les mouvements nominaux de revenus, pour faire baisser l'inflation. Par conséquent il faut bien distinguer dans nos débats le nominal et le réel. Le nominal doit continuer à baisser, la valeur réelle du pouvoir d'achat doit être maintenue.
Les modalités pourront être différentes selon les entreprises publiques, selon la fonction publique, mais tel est bien l'objectif.
Chaque fois que nous retrouverons des marges de manœuvre, eh bien nous les consacrerons à consolider le minimum vital de la demande intérieure. Il n'y a pas là dessus de différence entre nous. Il n'y a de différence avec nos partenaires de la coalition que si l'on estime qu'il faut tout de suite relancer la demande intérieure. Je le dis franchement, relancer tout de suite la demande intérieure, c'est comme si on avait demandé des efforts aux Français depuis 18 mois pour rien ! Mais en revanche, saisir toute occasion de soutenir cette demande, utiliser toutes les marges de manœuvre, oui, et je vous ai indiqué tout de suite que pour l'instant la demande intérieure... enfin la croissance en France se maintenait, l'activité se maintenait.
Nous avons fait tout cela tout en modernisant le pays, ou en commençant à le faire. Je vous renvoie aux priorités du budget, l'industrie, la recherche, la formation. Ce sont également des priorités de la politique financière.
Cette année, on aura en France trouvé 4 fois et demi plus de capitaux à risque pour financer l'industrie que l'année dernière, c'est le chiffre record depuis, je crois, la libération.
En second lieu, la reprise de l'investissement est un élément acquis. L'enquête que vient de faire l'INSEE montre que les entreprises prévoient pour l'an prochain une croissance de 6% en valeur réelle de l'investissement. D'ores et déjà aujourd'hui il ne faut pas se fier aux chiffres moyens globaux. C'est vrai, nous vivons dans une économie contrastée. Il y a des secteurs et des entreprises qui déclinent, il y a des secteurs et des entreprises qui augmentent. Les 53 milliards de Francs de prêts bonifiés, de prêts participatifs, que nous avons dégagé vont être consommés.
Quand je regarde les entreprises qui ont fait appel à ces crédits, notamment auprès du Crédit national, qu'est-ce que je vois ? Je vois que leur marge brute d'autofinancement a augmenté de 16%. Par conséquent il n'y a plus de problème général sur les charges des entreprises. Il faut continuer l'effort, mais je refuse pour ma part, vous l'avez vu, et le gouvernement aussi, de discuter avec M. Gattaz sur ces bases, et d'ailleurs un rapport conjoint patronat-gouvernement a fait justice des chiffres avancés par M. Gattaz.
Donc il reste beaucoup de choses à faire, simplifier les aides, améliorer notre politique de l'emploi, mais ce que je veux dire, c'est que pour l'instant ce qui est l'essentiel de l'expérience de Gauche, rétablir une offre compétitive à moyen

terme tout en assainissant à court terme, se fait, et je vous indiquerai tout à l'heure en concluant mon exposé que l'un ne va pas sans l'autre et que l'autre ne va pas sans l'un.
Il faut maintenant, comme l'a indiqué Strauss-Kahn, continuer et opérer des conciliations difficiles.
J'en vois plusieurs :
- la maîtrise des problèmes de l'emploi,
- l'essor de la technologie,
- la gestion de l'endettement extérieur,
- la réduction des prélèvements obligatoires.
Tout d'abord la maîtrise des problèmes de l'emploi. Il va y avoir une mode qui va se créer, le dégraissage des entreprises. Il faudra mettre en garde l'opinion publique et les entreprises contre une mode, car s'il est vrai que le progrès technique, que la troisième révolution industrielle porte sur le comment produire, et amène à produire mieux et plus avec moins de main d'œuvre, ceci n'est pas un phénomène général. Et en tous cas, quand une entreprise a des problèmes, il faut savoir ce que l'on perd en licenciant du travail vivant, car le travail vivant, c'est aussi un capital.
Comme l'indiquait Bérégovoy ce matin, je mets en garde contre une généralisation d'un système de préretraite nous privant d'une main d'œuvre de qualité dont l'expérience est essentielle pour la bonne marche d'une entreprise, et pour l'accueil des jeunes et un bon équilibre humain dans l'entreprise.
Donc le traitement économique des problèmes de l'emploi dont on a parlé ce matin s'accompagnera sans doute d'une part de traitement social, mais il faudra lutter contre cette idée selon laquelle partout il faut dégraisser, car les entreprises le regretteraient ensuite.
Bien entendu, ceci ouvre sur une large discussion. Est-ce que la 3ème révolution industrielle, comme les deux précédentes, créera autant d'emplois qu'elle en supprimera ? Là dessus les opinions sont pour la première fois partagées. Lorsque est venue la 2ème révolution industrielle, tout le monde était d'accord, sauf les esprits malthusiens, pour dire qu'on créerait plus d'emplois qu'on n'en supprimerait. Mais il est vrai que maintenant, avec une révolution industrielle qui porte encore une fois sur le comment produire, il y a de quoi s'interroger, ce qui d'ailleurs fait que le problème de la réduction du temps de travail et l'aménagement du temps de travail doivent rester au centre de nos préoccupations, et non pas comme un débat polémique entre nous, mais comme une vraie question.
Si les experts, les "docteurs tant pis" ont raison... les"docteurs tant pis", ce sont par exemple les organismes de recherche américains qui prévoient 5 millions de chômeurs en plus aux Etats Unis dans les dix ans qui viennent, et moi je pense qu'ils ont tort intuitivement; mais s'il en était ainsi, le problème de l'aménagement et de la distribution du travail demeure posé.
Deuxième question, la maîtrise de la technologie. Nous n'avons pas encore très bien compris, dans notre vieille Europe qui est très en retard, ce qu'est la nouvelle technologie. Elle est en partie à base de matière grise, et on voit par

exemple aux Etats-Unis se constituer des entreprises où le capital est, mettons, de 10 000 Dollars, et où on donne 5000 Dollars du capital aux chercheurs qui viennent dans l'entreprise. Autrement dit, l'entreprise ne se crée plus du tout selon les règles de la micro-économie - il y en a encore, heureusement - mais il y a cette notion de matière grise, de rapprochement entre les endroits où il y a de la recherche - c'est là qu'on retrouve l'effort qui a été fait par les ministres de la Recherche en faveur de celle-ci - et ceux qui ont des capitaux, et ceux qui savent faire marcher une entreprise.

Troisièmement, bien gérer l'endettement extérieur.

Il y a les faits physiques. Je vous rappelle que pour cesser d'emprunter à l'étranger, il faudrait que notre balance des paiements soit l'an prochain bénéficiaire de 50 milliards de Francs : ce n'est pas possible. Donc nous allons continuer à emprunter, sans que notre dette augmente beaucoup, mais cette dette, elle pèse comme une épée de Damoclès sur notre économie, et si, pour faire preuve d'imagination, comme disent certains, on prenait des mesures financières qui heurtent l'étranger tel qu'il est - ce n'est pas moi qui l'ai fabriqué -, alors je crains à ce moment là que notre endettement nous précipite à nouveau dans une crise psychologique qui compromettrait irrémédiablement les efforts faits par ailleurs.

Enfin, quatrièmement, bien utiliser la réduction des prélèvements obligatoires.

Bien sûr, Georges Sarre a raison, pour diminuer les prélèvements obligatoires, il faut de la croissance, et comment va-t-on faire et à quoi va-t-on les utiliser ?

Contrairement à ce qui a été dit ce matin, chers camarades, si l'on veut diminuer les prélèvements obligatoires de 40 milliards de Francs, alors il faudra faire 20 milliards de Francs d'économie sur le budget 1985. On en a fait 22 sur le budget 1983. Il faudra aussi en faire 20 milliards sur les dépenses de transferts sociaux, car le budget de l'Etat, c'est 900 milliards de Francs, les transferts sociaux c'est 1000 milliards de Francs ! Sinon on n'arrivera pas à diminuer les prélèvements obligatoires d'un point.

A quoi devra être utilisé ce point ?

Diminution de l'impôt sur le revenu, diminution de la taxe professionnelle, marge de manœuvre supplémentaire pour financer les investissements. Je crois qu'il y a là un vaste sujet de réflexion.

Ce que je voulais indiquer aujourd'hui, c'est que ce ne sera pas facile, ce sera même très difficile, et en tout état de cause il me semble que rien ne nous dispensera d'un effort d'économie sur les deux grands budgets, le budget de l'Etat et le budget social.

Voila où nous en sommes de notre effort pour concilier l'assainissement à court terme et la préparation du long terme.

Quelles sont selon moi, en parlant à titre plus personnel, les conditions politiques et syndicales de cette réussite ?

Je parlerai successivement du prix politique, de la politique syndicale et des règles du jeu avec le patronat.

Le prix politique : je me réjouis comme vous des conséquences heureuses qu'a

Contribution Jean Jaurès

eu la rencontre entre les deux principaux partis de la Gauche. Mais si demain, pour poursuivre notre effort de modernisation de l'économie, il fallait faire des concessions sur l'assainissement à court terme de notre économie telles que celui-ci soit remis en cause, alors je ne vous cache pas qu'il y aurait des difficultés politiques au sein du gouvernement, et parmi certains ministres Socialistes dont moi. Il n'est pas possible de troquer les restructurations nécessaires contre un abandon non pas de la politique de rigueur telle qu'elle est menée, mais des objectifs de la politique de rigueur. On peut très bien changer les moyens de cette politique, mais revenir à un taux supportable de l'inflation et retrouver l'équilibre des paiements extérieurs, c'est indispensable. Il y a plusieurs moyens pour le faire, mais si l'on devait troquer cela contre l'acceptation des restructurations, alors nous n'aurions plus ce couple dialectique nécessaire, assainissement à court terme - préparation du long terme.
Si je mentionne ce point, c'est qu'à mon avis le danger existe, et on pourrait s'en apercevoir dans les prochains jours.
Deuxième point, la politique syndicale.
C'est à mon avis la préoccupation dominante qui s'est exprimée ce matin dans vos interventions, et vous avez eu raison, me semble-t-il. On ne peut pas dire que la politique syndicale du gouvernement - et je me mets dedans - soit une réussite. Moi je ne parlerai pas de Talbot parce qu'il y aurait trop à dire, mais on ne peut pas dire que cette politique soit une réussite.
Mon opinion, c'est qu'il y a une crise européenne du syndicalisme. Je ne veux pas faire un cours là dessus, mais mon intuition appuyée par l'histoire sociale de mon pays, c'est que le gouvernement de Gauche peut aider le syndicalisme français à sortir de sa crise, que c'est son devoir, et que c'est la condition de la survie de l'expérience de la Gauche.
Il faut permettre aux organisations syndicales d'exploiter à fond les droits nouveaux qui ont été mis en œuvre, de les populariser. Il faut retrouver de nouveaux champs pour la politique contractuelle, et il faut, dans un rapport de forces qui est terriblement en défaveur des syndicats, que le gouvernement, sans se départir de son rôle d'arbitre, aide les organisations syndicales dans leurs contre-propositions industrielles, dans leur manière de travailler. Cela, c'est un fait historique. Vous pouvez reprendre les cent dernières années en France, chaque fois qu'un gouvernement de Gauche a été là et n'a pas aidé les organisations syndicales au-delà de leur diversité, voire de leurs divisions, il en a coûté cher et pour le mouvement syndical et pour le mouvement politique, et bien que je comprenne et que je partage les critiques que certains ont faites à l'égard de telle ou telle organisation syndicale, je vous le dis solennellement, quand on est membre d'un gouvernement, on doit traiter de manière égale toutes les organisations syndicales, les comprendre dans leurs particularités, et essayer de faire en sorte que se crée le front le plus uni, ne jamais jouer sur leurs divisions et les comprendre. Il ne suffit pas de tutoyer les dirigeants syndicaux pour les comprendre.
La politique syndicale, c'est aussi difficile que la politique monétaire ! Cela demande de l'expérience.

(Quelques applaudissements)
Voilà pourquoi il est important que dans l'effort que mènera le gouvernement pour la mobilisation sociale, une politique syndicale claire, homogène, se fasse jour et qu'on puisse dire dans deux ans : le syndicalisme français, avec l'appui du gouvernement de Gauche, a rétabli un rapport de forces favorable et a pu exploiter les potentialités que lui offrait le passage de la Gauche au pouvoir, et que lui offraient les nouveaux droits des travailleurs.
Troisième problème, les règles du jeu avec le patronat.
Je crois qu'il faut bien distinguer le CNPF, les corporatismes et les entreprises.
Les entreprises, elles se battent, en France, et on ne peut pas dire, comme certains le soulignent, qu'elles veulent la casse de l'économie française. Pas du tout ! En revanche, le CNPF, il est très difficile de discuter avec lui, et je dirai que cela n'a, hélas, pas beaucoup d'importance.
Quant aux corporatismes, il faut les briser.
En revanche c'est au niveau des entreprises qu'il faut travailler.
Il y a une liaison avec la politique syndicale. Il y a actuellement 160 formes d'aides aux entreprises en France. Il faudrait diviser cela par quatre, et une fois qu'on l'aura divisé par quatre, alors on pourra - il y a des comités d'entreprise, il y a des Commissions économiques des comités d'entreprise - exiger des contreparties pour ces aides qui seront données aux entreprises.
Actuellement, c'est un tel maquis que c'est difficilement possible et je le dis d'autant plus que j'ai contribué à cela, en créant des instruments dont certains sont bons, mais sans en supprimer, ce qui, bien entendu, rend difficilement maîtrisables.
Je voyais l'autre jour un député Socialiste qui essaie de constituer des entreprises dans sa circonscription. Il était en train de jouer avec vingt-cinq aides pour essayer de trouver le capital de départ de l'entreprise. Il faut simplifier tout cela. Ces contre-parties, nous devons les obtenir en liaison avec les organisations syndicales.
Voilà les trois points qui me paraissent essentiels : le prix politique dont personne n'avait parlé, la politique syndicale, les règles du jeu avec le patronat.
Je terminerai, parce que c'est un test essentiel, par le traitement des restructurations, en vous rappelant tout d'abord qu'il n'y a pas de secteurs ou d'entreprises condamnés, mais qu'il faut que la France garde une production compétitive d'acier, des chantiers navals compétitifs, et une production de charbon. Donc, ce ne sont pas les nouvelles technologies contre les anciennes manières de produire. Il faut faire de tout, et pour une raison encore plus fondamentale, c'est qu'on ne s'improvise pas dans de nouveaux métiers et que les traditions et le savoir faire, cela compte beaucoup.
En second lieu, nous ne pouvons pas rentrer dans le jeu qui consiste à socialiser les pertes et à privatiser les résultats. Nous l'avons fait deux ou trois fois, parce qu'il s'agissait de grandes entreprises. Je crois que, dans l'exemple de Talbot, cela atteint un paradoxe qu'il ne faut pas renouveler.
L'autre jour, un autre membre du gouvernement disait : socialisation des pertes et privatisation des résultats ou des profits. Cela ne vaut pas que pour les

entreprises privées, hélas, il y a des entreprises nationalisées, c'est vrai, qui sont concernées. Qu'il y ait un Grenelle, comme l'a dit Georges Sarre, ou pas, il faut que ce soit clair, l'Etat n'est pas là pour ramasser tous les canards boiteux et laisser ce qui est vivant et profitable aux entreprises ; les entreprises doivent prendre leur charge de l'effort commun pour asseoir des appareils de production et des ensembles. Sinon, alors, où allons-nous ?

Pour ce qui est du traitement des restructurations, il y a quelques principes que je voudrais rappeler, auxquels je tiens beaucoup pour que cela marche.

Le premier principe, c'est la double négociation. S'il est normal qu'une grande entreprise en difficulté négocie avec un gouvernement - cela se passe en Allemagne, en Grande-Bretagne - il faut en même temps que cette entreprise soit contrainte de négocier simultanément avec les organisations syndicales, simultanément ou après.

Si l'on oublie cela, alors, il ne faut pas s'étonner qu'ensuite, l'accord industriel et social qui a pu être fait entre le gouvernement et l'entreprise ne soit pas ratifié car les organisations syndicales sont là pour défendre les intérêts moraux et matériels des travailleurs Elles doivent avoir une marge de manœuvre dans la négociation.

En second lieu, il faut bien distinguer concertation et négociation. La négociation, vous savez ce que c'est. La concertation, c'est associer les organisations syndicales à la préparation politique menée par le gouvernement. Il peut y avoir concertation au niveau de la politique de telle ou telle branche, il doit y avoir négociation chaque fois que l'on parle du sort, de l'avenir des travailleurs, de la formation de l'emploi et autre.

Troisièmement, la restructuration implique une double approche : une approche au niveau national, celui de l'entreprise. Par exemple, Renault a une stratégie. Ensuite, une approche au niveau des bassins d'emploi. Or, dans les secteurs les plus frappés, la sidérurgie, la chimie lourde, le charbon, les chantiers navals, vous remarquerez que ce sont des régions qui sont dramatiquement concernées et que, par conséquent, si nous laissons s'installer la résignation - c'est le cas actuellement notamment en Lorraine - nous passerons vite de la résignation à la colère. C'est donc au niveau des bassins d'emploi que doit se faire la mobilisation.

La panoplie des moyens, tout le monde en a parlé. A côté des préretraites dont il ne faut pas abuser, des contrats de solidarité sur la réduction du temps de travail qui peuvent être un élément important, du jeu des fonds salariaux qui peuvent amener une contribution et une participation d'ensemble des salariés, il y a le contrat de reconversion sur deux ans que j'ai proposé et qui devrait permettre de ne pas avoir de licenciements tout de suite, mais de permettre aux intéressés de se retrouver grâce à des programmes de formation de reprendre confiance en eux-mêmes pendant que se créeraient de nouvelles activités sur les bassins d'emploi. C'est là que nous ferons le test ou non de notre capacité de mener à bien les restructurations.

Si nous transformons la résignation en mobilisation, si nous concentrons nos moyens, si nous associons les universités, les chercheurs, les cadres, les

Fondation Jean Jaurès

ingénieurs, les travailleurs, les syndicats de ces bassins d'emploi à cet effort, alors, nous serons surpris du nombre de petites et moyennes entreprises qui peuvent se créer et pendant les deux ans où les travailleurs seront dispensés d'activité, ils pourront peu à peu se familiariser avec cet univers nouveau.
Chacun sait qu'en Lorraine, lorsque quelqu'un a été pendant vingt ans devant son feu et qu'il considère qu'il fait un métier d'élite, si on lui propose ensuite d'aller chez Thomson à la chaîne, il refuse. Il lui faut le temps psychologiquement de s'affronter. Je crois que la deuxième dimension des restructurations qu'on ne voit pas, c'est la manière dont les gens les vivent et si on voyait la manière dont les gens les vivent, non pas simplement en termes de protestation, alors, nous aurions assez d'imagination pour trouver les formes de réveil de chacun, de prise de confiance en eux-mêmes qui leur permettront de survivre, mais cela doit se faire sur le bassin d'emploi et cela rejoint une remarque générale que je voulais faire. Dans le rapport des forces, tel qu'il est actuellement, avec les risques idéologiques déjà signalés, avec la force que met le patronat, son hostilité radicale, si nous ne réussissons pas la mobilisation sociale et une bonne politique syndicale, je crois que nous perdons beaucoup de chances de réussir.
(Applaudissements)

Le président - Merci, Jacques Delors.
La parole est à Philippe Farine. Ensuite, Françoise Gaspard.
Je vais redonner la liste des membres de la Commission qui doit travailler sur le texte. Je rappelle ces noms.
(Lecture de la liste donnée précédemment en cours de séance de la matinée)
Vous vous réunissez dans un bureau proche de cette salle, à ma gauche.
Philippe Farine a la parole.

Philippe Farine

Chers camarades, après l'exposé de Jacques Delors, je voudrais intervenir sur un point plus particulier, mais il a indiscutablement des relations avec la politique très générale. Il s'agit de l'immigration.
Jean-Paul Bachy ce matin, c'est normal, a abordé les problèmes de l'immigration à partir des questions de l'emploi et du chômage. C'est normal, compte tenu de notre débat, compte tenu de l'actualité Talbot. Mais je pense qu'il sera d'accord avec moi lorsque je dirai qu'il s'agit simplement d'une approche et non pas d'une saisie du problème de l'immigration dans son ensemble.
L'immigration, c'est bien entendu Talbot, mais ce sont aussi les cités-ghettos, l'été meurtrier, mais c'est aussi la marche et le mouvement né autour d'elle ou plus exactement révélé par elle, avec le thème du "vivre ensemble", qui a été fondamentalement le thème de cette marche, une marche qui a été sous tendue, ne l'oublions pas, par une référence permanente aux valeurs fondamentales de la République, qui sont Liberté, Egalité, Fraternité, au moment même où ces valeurs sont mises en cause par les "Clubs de l'Horloge" et autres, il était quand

même extraordinairement symptomatique, significatif et symbolique, que ces valeurs soient réactualisées par cette marche qui réunissait non seulement des immigrés mais des jeunes de la deuxième génération et des Français. C'est cet ensemble là qui proclamait qu'aujourd'hui, ces valeurs fondamentales de la République étaient d'actualité, étaient valables pour tous.

L'immigration, c'est donc tout cela, le problème de l'emploi, bien sûr, mais aussi une politique globale et un enjeu de société. Là-dessus, la motion de Bourg est très claire. Elle part d'un constat, la présence sur notre sol d'une population et pas simplement de travailleurs, d'une population, hommes, femmes et enfants, qui y est fixée, une génération qui y est née et cette population y fera souche comme ses aînés y ont fait souche.

C'est cela, le point de départ, c'est cela, la constatation et à partir de là, un impératif : permettre et réussir l'insertion de cette population dans la société française. C'est le thème du "vivre ensemble" qui est au centre du paragraphe de la motion de Bourg consacré à l'immigration, et c'est le thème du "vivre ensemble" qui était au centre de la démarche, si j'ose dire, de la marche.

Ceci n'est pas contradictoire avec les propos de Jean-Paul Bachy qui, eux, touchent à deux éléments de cette politique, une politique qui exige comme impératif l'insertion de cette population, mais qui laisse la place à une possibilité, le libre choix du retour, nous allons voir ce que signifie "libre", et une nécessité de la maîtrise des flux migratoires. Autrement dit, porte ouverte, porte fermée. Peut-on vraiment fermer la porte ? Et cette population qui est ici est-elle vraiment celle qui est ici, et n'y en aura-t-il pas d'autres ? Peut-on ouvrir la porte pour qu'une partie d'entre elle si elle le désire puisse partir ?

La maîtrise des flux. Jean-Paul Bachy a eu raison d'insister sur la répression des flux à l'introduction, avec cette extraordinaire découverte qu'on a fait cet été, par exemple, je vous signale celle-ci au cas où elle vous aurait échappé: la filière chinoise de gens venus de Chine populaire, passant par l'Espagne, et réintégrant le 13ème arrondissement de Paris. Donc, des filières d'introduction qui doivent être combattues avec vigueur.

Mais l'enquête qui a été faite sur la régularisation intervenue en 1981 démontre que l'introduction par des filières anormales est minoritaire et que près de 80% des clandestins sont entrés régulièrement, par des visas touristiques ou par l'emploi saisonnier, et ont débouché ensuite sur un emploi clandestin.

Par conséquent, la lutte contre le travail noir, contre le travail clandestin, c'est d'abord la lutte contre l'emploi clandestin plus que la vérification des gens qui arrivent, la lutte contre l'économie souterraine. C'est capital si nous voulons renforcer les moyens de la mission interministérielle de lutte contre les trafics de main d'œuvre et contre l'emploi clandestin. C'est capital. Cela fera peut-être des créations d'emplois, je vois le ministre des Finances là, qui en profitera, mais elles donneront des résultats.

C'est évidemment, en même temps que cette lutte qui déborde très loin de l'immigration, la lutte contre le travail noir, contre l'économie souterraine, conjointement, c'est la poursuite de notre effort de développement pour effectivement créer des emplois dans les pays du Sud d'où partent les gens qui

viennent vers le Nord. Mais cela, c'est du côté du verrouillage, en quelque sorte, de l'empêchement des entrées.
Côté du retour, on a dit beaucoup de choses sur le retour, et à propos de Talbot, je crains que l'on nourrisse des illusions. Qu'est-ce qui se passe à Talbot ? Qu'est-ce que l'on voit actuellement ? C'est un certain nombre de travailleurs appartenant à ce qu'on appelle de ce mot horrible, mais qui vient de naître, la génération usée... ce sont peut-être des hommes de quarante ans, la génération usée, c'est celle que nous avons usée quand même ! Il est parti de là l'idée qu'après tout, puisqu'une formation qu'on nous donnerait ne sert à rien, puisque, disent-ils, nous sommes analphabètes, nous n'avons pas été formés, nous ne pourrons pas recevoir cette formation,... alors, il est parti de là l'idée du retour, en quelque sorte, avec une prime de départ qui ne ressemble pas à la prime de Stoléru, puisque ce que l'on demande, c'est la prime avec solde de tout compte ; en quelque sorte, on abandonne tout et on rentre.
Alors, je ne voudrais pas que nous nourrissions des illusions là-dessus. L'illusion, c'est de croire que, même avec une prime de retour, dont je ne sais pas quel serait le chiffre - on a parlé de 4 millions de centimes, on a parlé ailleurs de 20 millions de centimes, fruit d'une rumeur qui est née dans la banlieue parisienne, mais quel que soit le chiffre, même s'il est au-delà de 4 millions, s'il n'y a pas en même temps une formation au départ et une réinsertion prévue à l'arrivée, ceci sera un échec.
Savez-vous combien coûte une pièce dans un bidonville de Casablanca ? 3 millions de centimes. Si un homme part avec quelques millions, qu-est-ce qu'il fera de cela lorsqu'il sera arrivé ? Le risque d'un retour non préparé, c'est l'échec de ce retour. L'échec de ce retour, cela a des conséquences politiques très graves. C'est, ou bien des aigris qui seront anti-français et qui seront prêts à n'importe quelle aventure ou bien des candidats au retour clandestin.
Il ne peut y avoir politique de retour que s'il y a, non seulement de l'aide, mais en même temps une formation au départ et une négociation avec les pays d'origine, de manière que le retour soit une réinsertion.
Là dessus, soyons clairs, c'est difficile, les pays d'origine quoi qu'ils disent, ne souhaitent pas le retour. Par conséquent, n'ayons pas d'illusions, il ne faut pas de retour improvisé, il ne faut pas s'imaginer qu'une prime règle les problèmes.
Il n'y a de retour que s'il y a formation au départ et réinsertion à l'arrivée et si ces conditions ne sont pas remplies, le retour sera un échec, sera un élément très mauvais dans les relations entre la France et ces pays, d'une part, et vis-à-vis de l'immigration dans son ensemble d'autre part.
Il ne faut surtout pas que le retour nous fasse oublier l'essentiel qui est l'objectif que nous nous sommes fixé à Bourg-en-Bresse et que s'est fixé le gouvernement : l'insertion de la population d'origine étrangère dans la société française. Ce n'est que dans cette perspective que toute politique de l' immigration doit se situer, peut se situer aujourd'hui.
Ne cédons pas aux modes passagères, il y a un problème à Talbot, on dit retour… attention ! Nous avons une politique qui a été déterminée par le

gouvernement et par le Parti, il faut s'y tenir : le retour n'est vrai que dans le moment où il est vraiment un libre choix, où il peut donner un résultat qui soit autre chose qu'une fuite, faute de quoi nous irons à des catastrophes, et la réussite de cette insertion est un élément essentiel dans l'enjeu, dans la bataille politique de ces prochains mois, de ces prochaines années. Nous pouvons la réussir, et nous avons même, il me semble, un certain nombre d'éléments aujourd'hui pour la réussir, parce que, peu à peu, se fait jour cette idée qu'effectivement ces gens qui sont là y sont, vont y vivre et qu'il va falloir vivre avec. Dans la mesure où nous arrivons à faire prendre conscience de cette opinion, dans cette mesure là, nous pouvons conduire cette politique du vivre ensemble. C'est essentiel, cela relève d'une pédagogie politique, d'une pédagogie de l'opinion, mais il faut que nous passions d'un discours antiraciste à des actes qui soient des actes qui mettent fin aux discriminations, aux inégalités.
La lutte contre le racisme et la lutte pour l'accueil des étrangers, c'est d'abord la lutte contre les discriminations et les inégalités.
Nous aurons le 21 mars prochain la journée mondiale contre la discrimination raciale ; c'est en général l'objet d'un discours, eh bien je souhaite qu'à cette occasion le discours soit accompagné d'actes. Il y a un certain nombre de débats qui sont en cours actuellement. Il y a tout ce qui tourne autour de la résorption des idées de transit ; si nous pouvions dire le 21 mars que la carte de dix ans, qui est devenue un élément symbolique pour l'immigration, est devenue, non pas un propos que l'on tient en l'air, mais une réalité, nous aurions avancé considérablement et c'est un combat dans lequel l'ensemble du Parti doit être mobilisé ; ce n'est pas une affaire de spécialistes.
Pendant trop longtemps, on a fait de l'immigration une affaire de spécialistes. Ce n'est pas une affaire de spécialistes. Il faut que tous les responsables politiques du Parti prennent en charge ce problème. Il faut que le problème soit pris en charge par l'ensemble du Parti.
Je vous remercie.

Le président - Françoise Gaspard, ensuite Garnier.

Françoise Gaspard

Economie d'abord, c'est sous ce signe qu'a été placé notre Comité directeur. Je ne dirai pas politique d'abord, parce que ce serait une citation d'un auteur peu recommandable...

Dans la salle - Charles Maurras !

Françoise Gaspard - Merci.
Parce que l'économie, le social et le politique, en réalité, ne doivent pas être dissociés.
C'est en grande partie de politique que je parlerai ou plutôt des conséquences politiques de la situation économique.

Personnellement, les rapports introductifs au débat, ce matin, m'ont semblé remarquables et je ne sens pas, sauf quelques déclarations isolées, qu'il puisse y avoir entre nous de renaissance, de renouveau, de récurrence d'un débat déjà ancien entre la relance et la rigueur, nous n'avons pas d'autre voie que de soutenir la politique du gouvernement.
Motchane appelait au courage, je crois que la position du gouvernement est depuis longtemps courageuse, politique qui ne sacrifie pas sur l'autel du présent le moyen terme.
Soutenir le gouvernement du bout des lèvres, l'attaquer, quand on est de gauche, quand on se dit de gauche, c'est aussi cela désespérer Talbot.
La France et pas seulement du fait du dernier septennat, mais aussi des précédents, a une industrie du tiers-monde, De Gaulle avait misé sur une industrie de prestige en commettant de lourdes erreurs, Pompidou, qui est souvent épargné, n'a fait, en fait, que commencer ce que Giscard a poursuivi, c'est à dire aider à se développer dans notre pays des industries que nos voisins commençaient d'abandonner pour les transférer ou les laisser transférer dans l'hémisphère sud, parce qu'elles sont des industries de main d'œuvre, cependant que le système de l'éducation et de la formation a été lourdement sacrifié, puisqu'il s'agissait en réalité de former des OS et au besoin d'en importer.
La politique engagée par le gouvernement n'est pas seulement réaliste, elle est aussi un impératif absolu, si nous voulons que la France ne régresse pas inexorablement.
Le rétablissement des grands équilibres passe par une modernisation de l'économie et par une mutation de notre système d'éducation et de formation dont nous avons peu parlé aujourd'hui.
Tout le problème est de savoir comment s'articuleront l'accompagnement social et l'accompagnement économique de cette politique.
Je ne doute pas de l'imagination du gouvernement en la matière, ce que je redoute le plus, ce sont les pesanteurs pas seulement administratives, mais aussi psychologiques pour leur mise en œuvre ; je redoute en outre un certain nombre d'erreurs d'appréciation qu'on pourrait faire du traitement social de telle ou telle catégorie de travailleurs.
Ce n'est pas a 50 ans, parfois à 45 ans qu'un OS accepte ou même peut se reconvertir. Dans les secteurs les plus touchés par les suppressions d'emplois, pas seulement l'automobile, mais également le bâtiment, les travaux publics, les charbonnages, la chimie lourde, partout il y a des immigrés, Philippe Farine en parlait il y a un instant ; à Poissy, ce qui a fait déraper le conflit, ce sont les immigrés dont d'abord le patronat s'est servi et qui ont ensuite été un enjeu syndical.
Or, ce qu'il faut savoir, c'est d'une part que les immigrés n'ont pas les mêmes réactions que la classe ouvrière française de 1984, ils ont des réactions qui ressemblent davantage à celles de la classe ouvrière de la fin du 19ème siècle et du début du 20ème, parce que dans un conflit, ils n'ont rien à perdre tout simplement parce qu'ils n'ont rien.
Ce qu'il faut savoir, en outre, c'est qu'ils sont et qu'ils seront, dans les années

qui viennent, un élément perturbateur du jeu syndical et politique, si nous ne savons pas les entendre quelquefois au-delà du discours syndical.
Un mot enfin sur le retour pour compléter ce qu'a dit Philippe Farine : il se trouve qu'à Dreux, nous avons toutes les chances, y compris celle de loger plus de mille travailleurs de Talbot Poissy, et que je les ai rencontrés presque quotidiennement depuis plusieurs semaines, il s'agit bien évidemment essentiellement d'immigrés. Certains ont pu croire, à travers ce conflit, qu'il y avait un espoir de régler à la fois le problème immigré et le problème en partie du chômage par un retour dans le pays d'origine.
Les rencontres que j'ai eues m'ont renforcé dans l'idée que les retours seraient extrêmement marginaux, qu'il y en aurait peu, même si le retour, pour ces travailleurs, est un objectif constant ; vivre et travailler au pays est un slogan universel, même si les pères veulent rentrer, parce que leur dignité est de l'autre côté de la Méditerranée, il y a des freins à ce retour, les enfants, les épouses également ou tout simplement le calcul rapidement fait de quelque aide qu'elle soit au retour.
Dans les charbonnages, l'aide est de 200 000 F ; elle provoque le départ d'un travailleur marocain sur trois environ et parmi eux beaucoup échouent dans le retour et reviennent ensuite comme clandestins.
Tant que ces travailleurs n'auront pas à travers la situation économique de ces pays un véritable espoir de réinsertion, ils ne partiront pas.
Cela ne doit pas empêcher le gouvernement de négocier des conventions-retour, cela ne doit pas l'empêcher de dire qu'il est sensible à cette revendication, en sachant qu'en décembre 1983, l'un des rares pays avec lequel nous avions jusqu'au 31 décembre une convention-retour, l'Algérie, a donné 11 demandes de travailleurs... cela montre qu'en réalité peu sont candidats.
Les Français savent au fond que la Gauche est une chance, ils ne veulent pas, au moins pour le moment, de retour de la Droite au pouvoir. Pourtant, à ne parler que d'économie, on risque de sous-estimer ce qui se passe dans le pays et c'est cela aussi rapidement dont je veux parler.
Il y a eu des élections municipales en mars. Il y a eu des élections partielles municipales et législatives à l'automne, elles ont révélé un dérapage vers l'extrême droite d'une partie de l'électorat. Il serait, je crois, désastreux que notre parti n'y soit pas attentif, ne se donne pas les moyens de l'analyser, c'est à dire aussi de le combattre efficacement, car ce ne peut être qu'une flambée, à condition que l'on s'y attaque.
Il ne faut ni surestimer, ni sous-estimer ce fait politique. Dire, comme l'a dit Lionel Jospin, à l'issue du Comité directeur du 10 septembre, à propos de Dreux, que c'était une exception, si c'était tactique, cela a été une erreur tactique, Aulnay a révélé quelques semaines plus tard que Dreux n'était pas une exception et la Bretagne ensuite.
C'est une poussée de fièvre, mais elle est grave ; il faut que nous analysions son contenu sociologique et son contenu politique. Ce mouvement recrute dans une bourgeoisie nostalgique de Vichy, dans des classes moyennes marginalisées, non seulement par la crise, mais par le vieillissement des structures

commerciales, mais aussi dans un prolétariat qui se sous-prolétarise et toute déclaration sur le maintien global du pouvoir d'achat des français, des salariés, ne doit pas faire oublier qu'une partie de la classe ouvrière est en train de glisser dans un appauvrissement constant. Nous le voyons dans nos villes à travers les impayés dans les HLM qui se révèlent être dans la plupart des cas des situations d'insolvabilité totale de 5 à 10% des ménages selon les villes, et c'est la aussi que l'extrême droite recrute des voix et des bras, comme dans toutes les périodes de crise.

Il faut analyser aussi le contenu politique de ce mouvement qui prend incontestablement des voix dans un électorat qui a, un moment, voté à gauche.

Il s'agit d'un vote de crise, d'un vote de protestation, d'un vote de désespoir. Peut-on pour autant parler de fascisme ou de risque de fascisme ? Je ne l'ai personnellement jamais ou rarement fait, oralement ou par écrit, parce que je crois que l'histoire ne repasse jamais tout à fait les mêmes plats, ou en tout cas pas exactement avec la même sauce, parce que le mot fascisme est usé, de notre faute. Il a été trop employé par nous au cours des vingt cinq ou trente dernières années, parfois à propos de n'importe quoi, parce qu'en fin je l'ai senti sur le terrain ce mot pour les générations qui montent est sans signification, sans connotation de quelque nature qu'elle soit. Il ne faut pas en revanche quand on est Socialiste dire à l'extérieur qu'il n'y a pas de risque fasciste en France. Ceux qui ont vécu Poissy avant hier matin savent eux ce que signifie ce mot et ont le sentiment d'avoir eu à faire à une agression de type fasciste, aussi bien à travers les commandos qui ont agressé les travailleurs qu'à travers les cris qu'on a entendus, "les immigres au four". Ceux-là ne comprendraient pas que l'on puisse à l'extérieur dire qu'il n'y a pas de risque fasciste an France.

Alors peu-être faut-il inventer un autre mot avant que l'histoire ne s'en charge. Ce qu'il faut en tout cas c'est savoir qu'en fait il n'y a plus d'extrême droite en France, il y a une arrière droite qui se développe et qui est désormais la Droite de la Droite. Comme le disait Pierre Bérégovoy ce matin, ce qui est inquiétant depuis quelques semaines, c'est non seulement la Droite, même si elle semble dire qu'elle s'en inquiète, qui pactise avec l'extrême droite, mais c'est surtout qu'on voit monter en ordre dispersé, je crois, mais en tout cas dans un mouvement convergent un anti-soviétisme névrotique qui alimente l'anticommunisme et par conséquent l'opposition au gouvernement.

J'ai été moi aussi frappé par le fait que la même semaine Montand, Glucksmann, Domenach à la télévision à des heures de grande écoute montent au créneau sur le même thème, l'anti-soviétisme, l'anticommunisme. Domenach hier soir est allé jusqu'à dire que l'alliance avec Le Pen pouvait s'imposer contre le stalinisme, comme l'alliance avec le stalinisme s'était imposé contre le nazisme.

Ce qui se passe sur le terrain politique nous impose non seulement de gagner sur le terrain économique, mais aussi poltiqiue. Or il n'y a pas forcément de liaison mécanique entre les deux, ou plus exactement entre les deux il y a le social, c'est peut-être là d'abord que nous devons gagner, car l'extrême droite et la Droite ont presque toujours fait leur lit dans la crise et dans le

désespoir.
(Applaudissements)

Le président - Merci Françoise Gaspard.
La parole est à Garnier, ensuite à Gérard Fuchs.

André Garnier

Chers camarades, quelle que soit la capacité de notre gouvernement et de notre Parti à se saisir avec compétence et volonté de l'ensemble des problèmes économiques, complexes qui sont devant nous, je crois que nous perdrons la bataille, y compris sur le plan économique, si nous ne sommes pas capables de retrouver ou de conserver la confiance de la majorité de l'opinion publique et en premier lieu de celle des travailleurs de ce pays.
C'est pourquoi, bien qu'on en ait déjà beaucoup parlé, je voudrais faire encore quelques remarques sur l'affaire Talbot. Premièrement le problème du débordement, je crois qu'il est utile et nécessaire d'analyser les erreurs de telle ou telle section syndicale, comme l'a fait ce matin Jean-Claude Bachy, mais je pense qu'il est indispensable de bien comprendre que lorsqu'une situation objective crée les conditions d'un débordement, il se trouvera toujours quelqu'un pour en prendre l'initiative, ou la responsabilité, si nous continuons par une conception peut-être insuffisamment dialectique des rapports avec le gouvernement, à laisser se créer un vide politique dans lequel ne s'exprime pas l'impatience des travailleurs, même si parfois cette impatience nous paraît ne pas prendre suffisamment en compte un certain nombre de réalités effectives, nous favorisons l'apparition et le développement de groupes gauchistes, qui dans ce pays sont toujours disponibles pour un certain nombre d'aventures.
Par ailleurs, il faut bien le dire, la CGT qui, je crois, dans cette affaire a beaucoup réfléchi à ses responsabilités, ne se laissera pas toujours déborder, et la multiplication de conflits sociaux se déroulant dans des conditions telles que dès qu'un débordement éclatera, cela la mettra très vite dans une situation qui pourrait être périlleuse pour le maintien de la stratégie d'union de la gauche à laquelle je crois nous sommes fondamentalement attachés, qui pour ma part demeure un des axes indispensables et fondamentaux de notre politique.
Prenons garde par conséquent que ce qui s'est passé à Talbot ne soit pas annonciateur d'autres conflits sociaux dan lesquels nous subirons un certain nombre de défaites politiques. Cela m'amène à faire sur ce conflit, autour de ce conflit une deuxième réflexion. Didier Motchane ce matin, approuvé sur ce point du moins par Pierre Bérégovoy, a rappelé la nécessité du courage politique. Il me semble que nous devons avoir le courage de regarder très en face dans quelle situation nous sommes au moment où il est prévu - c'est indispensable - d'entamer des processus de modernisation industrielle. Ces processus, Jacques Delors ne me démentira pas, impliquent inéluctablement un certain nombre de réductions d'effectifs, même si tous les moyens sont envisagés pour les limiter autant que faire se peut.
Traiter ce dossier globalement est une œuvre extrêmement difficile et il me

semble qu'elle devient très périlleuse dans un pays où l'on compte plus de deux millions de chômeurs dans une situation globale où il est très difficile de trouver les emplois de remplacement qui permettraient de traiter effectivement de manière sociale les problèmes du licenciement qui seront posés, sans une politique de l'emploi et de la croissance qui permet effectivement de créer ces emplois nous sommes enfermés dans une contradiction d'où peuvent surgir des déceptions de l'opinion et notamment de celle des travailleurs.

Est-ce que nous avons cette politique de croissance et d'emplois ? Pour ma part - Jacques Delors tu m'en excuseras - je ne le pense pas. Je ne veux pas ici reprendre un certain nombre de propositions qui ont été formulées à l'occasion du Congrès, qui n'ont pas été retenues. Je ne veux pas le faire et je n'ai d'ailleurs pas la prétention d'en avoir la compétence, je ne veux pas me lancer sans simulation, sans préparation, sans bureau d'études dans l'esquisse de propositions intéressantes permettant d'infléchir, de compléter, voir de modifier la politique actuellement suivie. Mais je pense que mon devoir est de dire devant ce Comité directeur qu'à mon avis nous n'avons pas actuellement suffisamment cette politique d'emplois et de croissance et je le dis d'autant plus fermement, et d'autant plus fraternellement que je sais que les hommes auxquels cette déclaration s'adresse plus spécialement, et bien sûr l'ensemble du Parti, je pense pour l'essentiel du gouvernement, sont parfaitement capables dans leur sincérité et dans leur intelligence de bien vouloir réfléchir à cette affirmation, même si elle leur parait un peu légère, car elle est une affirmation qui surgit d'une expérience syndicale et politique maintenant longue, car hélas le temps passe, qui je crois correspond à une réalité que nous n'avons pas le droit de ne pas prendre en compte.

Le deuxième terrain sur lequel il s'agit de gagner la confiance des travailleurs est celui du maintien du pouvoir d'achat. Ce matin Didier Motchane a développé ce point, ce qui m'évitera d'être très long là-dessus. Je voudrais redire l'expression unanimement approuvée après amendement du Congrès de Bourg "maintien du pouvoir moyen des salariés". Le "Monde" d'hier soir contenait une phrase qui était erronée, qui était une interprétation flottante de ce que nous avons ensemble trouvé. On peut discuter de cette formule avec différentes constructions chiffrées, sur son interprétation chiffrée, maintien du pouvoir d'achat moyen des salariés traduit en chiffre, prête à un certain nombre de réflexions. Je voudrais attirer l'attention du Comité directeur sur deux points.

Il me semble qu'il ne serait pas sérieux dans l'interprétation de cette formule de trop s'éloigner du langage courant. Un Parti comme le nôtre fait toujours une erreur quand il donne à des concepts un sens trop éloigné du sens qui est en principe reçu par la population. Et sur ce point là il me paraît évident qu'on ne peut pas comptabiliser dans le pouvoir d'achat moyen les prestations maladie, sinon cela reviendrait à dire qu'une épidémie grave, brutale et imprévue s'abattant sur ce pays ferait monter le pouvoir d'achat...

(Rires)

Je ne pense pas que personne n'aille jusque là dans le raisonnement qui nous est parfois proposé.

Deuxièmement, il me semble indispensable de bien mesurer ce pouvoir d'achat en masse annuelle et ne pas se limiter à des rattrapages qui permettraient seulement à la courbe des salaires de rejoindre de temps en temps la courbe des prix habituellement plus haute. Tous les syndicalistes, tous les militants Socialistes connaissent - on pourrait l'écrire au tableau, là il n'y en a pas - les deux courbes, on voit celle des prix qui monte suivant une certaine diagonale et celle des salaires qui monte en escalier, et des rectangles représentant l'écart du pouvoir qui n'est jamais rattrapé.
Mon troisième point, et là j'approche de ma conclusion car mon troisième point est ma conclusion, par conséquent je correspond aux désirs d'Estier, est qu'il me paraît urgent de faire un appel pour le Parti, comme pour le gouvernement, à la mobilisation des citoyens et plus spécialement des travailleurs, mobilisation n'impliquant pas seulement l'acceptation consciente d'un certain nombre de conséquences désagréables de la politique de rigueur mais comportant une activité effective, une attitude active.
Cela suppose, je crois que c'est très important, et même à mon avis fondamental, que l'on fasse confiance pour le redressement économique non seulement aux patrons, qui d'ailleurs - Jacques Delors l'a rappelé tout à l'heure - pour un grand nombre ne nous font pas confiance, mais confiance aux travailleurs, à leur esprit d'initiative, à leur imagination, à leurs propositions, y compris sur le plan économique, ce qui signifie que l'on parle davantage pour le Parti, pour le gouvernement au niveau le plus élevé de l'application concrète des lois Auroux, de leur dimension pas seulement social mais économique, que l'on prenne les mesures pour que soient levés les obstacles qui s'opposent à leur réalisation, que l'on accorde la plus grande attention et la plus grande importance à la mise en œuvre prochaine de la loi de démocratisation du secteur public. Cela suppose enfin - je terminerai là-dessus - mais cela a déjà été abordé par nombre de camarades dont Jacques Delors, comme Georges Sarre, que l'on entame avec les organisations syndicales en amont des décisions et globalement un travail de concertation extrêmement approfondi et extrêmement sérieux sur l'ensemble des problèmes économiques et sociaux qui nous sont aujourd'hui posés.
Il y aurait sur ce travail de concertation bien des choses à dire, mais je ne veux pas abuser de mon temps. Je veux simplement suggérer un esprit dans l'abord de cette discussion, c'est que l'on sache lier la rigueur des chiffres et des graphies à un minimum d'imagination et même à un peu d'audace dans la révolution, un ancien disait, je crois, à uns époque qu'elle était nécessaire au salut des Républiques.
(Applaudissements)

Le président - Gérard Fuchs et ensuite Jean Le Garrec ont la parole.

Gérard Fuchs

Chers camarades, je voudrais commencer par une première remarque qui m'a été suggérée par certains intervenants de ce matin et en particulier par Didier Motchane. Nous avons, en 1983, c'est vrai, réussi à surmonter un obstacle qui

aurait pu être mortel pour la Gauche, qui est celui de la poursuite du déficit extérieur de notre pays. Mais, quand nous disons que nous avons surmonté, nous devons avoir bien en tête que la réalité est un peu plus décalée, la réalité, c'est : nous sommes en train de surmonter... et j'ai, à cet égard, été très heureux d'entendre Jacques Delors nous dire tout à l'heure que, pour régler les conséquences du déficit extérieur, nous aurions besoin l'année prochaine de dégager 40 ou 50 milliards d'excédent des paiements courants, si nous voulions du jour au lendemain arrêter tout emprunt extérieur.

Je reparle de ce point parce que j'ai eu le sentiment en écoutant l'un ou l'autre camarade aujourd'hui que la parenthèse était fermée, pour reprendre une formule qui avait donné lieu à quelques débats entre nous, et que nous pouvions repartir, en 1984, comme si les décisions prises en 1983 pouvaient être oubliées et abandonnées. Je crois qu'il y a là un rappel qui doit demeurer présent à l'esprit de tous ici.

Cela étant, il est vrai que le principal dossier auquel nous serons confrontés cette année sera celui de l'emploi, avec deux composantes.

- Une composante conjoncturelle, due au fait que nous avons du effectivement ralentir notre croissance.
- Mais surtout une composante structurelle, et je voudrais ici donner, devant ce Comité directeur, un chiffre que, là encore, nous devons avoir présent à l'esprit, même si, peut-être, il n'est pas utile de le trop diffuser à l'extérieur : l'on peut considérer qu'il y a aujourd'hui, en France, environ 400 000 à 450 000 emplois dont l'avenir est menacé parce qu'ils correspondent à des postes de travail sur des technologies ou dans des conditions de production qui ne sont plus à même de rivaliser avec les plus modernes, qui ne nous mettent plus en condition de rivaliser avec le monde extérieur. Cela ne veut pas dire, bien sûr, que ces 400 000 à 450 000 emplois, Dieu merci, sont condamnés à disparaître dans l'année qui vient, cela veut dire qu'ils représentent l'ampleur du problème face auquel nous devons réagir.

Pour lutter contre l'augmentation du chômage, nous avons, c'est bien connu, trois principales directions aujourd'hui.

- Le terrain de la croissance.
- Le terrain de la réduction de la durée du travail.
- Celui de la création de nouveaux emplois.

Le terrain de la croissance. Il nous faut bien savoir, chers camarades, là aussi, que pour pouvoir utiliser ce seul levier pour régler le problème de l'emploi, il nous faudrait des taux de 6, 7 ou 8% de croissance, qui sont malheureusement - je dis malheureusement - tout à fait inimaginables pour les quelques années proches qui viennent.

Cela signifie que le deuxième thème d'action possible, la réduction de la durée du travail, est un impératif et que nous devons le traiter entre nous en abandonnant un certain nombre de souvenirs polémiques qui ont pu nous diviser, non pas simplement parce que certains auraient eu raison plutôt que d'autres, mais parce que, dans les conditions dans lesquelles nous nous trouvons

aujourd'hui, il y a là un volet faute duquel nous serions condamnés effectivement à un accroissement du niveau du chômage.
Enfin, créer de nouveaux emplois, c'est évident.
Les conséquences de ces trois leviers d'action, en tout cas, sont malheureusement que nous butons sur deux contraintes qui sont, l'une, la contrainte extérieure, déjà évoquée, l'autre, la contrainte du niveau des investissements.
Alors, je voudrais présenter deux réflexions qui correspondent à deux directions possibles pour desserrer ces contraintes, des directions qui n'ont pas encore été évoquées dans notre débat d'aujourd'hui.
La première direction est la dimension européenne, et là je dois dire que j'ai trouvé Jacques Delors peut-être un tout petit peu pessimiste - ou alors, peut-être suis-je trop optimiste - mais je pense qu'il y a là, en tout cas, une voie que, particulièrement pendant nos six mois de présidence française, nous devons explorer avec énergie ; cela marchera, cela ne marchera pas, l'avenir le dira, mais nous n'avons, en tout cas, rien à perdre, me semble-t-il, à essayer.
L'idée de départ est très simple. L'idée de départ est que croissance ou réduction de la durée du travail pose des problèmes de contrainte extérieure, et que la contrainte extérieure est moitié moindre au niveau européen, au niveau de la Communauté européenne prise dans son ensemble, qu'elle ne l'est au niveau français. Pour la France, le commerce extérieur représente un peu plus de 20% du Produit Intérieur Brut, pour la Communauté, compte non tenu du commerce entre les 10 états membres, il est à peu près de la moitié. Cela signifie que notre marge de manœuvre est deux fois plus grande à ce niveau.
Chers camarades, les économistes ont, bien évidemment, déjà remarqué ce phénomène et ont fait des calculs, au long de l'année écoulée, dont je vous donne simplement quelques chiffres de résultats ; mais je crois qu'il est bon de les avoir à l'esprit.
Si les 10 pays membres de la Communauté européenne décidaient demain d'accroître l'investissement public d'environ 1% du PNB de la Communauté européenne et s'ils décidaient, dans le même temps, de réduire d'une heure par an la durée du travail, il serait possible de créer, sur trois ans, environ 3 millions d'emplois supplémentaires, à comparer aux 12 millions de chômeurs qui représentent le niveau actuel dans la Communauté européenne.
Alors, me direz-vous, quelles sont les chances de mise en œuvre d'un tel plan avec le gouvernement de Mme Thatcher ou le gouvernement de M. Kohl ? On peut dire : c'est stupide... cela ne vaut pas la peine d'essayer...
Je voudrais donner des arguments en sens inverse.
Je voudrais dire d'abord, chers camarades, qu'il y a en ce moment en Allemagne, pays soit conservateur, soit social-démocrate au regard de certains, des organisations syndicales, et en particulier une puissante fédération de la métallurgie, qui sont en train d'engager revendications - voire peut-être, après-demain, grèves - sur le thème de la semaine de 35 heures. Nous devons, en tant que Parti Socialiste français - cela me parait essentiel - appuyer la Confédération

Européenne des syndicats qui s'efforce de relayer, au niveau des 10, cette action coordonnée pour la réduction de la durée du travail, et nous devons savoir que, contrairement peut-être à ce que certains d'entre nous ici ont en tête, nous ne sommes pas, et de loin, le pays socialement et syndicalement le plus en "pointe" aujourd'hui dans le combat pour la réduction de la durée du travail.

La plupart des partis de gauche, au niveau européen, sont aujourd'hui conscients de la nécessité d'une relance de l'investissement public. Nous devons soutenir cette idée. Nous devons populariser dans les mois qui viennent, à l'occasion de la campagne pour l'élection européenne, à l'occasion de la présidence française, cette idée que l'internationalisme n'est pas simplement, aujourd'hui, un mot vide, creux et rituel, mais peut avoir un contenu concret, car il existe aujourd'hui, au niveau des partis Socialistes et sociaux-démocrates européens - et plus encore au niveau du mouvement syndical européen - des forces qui sont prêtes à s'engager dans une bataille qui, non seulement, est à bien des égards la nôtre, mais qui nous aiderait considérablement si, d'aventure, elle n'obtenait que certains résultats partiels.

Ma deuxième direction de proposition consiste à évoquer quelque chose qui se présente de façon un peu abstraite et qu'on appelle les fonds salariaux.

Quelle est l'idée derrière cette expression ?

L'idée, je crois, est très intéressante. Ce qui nous bloque, nous Socialistes, lorsque nous parlons réduction de la durée du travail, c'est le sentiment que, si nous voulons aller assez loin et assez fort, nous ne pouvons pas éviter de poser - c'est tout au moins la pensée de certains d'entre nous - le problème d'une diminution pratiquement proportionnelle du revenu ou du niveau de vie, et nous savons bien, en particulier pour les bas salaires, qu'une telle hypothèse est socialement inimaginable en France.

L'idée des fonds salariaux consiste à distinguer ce qui est le revenu et ce qui est la consommation immédiate. L'idée des fonds salariaux consiste à dire qu'il peut être procédé à des augmentations de salaires différées, consiste à dire que l'on peut étaler dans le temps un certain nombre des augmentations négociées, consiste à dire qu'il est possible, par conséquent, en découplant salaires versés et consommation, à travers l'immobilisation d'une partie de ces salaires versés dans ces fameux fonds salariaux, utilisés ensuite pour l'investissement des entreprises, de ne pas porter atteinte au niveau de vie, qu'il est possible d'apporter une aide substantielle à l'investissement et qu'il est possible de ne pas relancer, pour autant, la consommation immédiate, dont nous savons qu'aujourd'hui encore elle risquerait de nous conduire à un dérapage en termes de commerce extérieur.

Je crois qu'il y a là une idée que nous devons creuser, qui est actuellement mise en pratique dans un certain nombre de pays du nord de l'Europe. Là encore, chers camarades, il ne s'agit pas d'y trouver des modèles, il s'agit d'observer ce que l'imagination sociale dans un certain nombre de pays conçoit et d'essayer ce voir ce qui peut être utilement repris chez nous, sachant que, de façon évidente, pour des raisons d'histoire et de géographie, il n'est pas question de reprendre la totalité de ce qui est fait ici ou là. Mais, dans une époque où nous avons besoin

d'imagination pour lutter contre un ensemble de contraintes, dont Dominique Strauss-Kahn nous disait ce matin que, si l'on additionnait celles que nous avons mis nous-mêmes sur le commerce extérieur, sur le budget, sur tout un ensemble d'autres paramètres, nous avions en réalité fort peu de degrés de manœuvre, je crois qu'il est utile d'explorer, même si l'on n'y croit que partiellement, un certain nombre d'autres directions moins classiques, moins étudiées chez nous, mais qui peuvent malgré tout se révéler positives.

Je terminerai par trois mots rapides sur l'idée de négociation.

Je crois que la négociation - nous le sentons bien - et la façon dont nous la mènerons, sont au cœur de la façon dont nous pourrons conduire, dans des conditions à la fois socialement et économiquement acceptables, l'évolution nécessaire de notre appareil industriel.

Alors, je dirai trois choses.

- Cette négociation doit être assez large et elle doit être conduite sur pied d'égalité avec l'ensemble de ce que nous appelons, dans notre jargon, les organisations syndicales représentatives.

Il y a là, me direz-vous, une évidence, mais pour reprendre ce qu'évoquait Jean Poperen lui-même ce matin avec quelques conditionnels, que je reprends à mon compte, cela a-t-il véritablement été le cas dans quelques affaires passées ? Cela n'est pas, semble-t-il, évident pour tout le monde.

- Il faut que ces négociations soient conduites assez tôt. Nous connaissons les dossiers des emplois qui sont menacés, nous savons dans quels secteurs et dans quelles régions vont se poser les problèmes. Il faut que ce soit fait soit à travers l'action du Premier Ministre ou du ministre compétent, soit à travers même peut-être une prospective à plus long terme, et il existe encore aujourd'hui, dans le cadre du plan, des Commissions permanentes qui peuvent permettre d'aborder avec le recul nécessaire un certain nombre de vrais problèmes d'évolution industrielle, je pense à la sidérurgie, à l'automobile, aux charbonnages, peut-être aussi à certains égards au bâtiment et aux travaux publics.

- Enfin, dernière condition, qui est peut-être la clé de toutes les autres, je crois qu'il faut que nous sachions mener des négociations décentralisées.

Je crois que si nous avons une conclusion à tirer de ce qui vient de se passer à Talbot - et peut-être aussi un souvenir, chers camarades, auquel nous devons faire appel et qui remonte à, à peu près quinze ans maintenant - c'est qu'une négociation conclue au sommet, qui n'a pas donné lieu à une consultation suffisante avec la base, à une association suffisante avec les travailleurs véritablement concernés, est vouée à l'échec. Rappelons-nous certaines décisions de 68 et essayons, camarades, de créer les conditions pour qu'elles ne se reproduisent pas, c'est-à-dire ne concluons pas au niveau national des accords apparemment satisfaisants pour toutes les parties, mais qui se révèlent ensuite parfaitement inapplicables lorsque les uns et les autres reviennent devant les travailleurs directement concernés.

Quelques idées nouvelles, une façon décentralisée de conclure la négociation sociale, voilà, camarades, ce qui peut donner les meilleures chances pour que l'année 1984 soit une année qui, pour la Gauche, se termine dans les meilleures

Fondation Jean-Jaurès

conditions.
(Applaudissements)

Le président - Merci, Gérard Fuchs.
La parole est à Jean Le Garrec. Ensuite, Marie-Noëlle Lienemann.

Jean Le Garrec

Je crois qu'à travers les rapports de Bachy et de Dominique Strauss-Kahn, on a bien eu ce matin - et tout le reste du débat a été dans le même sens d'ailleurs - l'affirmation de ce rôle du Parti Socialiste d'aiguillon et en même temps de proposition. Il y a, dans ces rapports, je crois, des tas d'idées, des tas de propositions qu'il nous faudra creuser.
Je ferai éventuellement une remarque amicale à Jean-Paul Bachy, en disant que si nous devons bien jouer ce rôle d'aiguillon et de proposition, il nous faut prendre garde à ne pas oublier non seulement ce qui a été fait, mais aussi d'indiquer les perspectives qui ont été dégagées par le Gouvernement - je dis bien par le gouvernement - et en particulier à travers le 9ème plan.
Je m'étonne quelquefois d'une certaine timidité que nous avons à utiliser ce qui est l'instrument d'une action gouvernementale et l'instrument d'une action critique. _Je le dis d'autant plus à l'aise qu'il s'agit d'un formidable effort collectif de l'ensemble du gouvernement, et je le dis d'autant plus à l'aise aussi qu'il s'agit d'une formidable novation que nous voulions tous, à savoir une articulation entre le plan et le budget, en particulier grâce au travail de Jacques Delors et de ses services.
Donc, il y a là une mise en perspective non seulement d'action, non seule ment de priorité, mais aussi de moyens de financement.
Et je crois que nous avons tout intérêt à le rappeler. Car il n'est pas étonnant que la Droite, ou une certaine presse, ne veuille pas en faire mention, mais il serait paradoxal que nous n'utilisions pas, nous aussi, cet instrument qui a été fait à cet usage. Et j'indiquerai par exemple à Jean-Paul Bachy, mais je sais qu'il en est d'accord, qu'on ne peut pas poser le problème de la réduction du temps de travail sans indiquer qu'il y a 15 milliards de financement prévus sur la durée du 9ème plan à cet effet, qu'on ne peut pas poser le problème du service public de l'emploi sans indiquer qu'il y a 19 milliards prévus à cet effet durant le 9ème plan, qu'on ne peut pas poser le problème de l'émergence d'une offre sans reprendre en compte toutes les données chiffrées qui y sont inscrites. Et j'ajouterai enfin que nous sommes à la veille de quelque chose que j'ai tendance à considérer, moi, comme extrêmement important : c'est la planification décentralisée, c'est-à-dire le fait qu'à travers les contrats de plan, nous allons donner à la décentralisation les moyens de sa véritable dimension, particulièrement sur le terrain économique. Et il serait paradoxal que face à ces instruments qui sont créés il y ait une certaine timidité, que je n'expliquerais pas, quant à leur utilisation. Il y a là un cadre de cohérences, un cadre de choix, un cadre de priorités ; il nous faut absolument les utiliser, si nous voulons

donner à notre discours une perspective dont je suis le premier à reconnaître que c'est une des nécessités politiques les plus importantes. Et là je rejoins tout à fait ce que disait Jacques Delors, la rigueur n'est pas une politique en soi, ce sont les moyens de créer des conditions d'une politique, et d'un projet.

Nous nous sommes efforcés de le préciser. Encore faut-il qu'il soit pris en compte plus largement.

Est-ce que pour autant ne demeurent pas d'importantes questions ? A l'évidence, si, nous n'avons pas le droit de masquer les difficultés, et en particulier difficultés concernant l'emploi. Et c'est sur ce point-là que je voudrais surtout aboutir.

Il est bien évident que si même tout doit être fait pour tenir sur la crête des 2 millions de demandeurs d'emploi - et l'expression a été utilisée - nous voyons bien les difficultés et les risques de n'y point parvenir, ne serait-ce que par l'addition de quatre situations.

Quelles sont ces quatre situations ?

C'est, primo - et beaucoup d'intervenants l'ont dit - la recherche de la croissance la plus forte possible, et c'est bien toute l'action du 9ème plan, avec la nécessité de maîtriser les équilibres économiques, et en tenant compte de l'environnement international qui a été décrit par Jacques Delors - je n'y reviens pas -. Or les faits montrent bien que nous ne pouvons pas espérer atteindre, tout au moins en 1984, et probablement en 1985, les rythmes de croissance permettant mécaniquement de créer les conditions d'une meilleure lutte pour l'emploi, et qu'il y a là une lourde difficulté, et qu'en 1984, parler d'un point de croissance, c'est je crois à peu près ce à quoi nous arrivons... Je ne rejoins pas Fuchs qui dit : il faudrait 5, 6 points de croissance ; je crois que c'est un peu fort, mais je pense que se situer au niveau de trois points, trois points et demi, est quelque chose d'assez réaliste. Donc nous n'y sommes pas.

La deuxième des difficultés c'est l'énorme vieillissement de l'appareil politique, et cela je crois qu'il nous faut le redire, le répéter, c'est-à-dire le gâchis extraordinaire...

La troisième difficulté c'est la lourdeur des inadaptations structurelles entre l'emploi tel qu'il évolue, et par exemple le système de formation tel qu'il est. Il faut quand même prendre conscience, je l'ai dit, cela a été un des chocs de l'année 1983, que 50% des jeunes demandeurs d'emploi n'ont aucune formation, au sens véritable du terme, et qu'il y a là une lourdeur de situation extrêmement préoccupante.

Et la quatrième difficulté c'est que si cet énorme effort de reconstruction et de modernisation est bien lancé, et Jacques le disait, y compris dès le budget 1984, il y a une très grande lenteur dans la mise en dynamique des moyens nécessaires. Et incontestablement, même si nous devons faire des efforts pour effacer ces lenteurs, ces blocages juridiques, ces blocages bancaires, ces blocages administratifs, il y a là une très grande difficulté à aller très vite... sans compter la prise en compte de ce que j'appelais "les lourdeurs d'inadaptation structurelle".

Nous avons ces quatre problèmes devant nous, et je crois qu'il serait tout à fait

Fondation Jean-Jaurès

insensé de ne pas les prendre en compte et de ne pas les regarder en face.
Je dois dire d'ailleurs que je retrouve personnellement une très grande cohérence entre ce qu'est la motion du Congrès de Bourg et ce qu'est le 9ème plan. Et j'ajouterai, pour que les choses soient claires, que nous avons accepté un débat sur ces orientations devant l'Assemblée Nationale, à guichet ouvert, c'est-à-dire en prenant en compte tous les amendements dans le cadre du débat, et en acceptant le risque qu'ils soient simplement retirés à la suite du débat, et retirés volontairement.
Et je dois dire, et je pèse mes mots, là, qu'après deux journées extrêmement difficiles, avec un débat rude, au fond, avec le groupe Socialiste, mais surtout avec le groupe Communiste, tous les amendements qui étaient contradictoires avec la logique du 9ème plan ont été retirés.
Donc il faut bien quand même percevoir que nous avons là une perspective, non seulement un projet, un dessein, mais l'instrument d'une très grande connaissance, d'une très grande logique, et accepté en tant que tel, avec toute sa rudesse, par l'ensemble de ceux avec qui nous menons ce débat et cette politique au gouvernement et au Parlement.
Je crois que c'est quand même quelque chose de suffisamment net et de suffisamment précis pour qu'on le prenne en compte, pour toute la valeur politique que cela a, je dis bien... bien au-delà de ce qu'est ma fonction et de ce qu'est mon rôle, c'est du gouvernement dont il s'agit.
Difficultés, oui. Des chiffres ont été cités, par Bachy, par Dominique Strauss-Kahn, il faut avoir le courage de les donner. Je suis extrêmement prudent en la matière, et je pense qu'une augmentation potentielle pour l'année à venir, d'environ 20 000 demandeurs d'emploi, 20 à 25 000 par mois, c'est ce que nous allons rencontrer dans les mois à venir.
Comment faire en sorte que nous puissions éviter cette situation et la maîtriser au mieux ?
C'est la question qui est posée aussi bien par Jacques Delors qu'à travers l'intervention qui a été faite ce matin par Jean-Paul Bachy. Et je dois dire que d'une manière générale, sur les propositions faites par Jean-Paul, où elles rencontrent l'action du gouvernement telle qu'elle est menée, ou la complètent, je n'ai rien vu qui soit contradictoire avec la manière dont nous avons défini ces enjeux.
Je voudrais simplement faire quelques remarques et compléter cette approche.
Concernant la réduction du temps de travail, il est vrai qu'il peut y avoir une évolution des situations au niveau européen, et j'ai moi-même eu l'occasion d'en discuter il n'y a pas encore très longtemps avec les syndicats. Je crois que cette évolution est lente, il faut continuer à mener l'action dont je dis, Fuchs, qu'elle a été menée par le gouvernement dans la Communauté, mais qu'on ne peut pas espérer avoir, malheureusement, des réponses immédiates, et qu'en tout état de cause, même si l'évolution se faisait plus rapidement, cela n'empêcherait pas l'effort sur nous-mêmes et pour nous-mêmes prendre en compte ce problème de la réduction du temps de travail.
Nous l'avons prévu. Dans le 9ème plan nous avons même donné des chiffres :

300 000 emplois traités, 180 000 emplois créés ou protégés. Nous avons même prévu des financements. Seulement je dis qu'il y a une grande difficulté : cela ne peut se faire que dans la mesure où nous sommes capables de mobiliser les énergies sociales et techniques, à l'intérieur de l'entreprise. Ce n'est pas quelque chose que nous pouvons faire de l'extérieur de l'entreprise. Et c'est là le risque qu'il y a à utiliser des moyens plus efficaces, plus simples, et dangereux à terme : ils sont ceux des préretraites. Et Jacques Delors sait que sur ce point je suis d'accord avec lui. Mais si cette action de l'intérieur de l'entreprise n'est pas menée en mobilisation des organisations syndicales et des moyens techniques extrêmement complexes pour en maîtriser les conséquences, l'organisation du process de production, l'utilisation de l'outil de travail, l'utilisation des investissements, il n'y a pas de réponse.

Or je dois dire que malgré la mise en place de ces outils, malgré même des systèmes de financement qui peuvent évoluer d'ailleurs, on peut adapter le terrain ouvert, il n'y a pas à l'heure actuelle la mobilisation correspondante à cette nécessité, et de l'entreprise, et des organisations syndicales. Peut-être qu'il n'y a pas non plus la mobilisation du Parti Socialiste ! Alors, il faut mener le débat. Il ne servirait à rien d'avancer des propositions comme le poudre de Perlimpinpin qui résout toutes les difficultés, si on ne prend pas conscience des difficultés à les mettre en œuvre. Et je dirai même mieux : les actions déjà menées à ce sujet-là montrent bien que cela est possible, que cela est efficace, mais que cela passe aussi par ce débat, déjà, avec les organisations syndicales. Car je dois dire, et je rejoins un peu aussi ce que disait Jacques sur la "criée", pour parler au plus simple, du mouvement syndical, il faut aussi avoir le courage de mener débat avec les organisations syndicales, sinon nous ne serons pas capable de créer les leviers politiques permettant une avancée sur ce terrain, et il serait tout à fait illusoire de croire que c'est par l'Europe, même s'il faut par ailleurs poursuivre l'action à ce niveau-là, que nous réglerons des problèmes que nous ne serions pas capables de prendre nous-mêmes.

Voilà une remarque que je voulais faire sur ce point..

Sur les mutations et la restructuration de secteurs ou de bassins, beaucoup de choses ont été dites. Et sur ce point là je voudrais simplement me contenter de quelques remarques.

Ne pas nier qu'il y a des nécessités ! Mais qui les nie ? Qu'il faut croiser ces nécessités par secteurs concernés - on les a évoqués - et par bassins d'emploi ! Parce que malheureusement on verra sur la carte que des régions sont concernées non plus à travers un bassin d'emploi mais à travers deux, trois, quatre, c'est-à-dire que nous sommes en situation des régions qui risquent d'être sinistrées.

Ne pas nier qu'il nous faut incontestablement améliorer les outils, que ce soit les préretraites, avec précaution, que ce soit le temps partiel, que ce soit la réduction de temps de travail, que ce soit les schémas d'activité, que ce soit les contrats de reconversion dont Jacques a parlé, qui je crois vont être pris en compte

Ne pas nier qu'il nous faut incontestablement organiser une action plus efficace, aussi bien sûr le plan interministériel, gouvernemental, qu'au niveau du Comité

de bassin d'emploi, qu'il nous faut incontestablement prendre les difficultés le plus tôt possible à l'origine... Et tout cela, nous en sommes conscients. Et je peux vous dire - et Bérégovoy y a fait allusion, c'est pourquoi je me permets de le citer - qu'à travers le Conseil interministériel de vendredi, et ceux qui vont suivre, il y a bien là une réflexion qui est engagée pour améliorer les outils et les rapidités d'intervention, mais que cela passe par deux nécessités : celle de la concertation et celle de la négociation.
Je ne sais pas si Laurent Fabius aura l'occasion d'en parler ; s'il le fait, je serai très rapide ; donc juste un mot.
En accord avec le ministre de l'Industrie, et sur proposition du ministre de l'Industrie, nous allons mettre en place une Commission nationale de l'Industrie, commune industrie - plan, qui permettra de fédérer les groupes de stratégie industrielle, de mettre un chapeau à ces groupes, d'y faire participer l'ensemble des organisations syndicales et professionnelles, et ainsi de créer un lieu de concertation. Je dis bien que ce lieu de concertation ne peut pas être confondu avec la nécessité de la négociation, et c'est là où il nous faut prendre garde.
Autant nous pouvons concerter pour faire prendre en compte les difficultés le plus tôt possible et dans les meilleures conditions, autant la négociation est quelque chose que nous devons mener à tous les niveaux encore plus que nous le faisons, mais en prenant en compte aussi l'extraordinaire difficulté de l'éclatement syndical, de la diversité syndicale, et même du refus d'un certain nombre d'organisations syndicales d'aborder véritablement la négociation au fond.
J'en reviens encore au problème de l'organisation du plan de travail.
Il y a donc là une extraordinaire difficulté dans laquelle les militants politiques auront incontestablement un rôle à jouer.
Deux autres remarques avant de conclure.
Concernant l'immigration, beaucoup de choses ont été dites, et je crois que les propositions de Jean-Paul Bachy sont intéressantes. Je voudrais quand même qu'on n'oublie pas de rappeler ce qu'a été la scandaleuse politique menée dans les années 60, car c'est cela le fond du problème, et qu'on ne croie pas que c'est à travers une politique de retour que nous réglerons ces problèmes là, même si je demeure persuadé qu'il faut engager cette politique de retour. Je suis d'autant plus à l'aise pour le dire que j'avais eu l'occasion, au nom du Parti Socialiste, et quand j'ai eu en charge de définir cette politique, de l'écrire dès les années 1976. Donc nous sommes bien en cohérence avec ce que nous disions dans ces années là.
Mais ne nous faisons pas d'illusions, pour le faire il faut engager une politique de retour et ne pas confondre cela avec une aide au retour qui nous rappellerait de fâcheux souvenirs, et en particulier l'aide au retour de Stoléru. Mais je crois que là dessus on sera d'accord. En tous cas ne nous méprenons pas sur les difficultés de cette politique et sur ses limites, car quelle que soit la volonté des pays, certains ont cette volonté là et ont peu de capacités d'accueil, et d'autres n'ont même pas cette volonté. Prenez le cas du Maroc, et les travailleurs marocains sont malheureusement l'essentiel des travailleurs du Cambrèsis.

Dernière remarque avant de conclure sur la formation.
Il est bien évident que c'est un des enjeux clés, je veux parler de ces lourdes inadaptations structurelles; 50% des jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi n'ayant aucune formation. Dans tous les bassins en restructuration, le point clé, qui interdit même la création de nouvelles activités, c'est la formation. Moins de 2% de gens ayant une formation supérieure dans le bassin du Cambrèsis. Les chiffres parlent.
Or le gouvernement a considéré que c'était une priorité totale durant le 9ème plan. 91 milliards dégagés pour la durée du 9ème plan, en plus des dotations habituelles. Encore faut-il qu'il y ait une capacité de mobilisation des formateurs eux-mêmes sur la motivation, y compris des systèmes pédagogiques.
Alors je me tourne une fois de plus vers les organisations syndicales. On peut créer des orientations, on peut financer des politiques, encore faut-il qu'elles aient la capacité de traduction sur le terrain, et je dois vous dire, et je le fais avec brutalité, que c'est une de mes grandes déceptions de voir à quel point les structures à ce niveau là font preuve d'un redoutable immobilisme, si ce n'est conservatisme, et je parle de structures syndicales.
Alors vous savez, c'est cela le véritable courage, Motchane, de le dire, mais pas seulement de le dire, de le faire.
En conclusion, et sur une remarque qui m'est plus personnelle, nous sommes incontestablement pour les six mois à venir au tournant, chacun d'entre nous le voit bien. Nous avons engagé, et Jacques Delors le rappelait, cette bataille pour assainir l'économie et pour créer en même temps les moyens d'une mobilisation sur cette modernisation, pour reprendre son terme. Nous aurions tort de croire que cette bataille de l'assainissement est terminée. Il suffit de regarder le différentiel d'inflation avec l'environnement, il suffit de regarder le poids de la dette pour bien montrer que si cette bataille est sur la bonne voie, y compris sur les échanges, elle est loin d'être gagnée ! Donc relâcher notre effort, ce serait revenir très rapidement en arrière, en effaçant d'un seul coup tous les efforts qui ont été demandés ces derniers mois.
Mais il faut bien aussi, et c'est cela le tournant du premier semestre 1984, savoir que cette bataille implique en même temps la mobilisation des énergies économiques, mais en même temps ne peut pas se faire contre les forces économiques. C'est là où nous sommes devant le grand problème de ces mois qui vont venir, la dialectique politique qu'il nous faut tenir, car il peut apparaître une tentation de mobiliser des forces économiques dont il faut quand même rappeler qu'une grande partie d'entre elles nous sont totalement hostiles, au détriment d'une acceptation par ceux qui nous soutiennent de la politique que nous menons. Et je dirai même mieux, la tentation redoutable, folle, politiquement désastreuse, qui consisterait à accepter plus ou moins facilement le risque d'une rupture à l'intérieur de la coalition gouvernementale, qui fait aujourd'hui la force du gouvernement.
Je ne dis pas que cette tentation existe chez nous, assurément pas, mais elle existe dans notre environnement, et il y a une pression permanente sur ce que nous sommes pour poser le problème en ces termes là, "Ah ! Mais si l'alliance

n'était pas ce qu'elle est...", sachant que même si elle était différente, cela ne vaudrait pour autant pas engagement de soutien de ces forces économiques dont nous avons besoin.
Mais il y a une deuxième tentation qui consisterait à oublier la nécessité du soutien de ces forces économiques dans la démarche que nous engageons, la nécessité de mobiliser une partie de l'encadrement si nous voulons aller vers ce que nous souhaitons, la capacité d'activité, de création, de modernisation, de mutation structurelle.
C'est, cette dialectique qu'il nous faut tenir, et nous ne pouvons échapper ni à l'une, ni à l'autre des termes de cette dialectique.
Alors je crois qu'en cette matière, le rôle du Parti Socialiste sera déterminant, et pour conclure, puisqu'on me rappelle à l'ordre, c'est vraiment le moment du courage. Nous ne gommerons, nous n'effacerons aucune de ces difficultés. Je dirai simplement qu'il nous faudrait rappeler que le courage, il existe beaucoup plus qu'on le croit dans les forces qui nous soutiennent; il existe beaucoup plus qu'on le croit dans les forces syndicales sur le terrain, et que face à ce courage, il est quand même important de dénoncer l'égoïsme, le repliement frileux d'une partie de notre pays, et qu'à la limite beaucoup des acteurs économiques de ce pays disent : plutôt l'échec, y compris pour notre pays, que la Gauche.
Alors je crois qu'en mesurant ce que nous disons, nous devons le dire, et là il y a nécessité d'une bataille idéologique. Nous l'avions un petit peu oubliée, me semble-t-il, l'année dernière, le moment est venu de la relancer.
(Applaudissements)

Le président - Marie-Noëlle Lienemann, ensuite Lionel Jospin. Je vous signale que 4 camarades qui étaient inscrits dans la discussion ont renoncé à la parole. En votre nom, je les remercie.
(Applaudissements)

Marie-Noëlle Lienemann

Chers camarades, je voudrais d'abord souligner après Jean Poperen, et bien sûr après Jacques Delors, les avancées réalisées pour l'assainissement de l'économie française? Et donc les points marqués par le plan de rigueur.
Je tiens à insister car certains d'entre nous, dans le Parti et bien sûr ailleurs, ont eu un certain vague à l'âme à l'annonce de ce plan, et je ne crois pas ce rappel superflu à l'écoute de Gérard Gaume et de Didier Motchane.
Il faut aussi dire haut et fort que le problème de Talbot ou la restructuration industrielle n'est pas une conséquence du plan de rigueur, mais se pose bien en amont.
Aussi je demeure convaincue, comme l'indique la motion de Bourg-en-Bresse, que les arbitrages de fond qui ont prévalu et s'appliquent aujourd'hui sont justes. Mais soyons les pédagogues de cette avancée et ne nous contentons pas du suivi au jour le jour des indices.
Plus que jamais, assurons le lien entre cette politique économique qui est en voie de réussir et les transformations sociales que nous avons et voulons engager.

Là, il y a beaucoup à faire. Il y a à faire pour clarifier notre politique, notre stratégie industrielle, en tous cas pour la rendre plus visible à l'opinion, et au-delà pour caractériser l'originalité et la nature d'un pouvoir à Gauche, la valeur émancipatrice de nos choix.
Il serait singulier, paradoxal de réussir sur le terrain économique et de reculer sur le terrain social. Mais pas de fausse alternative. On ne peut se passer de la réussite ni sur l'un ni sur l'autre de ces secteurs. Ils ne peuvent être disjoints.
De ce point de vue, je considère que l'affaire Talbot est révélatrice de quatre exigences prioritaires pour la Gauche.
La première, prendre en amont les problèmes et les dossiers, et avoir le courage de préciser tôt à tous les risques.
Deuxième exigence, ne pas arriver au moment des décisions difficiles en donnant l'impression de l'impasse à des régions entières ou à des activités nombreuses : je pense à la sidérurgie, à l'automobile, aux charbonnages, aux chantiers navals.
Il faut dire aux Français dans quels secteurs nous allons créer des emplois, quelle formation continue nous allons développer, d'où la nécessité impérative très rapidement de reprendre la logique des bassins d'emploi. Je suis étonnée que dans l'ensemble des rapports qui nous ont été présentés plus personne ne parle des comités locaux pour l'emploi. C'était il y a peu une de nos grandes campagnes. Je pense qu'autour de la logique des bassins d'emploi et de la nécessité de trouver en leur sein une certaine dynamique pour répondre aux problèmes de la modernisation industrielle, nous devrions faire un bilan critique et sérieux du travail des comités locaux pour l'emploi.
Troisième exigence, rappeler nos objectifs concernant l'emploi, et tout particulièrement la réduction du temps de travail. Le 9ème plan le dit clairement, une de nos priorités pour la période est que partout il faut négocier la réduction du temps de travail.
Le rapport de Jean-Paul Bachy réintroduit cette dimension, je crois, tout à fait justement, en faisant le lien avec la réduction du temps de travail et la restructuration industrielle. Celui de Jean Poperen n'en fait pas état, et je considère comme relativement grave le fait que notre Parti et le gouvernement puissent traiter un des premiers dossiers importants de restructuration industrielle sans que ce problème de la réduction du temps de travail, en tous cas l'objectif des 35 heures, soit clairement évoqué.
Je ne dis pas qu'il fallait tout de suite comme solution introduire les 35 heures à Talbot, mais je considère que le Parti et le gouvernement devaient évoquer cette dimension de la réduction du temps de travail, et quand Georges Sarre dit que l'accord du 17 décembre est un bon accord, de ce point de vue je ne le crois pas. Je considère que l'accord du 17 décembre, en occultant le problème de la réduction du temps de travail, n'était pas un bon accord.
On en a déjà largement débattu entre nous, et nous n'avons pas fini puisque dans nos engagements de Bourg-en-Bresse, un colloque ou une Convention doit être préparé sur ces thèmes réduction du temps de travail, temps partiel, etc. Nous aurons donc encore l'occasion d'en parler.

Chacun connaît notre position sur ce point, en particulier sur le problème du pouvoir d'achat. Ce qui nous engage collectivement, c'est donc la motion de Bourg-en-Bresse sur le maintien du pouvoir d'achat moyen des Français.
J'ai considéré que le rapport de Strauss-Kahn ce matin était important, intéressant dans le débat. Je voudrais toutefois qu'on puisse y introduire deux idées qui m'apparaissent complémentaires.
D'abord, il nous faut reprendre l'idée de la réforme fiscale et de la fiscalité, car le maintien du pouvoir d'achat moyen, ce n'est pas l'abandon de la lutte contre les inégalités. Il nous faut donc reprendre ce dossier, retravailler, voir les avancées concrètes qu'on peut proposer aux Français, notamment sur le terrain législatif, mais ceci n'aurait pas de sens si nous n'approfondissions pas parallèlement notre discours sur la politique salariale.
Jacques Delors, de son côté, Edmond Maire de l'autre, et d'autres, ont fait un certain nombre de propositions concernant la structure des salaires en France. Je pense que le Parti doit se saisir de cette réflexion. On ne peut pas attendre de la seule redistribution fiscale ou par le biais des prélèvements sociaux, la réduction des inégalités de revenus et même de salaires en France. Il faut, plus globalement, remettre en chantier une nouvelle conception du salaire et une nouvelle conception de la hiérarchie des salaires dans notre société.
Dernière exigence qui m'apparaît prioritaire à la vue des événements de Talbot, c'est l'exigence d'une relance des négociations avec les organisations syndicales et de la politique contractuelle. Beaucoup l'ont dit, je m'en réjouis. En l'occurrence, cela pose un problème complexe de savoir à quel niveau ces négociations et les concertations doivent avoir lieu.
Une réalité s'impose : en aucune façon, il n'est acceptable de court-circuiter l'échelon essentiel et premier de l'entreprise dans toutes les négociations et les critiques qu'a pu formuler la Confédération CFDT tant décriée aujourd'hui sont, de mon point de vue, tout à fait justifiées sur ce point.
Comment sinon éviter pour les travailleurs le sentiment d'être pris pour des pions, le sentiment d'être contraints de subir et, en fin de compte, une grande désespérance ?
Le Socialisme, camarades, c'est d'abord l'émancipation des travailleurs. L'échelon de l'entreprise, en tout état de cause, doit être préservé. La négociation sur ce terrain-là est indispensable. Aussi, je récuse l'idée de Georges Sarre d'un grand Grenelle, même rénové, quant à son contenu, c'est à dire d'une grande négociation globale et générale, centrale, comme étant une des panacées aux problèmes des relations entre le monde syndical, le patronat et le gouvernement.
Je crois plus solide et plus sérieuse l'articulation de négociations à divers échelons, d'abord l'entreprise, le bassin d'emploi, puis par branche.
Troisièmement, je voudrais intervenir sur le problème de la cohésion de notre majorité qui est bien au centre de nos réflexions. J'ai été sensible au discours de Jean Poperen sur le problème de la cohésion de notre majorité et je crois qu'il nous faut une explication en profondeur sur ce point.
Je crois que la cohésion d'une majorité à gauche, elle est nécessaire sur deux

terrains : l'un politique ; c'est en termes politiques l'union de la Gauche, l'accord PS/PC auquel on peut bien évidemment ajouter le MRG, et le PSU, mais c'est aussi une majorité sociale et il me paraît tout à fait important que l'unité et la cohésion de notre coalition politique ne se fassent pas contre la cohésion de notre majorité sociale ou en excluant une partie de notre majorité sociale, à savoir telle ou telle organisation syndicale. Ce serait un prix dramatique et grave à l'union de la Gauche, et le PS a une responsabilité tout à fait particulière dans cette affaire, il a, lui, la responsabilité d'être le catalyseur et le ciment de ces deux majorités, la majorité sociale et la majorité politique. Il lui revient donc la responsabilité de permettre à chacune des organisations syndicales et des organisations de gauche qui ont fait notre victoire et qui, elles seules, peuvent nous assurer de la pérennité de l'entreprise que nous lançons, il nous revient à nous la responsabilité de trouver les moyens de cette cohésion.
Je dois dire que l'affaire Talbot n'aura pas amélioré la situation et je ne m'indigne pas des réactions de la CFDT qui a pu se considérer comme court-circuitée d'arbitrages décisifs dans le problème de la restructuration de Talbot.
L'initiative revient donc au PS. Comment ? Je pense sous deux formes. Il nous faut trouver des objectifs qui assurent cette cohésion et il nous faut être vigilant quant aux méthodes, notamment la négociation.
Les objectifs et les méthodes pour que l'idée d'acteur du changement qui était, pendant tout un temps, très courant dans nos discours, et qui, soudainement est devenue complètement absente, devienne à nouveau une réalité.
Des objectifs, j'en vois plusieurs. Evidemment, l'assainissement de notre économie, la modernisation de notre appareil industriel, mais aussi d'autres terrains comme celui de la décentralisation et de l'application dynamique des lois Auroux.
Je terminerai mon propos sur ce qu'est un pouvoir de gauche. Il ne peut pas être simplement l'occupation du gouvernement et des accords strictement politiques entre les différents partis. Je terminerai mon intervention sur les écueils que je vois poindre.
La Gauche pourrait être tentée par un savant cocktail de réalisme économique, d'une part, et de radicalisation idéologique sur les chances qui ne sont pas économiques.
Réalisme économique. Je suis là aussi satisfaite de voir que le terme n'est plus honteux à gauche, mais je crois qu'il nous faudrait dialoguer au fond sur ce qu'on appelle le réalisme économique. Le réalisme économique, pour moi, ce n'est pas les faits qui s'imposent et qui nous contraignent à des concessions ou à des renoncements. Pour moi, le réalisme économique, c'est la volonté d'être rapides dans toutes nos analyses, de prendre en compte les faits, le réel, pour les surmonter et surtout pour avancer dans le sens des transformations que nous souhaitons. Il y aura beaucoup à affiner, mais je n'ai pas le temps aujourd'hui. Il faudrait surtout parler de ce que j'appelle la ratification rampante...

Le président - Il faut conclure.

Marie-Noëlle Lienemann - Je vais terminer sur ce point.
Bien sûr, il fallait réformer, construire un grand service public de l'éducation, dénoncer l'affaire des avions "renifleurs", mais je crois qu'il y a une certaine poussée vers un durcissement de part et d'autre, durcissement à droite, bien sûr, mais durcissement à gauche. Prenons garde à cette attitude et à ce risque, car si cette attitude ne m'étonne pas de la part de la Droite qui y a tout à fait intérêt, je crois que nous devons condamner le fait que la Gauche l'entretienne car c'est bien dans l'articulation des choix économiques de rigueur et d'assainissement, vers une société de liberté, de justice et d'initiative, que nous trouverons la force et la cohésion de notre majorité.
La grande force de la Droite dans cette période, c'est d'avoir convaincu que la Gauche, ce n'était pas la liberté, ce n'était pas la responsabilité, ce n'était pas l'initiative. Je suis désolée. J'ai entendu beaucoup de camarades critiquer Yves Montand, je le fais aussi. J'ai très mal ressenti toute une partie de son intervention, essayant de considérer qu'au fond, la Gauche, la Droite, c'est un peu la même chose. Mais comment se fait-il qu'un nombre non négligeable de citoyens connaissent cette évolution ? Comment se fait-il qu'on puisse encore aujourd'hui entendre des jeunes dire : vous, la Gauche, ce n'est pas vous la liberté, ce n'est pas vous l'initiative, ce n'est pas vous le dynamisme et la responsabilité. Cette question, camarades, je crois qu'elle n'est pas simple et ce n'est pas simplement face à la Droite qu'il nous faut nous retourner. Il faut s'interroger, non pas tellement pour se battre la coulpe sur l'activité que nous avons eue, mais se dire : comment ces valeurs qui sont centrales dans notre projet peuvent être mieux connectées à la fois à notre politique économique et à notre pratique quotidienne ? C'est autour de ces valeurs que nous pourrons re-mobiliser l'ensemble des forces populaires, et je crois qu'il nous faut reprendre en compte les propositions que je fais quant aux stratégies de négociation, de concertation sur le terrain, mais aussi dans l'approfondissement des lois Auroux et de la décentralisation.
Je voudrais terminer en disant que cette radicalisation rampante elle a son contre-poids qui est tout aussi dangereux que le durcissement. Ce contre-poids, c'est de permettre l'émergence artificielle d'un centre gauche en France et si certains sont tentés par une stratégie de cette nature qui pourrait se substituer à l'union de la Gauche, ils se trompent durement, dans la mesure où ce n'est pas en affaiblissant notre projet que nous gagnerons les couches sociales qui ont fait notre victoire. Mais je le dis aussi, ceux qui prônent la radicalisation rampante idéologique sur le terrain non économique sont les mêmes qui préparent le centre gauche et je les renvoie, entre guillemets, dos à dos. Je souhaite que le Parti dépasse ce type de contradiction et qu'il arrive, en globalisant les enjeux, en montrant la différence entre l'économique et le politique, entre liberté civile et assainissement économique que nous entreprenons, je pense que c'est par ce dépassement de deux tendances et de deux déviations que nous connaissons aujourd'hui que nous pourrons passer ce stade difficile de 1984.
(Applaudissements)

Le président - Je donne la parole à Lionel Jospin.

Lionel Jospin

Chers camarades, je pourrai, à mon tour, après Claude Estier, vous souhaiter les meilleurs vœux pour 1984, même si je crois vous les avoir adressés individuellement, mais dans un texte écrit.

Le premier point sur lequel je voudrais m'exprimer brièvement, par quasi respect des règles, vise à dire quelques mots des raisons pour lesquelles le Bureau exécutif, en grande partie sur ma suggestion, a proposé un recul dans la procédure de désignation de nos candidats pour les élections européennes au Comité directeur.

Nous avons évoqué - c'était effectivement le point essentiel déjà contenu dans le rapport d'activité - la situation nouvelle créée par l'échec d'Athènes, le risque de la paralysie de la Communauté Economique Européenne et les responsabilités nouvelles qui incombaient à la France de tenter de proposer des solutions pour sortir de cette crise.

Nous avons mentionné aussi sur un plan plus spécifiquement politique qu'à l'évidence, le dispositif des autres formations politiques n'était pas connu et qu'elles ne se hâtaient pas de décider, qu'il n'était peut être pas, de ce point de vue, indispensable que, seul, le Parti Socialiste s'engage sur ce terrain.

Mais puisque nous avons plus de temps pour réfléchir ensemble, je voudrais vous faire part, concernant notre liste, d'un certain nombre d'inquiétudes qui sont les miennes, afin que peut être elles stimulent la réflexion et qu'elles nous permettent de préparer justement de la façon la plus efficace possible la constitution de cette liste. Je crois - c'est mon sentiment aujourd'hui, il peut être modifié, mais aujourd'hui je crois que cette élection de juin risque d'être une élection difficile pour la Gauche. Je ne veux pas procéder dès maintenant à l'analyse, mais disons simplement que, pour la Droite, ce sera une élection nationale où elle mobilisera contre le gouvernement, alors que cela risque d'être pour la Gauche une élection européenne, gauche qui connaît déjà des élections partielles l'ont attesté - un réel manque à gagner. Le résultat sera donc incertain, rien ne nous assure qu'il sera triomphal.

Or, sans que là non plus on ne puisse trancher, il me semble que le risque existe en outre que nous abordions cette campagne, ce ne sera ni la première fois ni la dernière, avec une liste je dirai Socialiste-Socialiste. Je ne veux pas trancher. Nous rencontrons le PSU. Lundi, nous rencontrons le MRG. Jeudi au niveau des chefs de parti et nous verrons bien ce que ces formations politiques de gauche ont à nous dire, mais de ce que j'ai entendu publiquement dire à ceux qui pensent, je dis cela en badinant, ces murmures à l'intérieur du Comité directeur,

d'Alphonsine à Alphonsine... de ce que j'ai entendu dire par certains leaders des Radicaux de Gauche, en février, par l'exemple argentin et peut être par des résultats locaux, l'impression qu'ils ont envie de voguer seuls en haute mer, nous verrons bien... Le PSU, là, il n'y a pas eu proclamation publique, mais j'ai

eu l'avantage de rencontrer certains ministres et des responsables de façon amicale, disons, et ils ne m'ont pas semblé non plus être absolument dépourvus de la tentation d'aller seuls ou plutôt avec d'autres qu'avec nous.

Alors, je crois qu'il est important - et cette préoccupation a déjà traversé l'esprit de plusieurs d'entre nous - de rendre notre liste aussi attractive aussi ouverte, aussi efficace que possible.

De ce que je vois refluer vers mois, vers aussi d'autres responsables du Parti, vers la direction du Parti, de suppliques, de propositions, d'interventions, de protestations, selon lesquels si tel homme ou telle femme n'est pas dans les vingt premiers, la reconquête ou le maintien de puissantes positions dans une région entière, à l'évidence dans tel ou tel département, sont absolument menacés de ce que je vois de ce processus qui commence à remplir à l'extrême mon agenda, je me dis que la tentation est qu'on nous demande de mettre sur cette liste disons un certain nombre de militants que nous proposeront comme cela les fédérations.

Alors, je me demande moi s'il ne faudrait pas et je me tourne vers l'ensemble des responsables du Parti, avant le moment où nous aurons véritablement à trancher, c'est à dire avant le prochain Comité directeur qui aura à classer cette liste pour l'adresser aux fédérations, penser à des règles ou à des souhaits politiques qu'il nous faut concrétiser avant de réfléchir aux hommes et aux femmes, même si cela passe ensuite par des hommes et par des femmes ?

Ne faudra t-il pas se dire qu'il serait souhaitable que sur cette liste il y ait des personnalités connues nationalement, Socialistes ou socialisantes ?

Ne faut il pas se demander s'il ne serait pas bon que des personnalités régionales du Parti soient sur cette liste ?

Ne faut il pas se demander s'il ne serait pas bon que tel ou tel maire Socialiste de communes significative symboliques où une action concrète au service du Socialisme a été menée, soit sur cette liste ?

Ne faut il pas penser, bien sûr, en tout cas tous y pensent, sauf un Gérard Jacquet, à qui je rends hommage pour le travail fait - on aura l'occasion plus solennelle de le faire - qui ne se renouvelle pas, pour le reste je crois que pratiquement tous les députés sortants à l'Assemblée européenne se verraient rentrés, ne faut-il pas qu'il y ait un certain nombre d'élus sortants, peut être quelques premiers secrétaires fédéraux, mais il ne peut pas y avoir 20 premiers secrétaires fédéraux, il doit y en avoir 30 qui sont candidats... il ne peut pas y avoir 8 secrétaires nationaux, et il ne peut pas y en avoir 4 ou 5 peut être moins... il y en a 8 ou 9 qui sont candidats ou qui aspireraient à l'être.

Chers camarades, je souhaite que nous discutions entre nous, et je crois qu'il y a une Commission qui doit commencer à aborder ce problème, que nous définissions des critères politiques indispensables pour faire la liste la meilleure possible et qu'ensuite nous nous répartissions ces règles entre nous, dans les autres répartitions qui peuvent jouer pour constituer cette liste.

Je pense que j'aurais manqué à ma responsabilité, à mon devoir en ne lançant pas cet appel, pour souhaiter qu'il soit entendu. Nous devons être capables de

dépasser une vision trop étroitement d'appareil pour la préparation de cette liste aux élections européennes.
Je pense aussi, et je ne m'attarderai pas sur ce point, car c'est celui dont je viens de parler qui me parait le plus important et c'est ce qui m'a incité à aborder cette question pour préparer le prochain Comité directeur, je pense qu'il faudra régler dans la clarté la question de la tête de liste.
Je ne suis pas candidat... d'ailleurs, je ne connais pas de candidat tête de liste, mais j'entends murmurer le nom de plusieurs et pour ce qui me concerne, je ne suis pas candidat, tant que je ne sais pas, en tant que premier secrétaire - car pour le moment je règle ce problème comme premier secrétaire - s'il peut y avoir d'autres candidats, et s'il ne peut pas y avoir d'autres candidats extrêmement valables.
Il faudra que ce soit dans la clarté que nous prenions la décision sur ce point pour qu'on n'ait pas après de regrets : "Ah ! Si on me l'avait demandé !..".
Alors, il faudra aussi sur ce point, puisqu'il n'y a pas de candidat pour le moment se poser le problème. On aurait été bien ennuyé pour faire aujourd'hui une liste, puisqu'il n'y avait pas de candidats... au fond, il n'y en a pas, mais des noms circulent... d'ailleurs il faudra qu'on commence à parler, mais ce n'est pas une question individuelle, il n'y a pas de présence, on ne cède pas devant tel ou tel même premier secrétaire, on prend des décisions dans la clarté, après bien entendu que les camarades se soient exprimés clairement.
Ce retard de la procédure n'a, selon moi, pas d'inconvénients, et je ne propose pas, à priori on pourra en discuter, que l'on précipite, je ne pense pas qu'il faille qu'on ait retardé pour décider dans quinze jours... je pense qu'on a encore le temps et je pense qu'il sera utile de clarifier dans l'intervalle. Nous n'allons pas faire 4 mois de campagne. Je ne me trompe pas d'élection. On verra bien qui conduira cette liste, mais en tout état de cause déjà je me souviens, dans une élection plus importante, il y avait une impatience, et des personnalités plus éminentes que celui qui vous parle ici avaient su résister à cette impatience.
On ne va pas faire 4 mois de campagne ! Et puis, nous devons parler, et nous commençons, nous avons même commencé à parler. D'ailleurs mercredi prochain une réunion de la Commission ad hoc se tient et poursuit le travail d'organisation.
Après cette brève allusion à ces problèmes qui devaient être abordés aujourd'hui au Comité directeur, par respect pour vous, j'en viens un peu à la situation politique sur laquelle nous avons débattu aujourd'hui.
Je suis en plein accord et nous en avons parlé ensemble après qu'il l'ait préparé, avec le rapport d'activité et l'analyse politique qu'il retraçait de Jean Poperen, y compris d'ailleurs, parce que c'est semaine après semaine que nous essayons au bureau exécutif de procéder à cette tentative d'analyse, de mesure de l'évolution politique, ce n'est pas simplement bien sûr devant le Comité directeur que l'on fait cela ensemble, le Bureau fait cela chaque semaine, c'est toujours le premier point de son ordre du jour.
Ce Bureau exécutif a voulu préparer ce Comité directeur en le centrant sur certaines questions et surtout avait le souci de le préparer sérieusement et je

crois qu'il a bien fait ce travail. Nous avons demandé à deux camarades de rapporter devant le Bureau, puis ils ont animé une Commission de travail, et ils vous ont présenté les rapports dont je voudrais saluer ici, pour les remercier, la qualité, ceux de Jean-Paul Bachy et Dominique Strauss-Kahn.
Nous avons fait en sorte que les ministres les plus en charge des dossiers dont nous parlions soient présents au Comité directeur, c'est d'ailleurs leur habitude individuellement et ils veillent bien à y être et souhaitent intervenir ; deux l'ont fait, un troisième le fera un peu plus tard... trois l'ont fait, pardon, j'étais prisonnier d'une pensée un peu formelle, c'est que je n'avais demandé qu'à 3 de le faire, un quatrième le fera dans quelques instants.
A l'issue de notre discussion, nous adopterons un texte qui est actuellement en cours de préparation.
Avant de venir moi-même sur ces questions, je voudrais dire quelques mots de la situation internationale.
On a déjà dit dans le rapport d'activité, et d'autres aussi après Jean Poperen, que nous étions frappés par la forme de plus en plus dramatique que tend à prendre dans le tiers-monde la crise économique mondiale, la non-maîtrise des problèmes posés à la communauté mondiale : Brésil, Mozambique, Ouganda, Tunisie, mais on pourrait citer aussi bien d'autres pays en Asie notamment qui voient de véritables désastres sur le plan économique, sur le plan alimentaire et des mouvements politiques, des phénomènes d'explosion qui sont, d'une part, terrifiants sur le plan humain et, d'autre part, lourds de menaces pour nous tous, ce qui veut dire que ce qui nous touche, nous, qui est amorti en raison de niveau de développement, des conquêtes sociales, des amortisseurs économiques et sociaux insérés dans cette société, frappe le tiers-monde avec une brutalité dévastatrice. Je ne vais pas poursuivre cette analyse, je ne veux pas être trop long, mais il est important que notre Parti, et donc je me tourne à la fois vers le secrétaire aux relations internationales et vers le secrétariat aux études, notamment avec sa dimension économique, s'occupe de cette question et je me tourne aussi vers le gouvernement, vers les ministres à cet égard pour leur demander de continuer à insister sur ces questions, continuent à les intégrer à leur analyse, à leur travail de conviction et aussi à la définition de la politique gouvernementale.
Je pense qu'il serait grave, et ce serait en plus une erreur de diagnostic, si nous commencions à nous résigner devant cette situation, si la force de la crise, la difficulté de nos propres problèmes nous conduisaient à intérioriser, à nationaliser la définition de notre politique économique et sociale.
Il faut continuer à essayer de faire avancer la prise de conscience et les décisions dans la communauté internationale et je pense, de ce point de vue que cela doit nourrir une partie de l'action et de nos propositions que nous ferons au titre de la présidence de la Communauté Economique Européenne.
Moi, je suis frappé par la violence des conséquences qu'a pour nous le processus de la montée continue du Dollar et je me demande si nous ne nous y résignons pas en quelque sorte ?
Je constate - et la première page du Monde aujourd'hui titre : la reprise aux

Etats-Unis - qu'on analyse actuellement la reprise aux Etats Unis et ce qui se passe là-bas comme une réussite. Ils sont en train de gagner sur leur politique, alors que nous risquerions peut être de perdre sur la notre, en tout cas que nous n'avons pas convaincu que nous étions capables de gagner sur la nôtre, ce qui est un enjeu de fait, mais aussi dans la bataille idéologique, politique, entre la Gauche et la Droite, non seulement en France, mais aussi sur le plan international.

Je suis très frappé de cela, mais on ne peut pas comprendre ce "miracle" indépendamment de sa fragilité, sur laquelle je ne veux pas me prononcer, si on ne rappelle pas les coûts sociaux de cette politique, que seule la Droite pouvait sans ambages, à condition que la société l'accepte et cela a été le cas aux Etats-Unis, faire payer et que la Gauche ne pourrait pas et ne pourra pas faire accepter. Il faut s'en convaincre, et si l'on ne comprend pas non plus qu'une bonne partie coût de l'ajustement qui permet le "miracle" américain est payé actuellement par le tiers-monde et par l'Europe.

Alors, évidemment, dans ces conditions, quand on n'a pas de problème de déficit budgétaire, parce qu'il est financé à travers la hausse des taux d'intérêts, quand on n'a pas de problème de monnaie, parce que le Dollar pour des raisons largement politiques liées à la situation internationale, quand le système monétaire n'impose plus certaines contraintes ce qui était le cas du système de Bretton Woods, quand on n'a pas de problème de balance de paiement, on peut se permettre de se redresser. Mais ce redressement n'est-il pas en train de mettre les économies européennes à genou ? C'est la question que je veux poser, et moi je pense - c'est une des choses sur lesquelles il faudra peut-être s'exprimer - j'ai un peu l'impression qu'on considère trop que, de ce côté-là, on ne peut rien faire et, personnellement, je commence à craindre les développements possibles de cette situation.

Je souhaiterais donc que ces préoccupations, nous les transmettions du côté gouvernemental et que les éléments de débat puissent être engagés.

Sur le Proche-Orient, c'est le deuxième point de politique internationale que je veux mentionner, la politique que nous poursuivons est juste ; nous l'avons défendue, je l'ai fait moi-même à plusieurs reprises notamment au Congrès et même dans d'autres circonstances.

Je pense qu'il faut, pour autant, faire 2 remarques.

La 1ère c'est, puisque nous sommes au Liban, à l'évidence au cœur des contradictions et du nœud des tensions et des conflits en présence, je crois qu'il est important d'éviter au maximum d'apparaître comme étant dans un camp contre d'autres ou aux côtés de tel ou tel protagoniste engagé violemment dans ce conflit contre d'autres.

Je crois qu'a été très importante la remarque faite par le Président de la République dans l'une des cérémonies des vœux, quand il a dit : "Je tiens à dire à la Communauté internationale que nous ne sommes l'ennemi d'aucun pays de la Communauté internationale. Toute une série de contacts que nous avons eus dans la dernière période, avec Jumblat hier soir, dans la Commission internationale, avec Boutros Gali, me font penser que sur la question de

l'intégration de la question syrienne à ce conflit du Proche-Orient, peut-être même par rapport au problème iranien, par rapport à ce que représente la communauté chiite, il faut faire attention et c'est peut-être au Parti d'essayer de le faire, c'est de trouver les moyens de rééquilibrer, de montrer que les ponts ne sont pas rompus. La 2ème remarque, nous nous la faisons tous, et le Président de la République y faisait allusion de façon discrète dans ces cérémonies ; nous avons, pour le Proche-Orient, et notamment pour le Liban, une vision rationnelle contre les passions, contre le déchaînement de la violence, contre les politiques du pire ou de la force.

Mais si à un moment nous craignons que cette politique rationnelle ne l'emporte pas, alors ne nous laissons pas emporter par les conséquences des passions des autres, par le déchaînement des passions des autres, sinon nous risquons de ne plus nous retrouver sur notre politique, de ne plus retrouver notre politique et nous risquons aussi - c'est le problème en France notamment avec les phénomènes du terrorisme, avec la façon dont cela secoue l'opinion de façon souterrains, avec aussi les attentats contre les forces françaises - le risque de voir l'opinion se retourner. Ce sont des problèmes sur lesquels il faut que nous soyons capables de faire des propositions, et nous ne devons pas abandonner l'idée d'un relais de la communauté internationale.

Je souhaiterais donc qu'on continue notamment sur le terrain de la politique économique et sociale à essayer autant qu'il est possible de faire bouger les choses sur le plan international.

Sur le plan maintenait plus intérieur, notamment du débat qui a été au centre de nos discussions d'aujourd'hui, je voudrais dire d'abord que j'ai trouvé ce débat extrêmement riche, je m'en félicite, que je l'ai trouvé extrêmement politique, et pas spécialement économique ou même s'il a été formulé en termes économiques, visiblement la dimension politique était là derrière. Je l'ai trouvé aussi malgré la diversité, les différences de points de vue à certains moment finalement emprunt d'une pensée commune, dont je pense qu'elle doit être exprimée dans notre texte et transmise.

Les problèmes de la modernisation, bien sûr elle est indispensable cette modernisation, nous l'avons dit. Mais je crois aussi qu'il faudra contribuer à cette clarification, qu'il faut savoir de quoi l'on parle. Ce qui s'est passé à Talbot, par exemple, je ne parle pas du conflit social, mais de l'échec industriel, ce n'est pas la modernisation, c'est au contraire l'aveu d'échec d'une modernisation non faite. Je crois qu'il faut se garder de confondre les deux réalités ou les deux concepts. Le choix de Talbot, du développement d'une productivité apparente fondée dans les dernières années sur l'augmentation des cadences et sur la sous-qualification généralisée d'où l'appel à une main d'œuvre d'un type particulier mené de façon particulière, celle que l'on sait, cela débouche sur des non-progrès de productivité et donc sur un vieillissement et une non-modernisation. Il faut faire très attention de montrer que même si des restructurations sont nécessaires, que des ajustements sont nécessaires et qu'on les prépare, ils sont pour le moment bien plus le résultat de l'échec de la modernisation que l'indice de la modernisation. Il ne suffit pas comme le disait

Jacques Delors, je crois, tout à l'heure, de dégraisser pour croire qu'on modernise. Parfois on dégraisse, parce qu'on n'a pas modernisé et on échoue, ce qui ne veut pas dire qu'on doit garder tous ses effectifs quand on est en sur-effectifs pour prouver qu'on modernise. C'est sur les formations, sur les processus de production, sur les techniques, sur les gammes de produits, sur l'adaptation au marché que repose la modernisation plutôt que sur la réduction des effectifs.

Enfin, je crois que cela a été dit ici, très clairement, il est clair que cette modernisation, cette restructuration ne sera possible que dans certaines conditions, si elle est supportée et comprise, sinon soit nous aurons un blocage social quand nous arriverons au moment de réaliser ce que nous préparons, nous aurons du mal à les réaliser comme c'est le cas de Talbot, dans un contexte il est vrai très particulier, ou bien sinon peut-être que nous réussirons sur le plan économique mais nous courons le risque de l'échec politique, mais à court terme - à court terme, j'entends les échéances normales - c'est-à-dire l'échec électoral. Je pense qu'il faut essayer de faire passer dans l'opinion cette nécessité de la modernisation des mutations et en même temps il faut faire attention, car nous sommes toujours un peu Socialistes sujets aux emballements, y compris quand nous changeons un peu de thème, à ne pas apparaître devant l'opinion comme les grands restructurateurs. Il ne faut pas prendre à notre compte ce qui est l'échec de la gestion des autres, il faut simplement que l'Etat, les pouvoirs publics assument leurs responsabilités. Il faut faire attention à ne pas dégager de façon imprudente, un peu abstraite, parfois un zèle de néophyte, une idéologie de la restructuration. La tâche du gouvernement, nous le savons, est très difficile, je crois qu'il est particulièrement important - nous l'avons déjà transmis dans les réunions que nous avons - qu'on ne laisse pas traîner les problèmes c'est-à-dire que l'on prenne d'emblée les dossiers et que les responsabilités nécessaires soient prises en particulier que l'on détermine à qui vont les dossiers et qui les traite, et tel responsable politique s'il en est chargé, les traite. Je pense qu'il ne faut pas que les problèmes restent dans un no man's land entre des triangles de responsabilités ou des rectangles parfois et que les responsabilités soient assumées. De toute façon nous les assumerons collectivement, il ne faut pas que des dossiers traînent un peu trop, parce qu'on hésite à prendre la responsabilité de s'en saisir au sein de la structure gouvernementale.

Il faut absolument pousser autant que possible à la négociation avec les organisations syndicales. On a là un problème classique, celles-ci demandent avec force d'être consultées, d'être associées aux négociations et avec la plus grande bonne foi c'est du ressort des organisations syndicales, certaines en plus en ont fait un des créneaux de leur idéologie, mais en même temps il faut savoir que lorsqu'on sera dans les difficultés, elles auront la plus grande difficulté à assumer ces responsabilités, y compris parce que c'est l'autre facette de leur action syndicale que de ne pas vouloir être liées par des décisions qui apparaissent rudes. Il est très important, de répondre à l'appel, de prendre au pied de la lettre les demandes qui nous sont faites, pas avec un esprit pour

piéger, pour compromettre, certainement pas, mais pour jouer le jeu honnêtement, parce que je pense que nous avons plus à y gagner, qu'à y perdre. Donc je pense que c'est l'intention du gouvernement, qu'il faut amorcer ce processus, ce qui ne veut pas dire qu'il doit être nécessairement fait ni d'une façon globalisante, ni dans des institutions nécessairement nouvelles. Il y a des mécanismes qui peuvent servir.

Je crois que c'était toute une série des suggestions faites par Jean-Paul Bachy, que nous avons déjà étudiées dans nos prises de position publique, imposer aux entreprises un plan social, des plans de formation et d'adaptation en veillant à ce que tous les problèmes - c'est une autre difficulté, ne pas fuire nos responsabilités - ne viennent vers nous. Etat constamment accusé d'interventionnisme, ou d'étatisme, qui en même temps se voit dès que les difficultés arrivent, chargé de toutes les responsabilités par ceux qui devraient d'abord assumer les leurs.

Par rapport à un certain nombre de problèmes, la croissance je pense qu'il ne faut pas effectivement se résigner à sa disparition, ce n'était pas le sens de ce que nous avons adopté au Congrès de Bourg-en-Bresse, et il faut donc comme l'a dit Delors saisir toutes les opportunités, sinon pour en hâter artificiellement le retour mais pour en préparer sérieusement le cours.

La question du pouvoir d'achat ici est très important, elle a été justement exprimée dans ce Comité directeur. Je crois qu'il faut exclure de notre politique l'idée d'une baisse du pouvoir d'achat pour les salariés. On a fixé une règle qui est celle du maintien du pouvoir d'achat, il faut s'y tenir, cela ne veut pas dire qu'il faut nécessairement le pouvoir d'achat pour tous, il ne faut pas jouer avec cette idée et encore moins avec cette réalité, quitte à ce que nous adaptions quelque peu notre processus et que nous fassions œuvre de souplesse dans les négociations. Ne croyons pas que des tabous qui étaient valables pour d'autres seraient acceptés dans notre cas.

Sur l'inflation et les prix, je suis d'accord avec toute une série de choses, qui ont été dites dans ce Comité directeur, je crois qu'il faut poursuivre cette lutte, c'est indispensable. Je crois qu'il ne faut pas regarder seulement du côté des salaires, on a dû reprendre cela dans le texte de la résolution, mais il faut regarder aussi du côté des autres rémunérations et des autres revenus. Il faut aussi regarder les performances en matière d'inflation. Il est bien évident que si par rapport à des engagements ou des objectifs fixés par le gouvernement, dont il a essayé de contractualiser les termes par des discussions avec les entreprises, certains respectent ces engagements relativement et que d'autres ne les respectent pas, et qu'il n'en résulte rien pour ceux ci pour la fixation d'objectifs ultérieurs, nous décrédibilisons notre propre politique et nous ne donnons pas justice à ceux, qui ont relativement - c'est le cas dans toute une série de secteurs industriels - respecté les engagements ou les consignes gouvernementales. Là aussi, je crois qu'il serait souhaitable de regarder aussi du côté des problèmes de la monnaie, c'est-à-dire du côté du Dollar. Je pense aussi qu'il faut avancer davantage en ce qui concerne les causes structurelles de l'inflation, si nous ne le faisons pas, nous serons amenés à réduire notre politique à l'excès, à un contrôle des

salaires.
Sur toutes ces questions, après ce débat, qui a eu lieu; il est bon que nous fassions nos propositions au gouvernement, que nous avons déjà sensibilisé à nos préoccupations, nous devons le faire à la lumière du Congrès de Bourg-en-Bresse. Georges Sarre, habile homme, je veux te dire que nous devons le faire non pas pour poursuivre la discussion entamée ou amorcée au Congrès de Bourg-en-Bresse, la discussion a été conclue au Congrès de Bourg-en-Bresse, on a fixé une orientation ne jouons pas avec ces choses là. Ces phrases font les délices des Comités directeurs et un bon premier secrétaire se doit de les remarquer, mais en attendant l'orientation fixée avec les ajustements, on peut rediscuter de certaines choses à l'évidence, s'il y a vraiment mutations, changements profonds, mais en attendant cette orientation qui fait notre accord aux problèmes qui surgissent.
Notre résolution a ce caractère, l'aura encore plus, après la réunion du groupe de travail, il faut qu'elle traduise sous les formes adaptées et responsables ce qui a été dit dans ce Comité directeur, je crois que le Comité directeur et à sa suite le Bureau exécutif, pourront faire utiliser les rapports qui ont été présentés pour en faire des documents à l'usage du gouvernement. Nous devrons aussi être sur le terrain, là où les problèmes se posent et nous le sommes grâce au secteur entreprises, j'ai participé à sa dernière réunion de la Commission nationale entreprises des premiers fédéraux entreprises, et des responsables de GSE, il faut développer encore dans toute une série d'entreprises clefs, notamment dans les secteurs menacés, notre présence.
La campagne sur les lois Auroux menée par les partis, celle que nous conduirons aux portes des entreprises, l'accord est en train de se faire avec le PC, doivent nous aider à aller dans ce sens. Notre action avec le PC, comme l'a dit Pierre Bérégovoy de façon juste, n'est pas le résultat d'une habileté, c'est uns politique fondamentale pour nous, politique qui ne nous ferme pas les yeux bien évidemment. On faisait allusion à telle ou telle intervention de Montand, Glucksmann, de Domenach sur ce qui se passe dans les pays de l'Est. Après tout nous luttions ensemble et parfois pas ensemble contre le totalitarisme quand d'autres vantaient encore les révolutions culturelles, après tout... (Applaudissements)
Donc nous devons rester fermes sur les principes qui sont ceux de la liberté. Mes chars camarades, la liberté n'est pas menacée qu'à l'Est, elle l'a été jusqu'à ces dernières semaines encore en Argentine, elle l'est encore, sous des formes assourdies au Brésil, elle l'est pleinement et totalement au Chili, et aux Philippines, et je crois donc que de ce point de vue il faudrait être capable d'ouvrir largement les yeux sur le problème des libertés. Et pourquoi donc l'Argentine, le Chili, les Philippines avec les soutiens dont ils ont bénéficié, ne seraient pas aussi révélateurs de ce que peut être une certaine forme du capitalisme, que ne le sont les pays de l'Est du Socialisme bureaucratisé ?
Je crois qu'il faudra de ce point de vue effectivement mener la discussion et ne pas nous laisser impressionner. Notre politique d'alliance ave les forces de Gauche et le Parti Communiste vise à rassembler largement les forces du travail

et c'est pourquoi elle doit être maintenue tout en étant capable d'exercer sur notre partenaire notre travail de conviction, de pression, d'échanges politiques que nous avons essayé de mener avec force dans la rencontre du 1er décembre. Cette politique de rassemblement vaut évidemment pour les forces syndicales, Talbot c'est un risque industriel et social, à l'évidence, et la question malheureusement n'est pas réglée.

Mais, c'est surtout un exemple de désorganisation. Moi, c'est ce qui m'a frappé dans ces derniers jours : le caractère totalement désorganisé, incontrôlé, de la situation, telle qu'elle se passait à Talbot, avec, certes, un héritage extraordinairement difficile, avec, certes, l'attitude de la direction de Talbot, première responsable des difficultés et de l'échec des négociations, avec le retour en force de la CSL, avec l'appui ouvert des forces politiques d'extrême droite, mais en même temps, avec une désorganisation, presque une dislocation à l'intérieur même des forces syndicales traditionnelles, des forces syndicales tout court, car la CSL, pour moi, ne relève pas de ce qu'est un syndicat, en tout cas un syndicat tel que nous devons l'entendre. Or, le mouvement syndical, le mouvement ouvrier, c'est toujours un mouvement organisé, et ces éléments de désorganisation, ces éléments de dislocation sont extrêmement dangereux.

Je crois qu'à la limite l'hypothèse de réflexion - car on doit pouvoir réfléchir librement dans un Comité directeur sans se voir ensuite, jeter ses formules à la face, j'y reviendrai - émise par Didier Motchane, d'un risque politique à travers le risque même de la pénétration de l'extrême droite dans la classe ouvrière, en tout cas en milieu ouvrier, est une hypothèse qui mérite d'être débattue, même si je ne dis pas qu'elle est un élément constitutif d'ores et déjà de cette situation.

C'est pourquoi je crois que nous devons tous méditer Talbot, y revenir, en débattre, et que nous devons être prudents finalement, même si cela nous démange - et comment cela ne nous démangerait-il pas quand on lit telle interview d'un responsable syndical, dans "Libération" de ce matin - de dire des choses un peu nettes et brutales. Je crois qu'il faut que nous essayions, entre nous, de faire preuve de prudence et de modération dans nos jugements. Je crois que le mérite nous en sera reconnu, bien qu'on ne nous épargne guère, et le gouvernement non plus, y compris de façon un peu vulgaire parfois.

Nous avons d'ailleurs, dans cette période - Marcel Debarge en avait eu le mandat - pris les contacts avec les organisations syndicales et, notamment, avec celle dont nous comprenions mal la politique, à Talbot et au plan national - en tout cas dans le hiatus entre les deux pour dire de façon nette, amicale mais discrète, sans le projeter sur la place publique, sans procéder par anathèmes ou par condamnation, ce que nous pensions et ce que nous craignions. Je pense qu'il va falloir poursuivre ces contacts et que nous le ferons dans la période qui vient.

Il faut effectivement essayer de rassembler largement, de maintenir l'unité entre ces forces diversifiées, politiques et syndicales, qui font la Gauche, dans cette phase difficile, qu'il faut aider à recoudre, à reconstruire ; il faut éviter les processus d'éclatement.

Car la Droite - et c'est le point sur lequel je termine - la Droite reste

électoralement en position de force.
Il ne faut pas croire que la poussée de l'extrême droite l'affaiblisse nécessairement. Cela peut poser des problèmes de conscience, des problèmes à tel ou tel élément jusqu'ici plutôt marginal, ou même à telle ou telle personnalité qui, elle, a aspiration à rassembler davantage, mais cela peut aussi aider à la renforcer, à élargir, à modifier son langage et à l'adapter à des couches qu'elle ne peut pas joindre traditionnellement à travers à la fois le réseau et le langage de ses notables; Donc, ce n'est pas nécessairement un facteur unique de contradiction, ce peut être un élément visant à l'élargir.
En outre, ce processus peut peut-être se poursuivre. La France a connu dans son histoire - je lisais pendant les vacances le remarquable livre de Jean-Denis Bredin consacré à l'affaire Dreyfus, "L'Affaire", que je vous invite à lire parce que c'est un ouvrage superbe - à travers le boulangisme, le deroulèdisme (?), ou la fraction des anti-dreyfusards, à travers d'autres processus, le poujadisme à une autre époque, une tradition de bouffées, d'engouements politiques et électoraux, y compris - pas seulement, mais y compris, et même souvent - vers la Droite extrémiste et démagogue.
C'est pourquoi je voudrais, en espérant que cela va être la dernière fois - mais enfin, le débat est libre... - répondre sur ce point à Françoise Gaspard.
Nous avons eu des différences d'appréciation sur certains points dans un Comité directeur - c'était en septembre - à la suite de cela Françoise Gaspard s'est exprimée - c'était bien son droit - dans le Comité Directeur, où elle m'a quelque peu étrillé - c'est troujours son droit, je ne lui en ai même pas fait la remarque... j'aime mieux quand elle me fait ses critiques dans le Comité directeur que dans "Le Nouvel Observateur", mais même ce droit lui est ouvert, et lui reste largement ouvert - mais simplement, ayant travaillé avec Françoise Gaspard sur les problèmes de formation à une époque, et croyant la connaître un peu, j'ai toujours cru, et je crois toujours, à son honnêteté intellectuelle, alors je lui demande de mener ce débat dans le cadre strict de l'honnêteté intellectuelle et de la fraternité qui nous unit et, donc, sur ces points, en me citant de façon exacte.
Je ne crois à aucun moment avoir dit que Dreux était une "exception". D'abord, je n'ai pas prononcé ce mot "d'exception". Donc, si on caractérise ma position pour dire que c'était une erreur, tactique ou pas tactique, que c'était tactique ou pas tactique, si on caractérise ma position par un mot, il faut que ce mot soit au moins au cœur de ce que j'ai dit et que je l'ai utilisé. Ce n'est pas le cas. Je voudrais donc que mes propos ne soient pas déformés ; je le dis, non pas pour la dernière fois, mais pour la dernière fois, j'espère, sur ce point. Après, le débat, bien sûr, peut se poursuivre...
Au Comité directeur de septembre, j'ai dit au contraire des choses qui vont à l'encontre de la thèse de l'exception. Je me cite, et je m'en excuse, mais je crois que je ne peux pas laisser passer cela.
"Alors, est-ce que dans cette situation de légère modification du climat, mais en même temps d'attente et d'hésitation, est-ce que la situation créée à Dreux par le premier tour des élections municipales, par la percée, que je n'imagine pas inattendue, d'ailleurs déjà inscrite dans les résultats des élections municipales

normales - alors, comme exception, c'est vraiment une exception ! D'ailleurs déjà inscrite dans les résultats des élections municipales normales... - marquée par la poussée du Parti extrémiste de droite, du Parti type fasciste, le Front National, est-ce que cette situation peut changer cela ?"...
Je saute quelque chose qui n'a rien à voir, et je dis :
"Je pense qu'il n'est pas bon et pas souhaitable politiquement de projeter Stirbois et les 16 ou 17% du Front National sur tout le territoire national. Il y a des spécificités locales, il y a le talent dévoyé d'un organisateur, il y a eu des méthodes systématiquement employées, il y a eu des concentrations de forces multiples sur cette petite ville de 15 000 électeurs inscrits, et je pense que ce serait une faute que de projeter cette réalité, par une crédibilisation potentielle, sur le territroire national. Je crois qu'il ne faut pas faire comme s'il y avait une menace fasciste en France. Il y a un abcès local, c'est déjà trop. Il y a là un signe inquiétant - donc, cela nuance sérieusement même la thèse de l'abcès local - car les mêmes éléments étant rassemblés ailleurs, les mêmes méthodes pouvant être utilisées, ceci peut se renouvelsr dans un certain nombre d'autres villes. Il y a alliance politique contre nature entre des gens... etc..."
Le lendemain, le 11 septembre, publiqeument cette fois, on me demande, au Grand Jury RTL-Le Monde : "Certains de vos amis ont parlé de menace fasciste, non seulement à Dreux, mais sur toute la France. Vous avez dit qu'il s'agissait d'un abcès local. N'est-ce pas plus ? N'y a-t-il pas un danger plus large ?
"Je ne me suis pas exprime strictement de cette façon, j'ai dit que la poussée du Front National, parti fascisant, ne constituait pas, pour la France - pour la France ! - une menace fasciste. Je suis né quelques années avant la guerre, je me souviens encore des batailles... etc.." Enfin, je parlais du fascisme dans les années 30, en disant qu'il était bien plus puissant qu'actuellement, et pourtant très faible par rapport aux autres fascismes européens... Je disais : "Je ne veux pas faire de boursouflures, me tromper d'époque ou de période. Je ne crois pas pour autant que ce soit un abcès local."
Alors, chers camarades, l'abcès, ce n'est pas la gangrène. L'abcès peut conduire à la gangrène, mais je crois qu'il n'est pas juste de confondre l'abcès et la gangrène.
Maintenant, si la situation avance et évolue, si après Dreux il y a Aulnay, il y a Antony, déjà c'est un changement, si après Aulnay et après Antony il y a, aux élections européennes, une poussée qui s'exprime nationalement, eh bien notre analyse doit être adaptée, modifiée. Mais je ne peux pas mettre, dans Dreux, un résultat aux élections européennes que je ne connais pas encore ! Voilà ma méthode pour analyser les choses, elle vise à distinguer le temps et cela me paraît être une des chosss les plus importantes - à bien distinguer les moments et les réalités en politique, sinon on ne peut plus analyser. Par ailleurs, comme je ne suis pas un génie politique, moi, je n'ai pas la possibilité de deviner, déjà, s'il y a menace fasciste, ou s'il y aura menace fasciste, ou si un jour le fascisme doit triompher dans tel ou tel autre pays, à partir de tel ou tel problème. Je ne cherche pas à avoir raison avant l'événement, j'essaye pour mon parti, avec lui, soumis à la critique, de le faire de la façon la plus rationnelle et adaptée possible. Je

souhaite simplement, quand je le fais, qu'on me donne le droit au débat au sein du Comité directeur, et d'autre part quand on me critique, ce qui est bien normal, qu'on le fasse en me citant correctement, c'est-à-dire finalement honnêtement.

Cette droite, l'affaire des avions "renifleurs" montre clairement ce qu'elle est et ce qu'étaient ses dirigeants, avant 1931 : des propriétaires du pouvoir ! C'est cela, qui est extrêmement frappant dans leur comportement !

S'ils n'ont pas respecté un certain nombre de choses, s'ils ont limité la discussion à 10 personnes au sein d'Elf-Erap, s'ils ont imposé des procédures particulières à la Cour des comptes, si, alors que le projet était présenté par un Espagnol, un Italien, était connu de telle ou telle personnalité politique, parfois douteuse, internationale, était donné à connaître à tel ou tel chef d'état africain ou du Maghreb, dans le même temps on ne consultait pas un grand scientifique membre du même gouvernement, Pierre Aigrain, dans le même temps on ne consultait pas le ministre de la Défense, alors que c'était "secret défense", c'est parce qu'on a très bien là, la démonstration de l';esprit de bande, de la connivence d'un milieu social, et de gens qui étaient propriétaires des institutions !

N'avez-vous pas été frappés par l'intervention de Giscard à la télévision, disant : "Mais,comment ? Vous, les amateurs, vous n'avez pas ce rapport ? Mais regardez, je l'ai, ce rapport! Et je vais demander à mon Premier Ministre - comme si M. Barre était toujours le Premier Ministre d'un hypothétique, ou en creux, ou par essence, Président de la République ! - de vous le transmettre... à vous qui ne faites que passer, qui êtes des locataires, qui avez loué ces bâtiments pour des cérémonies !"

Je crois que c'est cela qui est extrêmement frappant.

Je pense que la réponse du gouvernement a été, par la publication du rapport, adaptée à la vigueur de l'offensive de l'opposition.

Je suis d'accord avec ceux qui pensent - et nous avons eu cette discussion au Bureau exécutif, sans d'ailleurs grands désaccords, mais il y a eu des tas de nuances apportées, de suggestions faites, qui paraissaient utiles - qu'il ne faut pas faire une utilisation politicienne, qu'il ne faut pas donner une dimension politicienne à cette affaire, mais il faut la conduire de façon ferme sur les principes, sur le terrain institutionnel, sur le terrain du respect des règles de la République, et pour le reste, laissons les détectives amateurs ou professionnels, souvent sérieux - les amateurs-détectives, plutôt, ceux qui voudraient bien être des détectives dans le milieu journalistique - découvrir toute une série de choses, que certainement, d'ailleurs, ils découvriront.

Mais je pense qu'il faut bien comprendre que l'attitude de la Droite à la télévision, la violence de Giscard, l'intimidation qu'il a tenté de pratiquer, l'espèce de terrorisme qu'il a tenté de pratiquer sur nous, visaient à la fois à nous interdire de faire la clarté, et en même temps à nous accuser d'être responsables de mener campagne.

Moi, personnellement, je n'avais pas de position, et c'est au lendemain de l'intervention de Giscard que j'ai pensé qu'il fallait publier le rapport. On ne

pouvait pas laisser Giscard montrer la couverture du rapport sans dire que nous, la Gauche, on montrait l'intérieur, sinon c'est lui qui avait raison contre nous dans l'opinion publique, il faut absolument s'en persuader.
(Applaudissements)
Je crois que le potentiel de division de la Droite française, est un potentiel considérable - cette affaire le révèle à nouveau si on sait la lire avec attention et subtilité - mais ce potentiel de division, il n'est pas encore concrétisé sous nos yeux, et je pense qu'ils n'ont pas eux-mêmes cédé à l'entraînement qui fera que ces divisions éclatent et modifient d'une certaine façon, au moins en partie, la donne politique en France, parce que tout ne sera pas jugements portés sur la gestion, sur les problèmes économiques et sociaux.
C'est pourquoi, en attendant que cette division s'exprime véritablement et constitue un élément nouveau, nous n'avons pas d'autre choix que de continuer à rassembler dans notre propre camp, à aider à convaincre, et à mener les campagnes sur le terrain dont nous parlerons dans la deuxième partie de notre Comité directeur, sur laquelle je ne veux pas anticiper.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Lionel Jospin.
La parole est maintenant à Marie-Claude Vayssade, et snsuite je la donnerai à Laurent Fabius.
Camarades, le Comité directeur n'est pas terminé et je vous demande de rester jusqu'au bout, parce que nous avons encore des choses importantes à faire. Il ne serait pas admissible que vous quittiez le Comité directeur avant que le texte soit adopté et avant que nous adoptions le plan de campagne des activités du Parti dans les six prochains mois.
Alors, je vous demande de rester à vos places et de continuer à participer au débat en écoutant attentivement.
La parole est à Marie-Claude Vayssade.

Marie-Claude Vayssade

J'avais l'intention de parler assez longuement des problèmes que pose la mutation industrielle, et de parler aussi assez longuement des problèmes de négociation et de concertation, mais d'autres l'ont fait avec talent avant moi, et je ne peux que m'associer à ce qu'ont dit en particulier Jacques Delors et Jean Le Garrec.
Ce que je voudrais dire, c'est combien ces problèmes de méthode de travail qu'on a présentés, sur lesquels l'accord peut se faire, deviennent urgents dans les régions les plus touchées.
La crise des secteurs en restructuration, dont on dit qu'on ne les abandonne pas, qu'on veut en faire des secteurs modernes, et qui servent encore l'économie française, frappe de plein fouet des régions entières. Je suis lorraine, et la crise de la sidérurgie en Lorraine, pour les gens qui y vivent, c'est quelque chose qui

Fondation Jean Jaurès

site par site est un problème fondamental. La crise de la sidérurgie en Lorraine, cela s'appelle Pompée, Neufmaison, Longwy, etc. Et à chaque fois ce sont des populations entières qui sont frappées de plein fouet par la crise de l'industrie qui est très souvent la seule industrie dans une localité ou dans un bassin d'emploi, ce qui pose d'une manière fondamentale, et on en a peu parlé cette fois, des problèmes inter-bassins qu'il faudra bien aborder. Il s'agit de savoir si on préfère Neufmaison, si on préfère Valenciennes ou un autre site, et c'est cela qui va se poser, c'est-à-dire que dans le cadre de la décentralisation, dans le cadre des institutions gouvernementales, mais à l'intérieur même du Parti Socialiste, à l'intérieur même des organisations syndicales va se poser un problème fondamental qui va être celui de savoir quel site on garde, quel site on sacrifie, puisqu'on sait qu'il faudra fermer des sites, au moins réduire de façon sensible des sites, et que cela se traduit à chaque fois par des milliers d'emplois.
Les 1900 emplois de Talbot, c'est ce qui risque d'arriver à Neufmaison dans les trois ou quatre ans qui viennent, c'est ce qui se passera sans doute plus fort sur Longwy, c'est ce qui est déjà annoncé à l'heure actuelle sur Pompée. C'est sans arrêt à des chiffres de cette nature qu'on et confronté !
Je voulais intervenir avant que Fabius le fasse lui-même, car je crois qu'il faut lancer un appel vraiment très fondamental au nom de l'ensemble de la Gauche en Lorraine. Il faut que très vite nous sachions exactement où nous allons, il faut que nous ayons les moyens de gérer la crise que nous avons devant nous dans le temps, dans la réalisation des promesses, dans la clarté.
Il ne faut pas laisser pourrir le problème, ce serait le pire. Jacques Delors rappelait tout à l'heure que les Lorrains pour le moment sont résignés. C'est vrai, mais j'ai peur que cette résignation prépare une explosion qui sera incontrôlable, comme celle de Talbot peut être incontrôlable, mais pour d'autres raisons, car quand les gens sont poussés au désespoir, personne ne peut plus les contrôler.
Alors je crois qu'il faut très vite qu'on programme des investissements, des choix, des moyens sociaux.
On va renégocier la Convention générale de protection sociale de la sidérurgie. Des idées importantes ont été émises aujourd'hui. C'est vrai qu'il y a des choses à inventer. Mais je plaide aussi pour que ce ne soit pas simplement des critères financiers qui soient pris en compte, car on sait que cela coûte cher, mais que des critères réellement de restructuration de ces régions soient pris en compte dans la Convention sociale, car il va en dépendre beaucoup de choses.
La Convention sociale, les Lorrains se sont battus pour l'avoir, ils ont fait une grève de plus d'un mois en 1967, et depuis elle est devenue partie du paysage social lorrain. Il faudra le gérer aussi, cela, et savoir comment on la modifie, si on la modifie, et qu'est-ce qu'on modifie, avec quel accord, quel consensus.
Il faut, je crois, aussi pousser la négociation, ou plutôt non, la concertation avec les élus locaux, avec les gens intéressés sur le terrain.
Je lance cet appel d'une manière un peu solennelle, car je dis que dans la résignation actuelle on continue à pouvoir discuter.
Mais je dis aussi que, élus de Gauche en Lorraine, si on n'a pas très vite une

capacité, en relation étroite avec le gouvernement, d'encadrer et de répondre aux questions, de résister à la Droite qui est au pouvoir en Lorraine, partout, sur ces problèmes industriels, nous aurons une seule solution c'est d'être à la tête systématiquement de l'ensemble des manifestations qui auront lieu dans le bassin lorrain…
(Applaudissements)

Le président - Merci, Marie-Claude. La parole est à Laurent Fabius.

Laurent Fabius

J'aurais du intervenir plus tôt, voire ce matin, mais je n'avais pas les idées très claires... je ne dis pas qu'elles le soient davantage maintenant !...
Ce que je veux dire, c'est ceci.
D'abord, et c'est une proposition d'amendement que je fais pour le texte, tout à l'heure, de même que Lionel a eu tout à fait raison de dire qu'il ne faudrait pas intérioriser une espèce d'idéologie de la restructuration, de même il ne faut pas intérioriser une idéologie de l'échec industriel.
Dans le texte qui a été préparé tout se passe comme si, depuis trois ans - et ce n'est agréable ni pour mes prédécesseurs ni pour ce que j'ai fait depuis quelques mois - rien n'avait été fait en matière industrielle.
Or, chers camarades, si beaucoup de choses restent à faire, il faut tout de même dire les choses telles qu'elles sont : en 1983 l'excédent de la balance commerciale en matière industrtielle est de 40 milliards de Francs. Il était de 7 milliards l'année dernière ; ce n'est tout de même pas la même chose. Cette année il y a trois fois plus d'industries, d'entreprises industrielles qui ont été créées que d'entreprises industrielles qui ont disparu. Ce n'est tout de même pas tout à fait la même chose. La restructuration de la chimie, la restructuration du textile, la restructuration de l'électronique, ont déjà eu lieu. Je pense donc qu'il faut faire attention C'est une proposition d'amendement orale que je dépose, par rapport au texte qui sera adopté tout à l'heure. Ne tombons pas dans le travers qui consisterait à battre notre coulpe, comme nous le faisons souvent, sachant que les Socialistes préfèrent en général battre leur propre coulpe que celle d'autrui.
La deuxième remarque que je veux faire concerne Talbot. Talbot, c'est un drame, et un drame qui n'est pas du tout fini. Et ce qui me frappe dans l'affaire Talbot c'est que c'est un drame mal mené, pour toute une série de raisons, mais sur, passez-moi l'expression, une petite affaire. Tu as raison, Marie-Claude, de dire avant moi que c'est une petite affaire. 1905 licenciements dans la région parisienne, ou en France, on en voit souvent, malheureusement. Et que collectivement, nous, la Gauche, enfin, l'ensemble des forces, nous n'ayons pas été capables jusqu'à présent de dominer cette affaire, pour toute une série de raisons que chacun a à l'esprit, moi c'est ce que je trouve le plus grave.
Ce qui fait que pour l'avenir j'ai une tonalité plus pessimiste que celle que j'ai entendu dans ce Comité directeur, parce que je voudrais dire quels sont les

problèmes concrets - laissons de côté les grandes idées - qui se posent à moi, qui théoriquement, j'espère pratiquement, suis chargé de ce domaine.
Premièrement : y a-t-il ou non des sureffectifs ? Et si oui, qu'est-ce qu'on en fait ?
Si l'on n'est pas d'accord sur cette analyse, au sein du Parti Socialiste, pour ne pas dire au sein du gouvernement, et entre les forces qui composent le gouvernement, comment est-ce qu'on peut avancer ? Voilà la première question.
Quand vous avez à discuter avec des partenaires et que le départ même du débat c'est que les uns disent "Il y a des gens en trop", et que les autres disent "Il n'y a personne en trop", voilà la première question qui se pose à moi.
Déjà, entre le Parti Communiste et le Parti Socialiste, la question est ouverte. J'entends ce que nous disent nos camarades à propos de l'automobile, et notamment parfois même à propos de Talbot... Bon ! Il parait qu'il n'y a pas de sureffectifs. Moi je crois le contraire. Bien . En admettant que l'on soit convaincu sur un chiffre ou sur une réalité, qu'est-ce qu'on en fait ?
Est-ce qu'on les fait supporter aux entreprises ? Dans ce cas-là moi je ne sais pas comment les entreprises peuvent durablement tourner. Est-ce qu'on les licencie, ce qui apparemment n'est pas accepté par la population, par les syndicats ? Si on ne les licencie pas, on les met pour une activité de conversion, de formation ; alors, qui paie ? Voilà les questions concrètes que moi je me pose et auxquelles, dans l'état actuel du débat, des forces de gauche, et au sein du gouvernement, je n'ai pas de réponse.
La deuxième question, c'est : qui paie ?
Ou bien ce sont les autres salariés de l'entreprise. Cela s'appelle : la réduction de la durée du travail. Mais dans l'état actuel de la société, quelles que soient les théories des uns et des autres, moi je ne rencontre pas beaucoup de salariés qui acceptent une amputation de leur pouvoir d'achat Et si quelqu'un sait faire une réduction massive de la durée du travail - massive, pas une heure, massive - sans amputation du pouvoir d'achat, avec maintien de la compétitivité, je demande à ce qu'on nous l'explique.
Si ce ne sont pas les autres employés, est-ce que c'est l'Etat, ou la sécurité sociale ? Bérégovoy et Delors, tout à l'heure, posaient fort bien la question. Mais alors, si c'est l'Etat et la sécurité sociale, comme il s'agit de centaines de milliers de gens, comment est-ce qu'on peut faire cela et en même temps dire qu'on va baisser les prélèvements obligatoires ?
Et si ce n'est ni les autres employés ni l'Etat ni la sécurité sociale - ce qui me semble, ce qui est mon approche - alors, il faut bien d'autres sources de financement. Est-ce la monnaie, est-ce les banques... je ne sais pas qui ? Mais est-ce qu'on est d'accord ? C'est le point d'interrogation.
Troisième question.
L'un des problèmes majeurs que nous avons - on le voit bien dans nos régions - c'est que lorsque même on a réglé le problème des sureffectifs, lorsqu'on a réglé la question de "qui paie", les gens n'acceptent vraiment des suppressions d'emplois que si on arrive à créer des emplois. Or, on le sait, les créations

d'emplois ne sont pas du tout à la mesure des suppressions d'emplois. On l'accepte. On l'accepte, mais encore faut-il que cela sorte de terre.
Alors, comment peut-on faire ? Je crois beaucoup, pour ce qui me concerne, à certaine part de reconquête du marché intérieur et certain développement des exportations. L'année 1984, chers camarades, sera la première année - encore une fois ne battons pas notre coulpe au-delà de ce qui est nécessaire - où la pénétration des biens étrangers en France aura reculé. Les statistiques vont nous le montrer bientôt. Et non pas, comme on le dit souvent, à cause exclusivement d'une diminution de la demande interne, mais à cause de ce que les exportations ont progressé sensiblement plus que les importations. Ce qui est donc positif. Mais je crois qu'on peut quand même aller beaucoup plus loin. Après tout, quelles que soient nos idées, c'est vrai que l'année prochaine, en 1984, la France va être déphasée quand même par rapport aux autres pays. Cela présente quelques inconvénients ; à moins, que cela présente un avantage, c'est-à-dire que l'on puisse faire un boum sur nos exportation, et le boum devrait être le double boum, pour qu'on arrive à s'en sortir, sinon on va continuer à emprunter. Donc c'est la première direction qu'il faut choisir.
La deuxième, elle est quoi ?
Les emplois - et je ne sacrifie pas à la mode en disant cela - les emplois supplémentaires, vous n'allez pas les créer dans les grandes baraques... Renault, Peugeot, ils ne créent pas d'emplois supplémentaires ; s'ils arrivent à maintenir leurs postes, c'est déjà bien. Donc on crée des emplois dans les moyennes et petites entreprises. Encore faut-il qu'elles naissent de se développent.
De ce point de vue je crois qu'il faut que nous prenions rapidement des mesures, au-delà de ce que nous avons fait, pour tout ce qui est finalement simplification des thèmes abordés avant moi, qui sont très justes ; c'est comme cela que l'on peut créer des emplois.
Et puis la troisième direction, pour créer des emplois, c'est que je ferai des propositions dans les jours qui viennent : on a des entreprises nationales, et je crois qu'il faut qu'au-delà même de leurs programmes actuels, qui sont dans le cadre des dotations qu'on leur a données, le gouvernement de gauche, leur dise (et je crois que cela aurait tout de même du sens pour un tel gouvernement) : nous avons pour le secteur industriel onze groupes nationalisés, avec des financements nouveaux on va sortir de terre, dans les deux ans, vingt usines, pour des produits qui tiennent la route. Là on commence à voir une perspective ; sinon les emplois, Chers camarades, dans cinq ans vous les attendrez toujours.
A cela doit s'ajouter une formation qui, malgré l'effort qu'on a fait, doit être quand même réajustée. C'est encore vrai aujourd'hui, 1983 1/2 (cela fait donc quelque temps qu'on est au pouvoir), il n'y a jamais que 3% des BTS qui sont dans l'informatique aujourd'hui, malgré l'effort considérable que nous avons fait tous.
Donc la première question c'est : y a-t-il des sureffectifs, et qu'en fait-on ?
La deuxième question, c'est : qui paie ?
La troisième question, c'est : comment on crée des emplois ?

Et la quatrième c'est : comment est-ce qu'on négocie ?
Comment est-ce qu'on négocie ? Cela pose toute une série de problèmes. Le Garrec l'a dit fort bien tout à l'heure. Moi je ne suis pour qu'on mélange tout. Il y a le domaine de la concertation, où il y a donc trois partenaires : l'Etat, les entreprises, les syndicats. Et puis il y a le domaine de la négociation, qui doit, autant qu'il est possible, être un face à face entre les entreprises et les syndicats. Si nous nous mêlons, nous, sauf exception, directement de la négociation, il n'y a plus d'entreprise, et on est mort.
Qu'est-ce que cela peut vouloir dire qu'une négociation où il y aurait à la même table, pour savoir ce qu'on doit faire, Renault, les syndicats, et moi ? Qu'est-ce que peut faire Renault, si moi je suis là, qui suis théoriquement le patron, avec le chèque en blanc, avec la capacité de changer la loi, avec toutes les capacités ? Et je crois d'ailleurs que les syndicats ne le revendique pas, parce qu'ils savent bien que c'est la mort de la négociation.
Ce n'est pas la même façon dont on doit traiter la sidérurgie où évidemment on est en première ligne, et puis la négociation dans les Télécom, ou chez Renault... et d'ailleurs ce n'est pas du tout le même problème. La sidérurgie ce n'est pas un problème de mutation technologique, le charbon ce n'est pas un problème de mutation technologique.
Le charbon : il y avait 60 millions de tonnes produites en 1958 ; cette année, on va arriver péniblement à 17 millions. Cela n'a rien à voir avec la mutation technologique ; en revanche, l'automobile, oui, les télécom, oui, beaucoup d'autres choses ont à voir avec la mutation technologique et on ne peut pas traiter tous les problèmes de la même manière ; c'est la raison pour laquelle, après avoir discuté entre les uns et les autres, la concertation entre les secteurs comme l'automobile et les télécom, devrait avoir lieu au sein de la Commission tri-partite du plan et, ensuite, la négociation entre entreprises et partenaires sociaux, alors que, pour la sidérurgie, il faut que je me mette à une table ; je le ferai bientôt, quand j'aurai les réponses à toutes les questions que j'ai posées. Je ne me mets pas à une table pour me faire flinguer. Quand j'aurai les réponses, j'irai à une table avec les partenaires et les entreprises, pas pour traiter tout, pour traiter un certain nombre de points, d'arbitrages et, après, ça descendra au niveau local des entreprises.
Il faut donc qu'on ait une méthode de négociations. J'en ai proposé une, je pense qu'elle a de bonnes chances d'être retenue, mais encore faut-il qu'on le sache et, au-delà, il y a l'attitude à avoir vis-à-vis des syndicats et l'attitude des syndicats vis-à-vis de nous.
L'attitude de la CFDT, je crois que les phrases qu'a prononcées Lionel Jospin sont tout à fait justes, mais enfin il faut que nous ayons le cœur net. Est-ce que cette centrale, désormais a changé d'attitude ? Est-ce qu'il est possible de lui faire sentir tout le problème que cela pose pour nous et pour la collectivité de gauche que nous représentons, car l'attitude de la CFDT, telle qu'on peut l'apercevoir aujourd'hui... cela peut changer, bien sûr... je dirai qu'elle nous pose des problèmes à nous-mêmes ; on l'a bien vu dans l'affaire Talbot... mais elle en pose au moins autant par les conséquences qu'elle ne peut pas manquer

d’avoir sur la CGT - l’un d’entre nous le disait ce matin. On peut demander beaucoup de choses à la CGT, mais on ne peut pas lui demander de se déjuger.
L’un d’entre nous le disait ce matin, on peut demander beaucoup de choses à la CGT, mais on ne peut pas lui demander d’être en arrière par rapport à une autre centrale qui lui gagnerait dans la main. C’est une constante du monde ouvrier. C’est la raison pour laquelle l’attitude de ces deux centrales est absolument cruciale.
Sur ce point, je voudrais dire aussi que même en mettant les points sur les "i", l’approche que certains camarades ont eu ce matin, je me rappelle que l’affaire de 1947 a commencé et fini d’ailleurs dans une entreprise, ce n’était pas Peugeot, c’était Renault, et que, dans les arrières pensés des uns et des autres, certains pensent à l’union de la Gauche, d’autres depuis longtemps pensent à autre chose. Je pense qu’on ne peut pas aborder les grandes discussions qui nous attendent dans les semaines qui viennent si l’on n’a pas répondu aux questions que j’ai posées et à quelques autres que vous avez posées, mais nous avons pour cela de toutes petites semaines, c’est même une affaire de jours. Tout cela est déjà largement engagé, mais maintenant, c’est le moment du choix. Cela n’aurait pas de sens de se lancer dans je ne sais quelle négociation si on n’a pas répondu à ces questions-là. On ne peut pas attendre de nos interlocuteurs qu’ils répondent à notre place. Il faut que nous ayons nos propres réponses et qu’après, nous entrechoquions nos réponses avec leur propre approche.
C’est la raison pour laquelle je suis un peu plus interrogatif que certains d’entre vous qui se sont exprimés parce que, moi, quand j’aurai à mener non pas toutes ces négociations, le travail sera réparti, mais quelques-unes des plus dures d’entre elles, j’aurai besoin de ces réponses.
Je suis persuadé que nous ne tiendrons pas la restructuration industrielle si nous n’avons pas à nos côtés les syndicats. Nous n’y arriverons pas, ou alors, ce sera au prix d’un tel déchirement que... Bon. Mais je suis persuadé aussi que nous ne gagnerons pas les élections si nous passons à côté de nos responsabilités industrielles. Si les élections étaient dans deux mois, cela pourrait avoir du sens, mais elles sont pour dans trois ans.
Je crois qu’il faut donc avoir, vis-à-vis des responsables syndicaux, un langage assez crû en leur disant que nous voulons faire les choses avec eux. Auparavant, il faut que nous répondions à toutes ces questions-là. Le gouvernement est en train d’y penser. Je souhaite que ce soit fait d’ici quelques jours.
Si cela n’est pas fait, ou si nous voulions mener à bien tout cela sans les syndicats, je crois que nous n’irons pas loin. Si cela est fait, je pense que nous avons de bonnes chances, mais que, de la part du Parti, cela demandera beaucoup de courage. Merci.
(Applaudissements)

Le président - Jean-Pierre Chevènement, pour une brève intervention.

Jean-Pierre Chevènement

Oui, chers camarades, étant donné l’heure tardive, j’avais pensé renoncer à

m'exprimer. Il me semble toutefois que ce que vient de dire Laurent Fabius est d'une grande importance. J'ai ressenti que, confronté à des réalités extrêmement rudes, il parlait un langage clair, il posait les vraies questions, les questions auxquelles nous devons répondre, non pas dans les mots, mais dans les actes, parce qu'il y a trop souvent une certaine déconnexion entre le discours, ce que nous pouvons entendre ici et ce que nous voyons faire. Je crois que Laurent Fabius a posé les vraies questions et son discours très remarquable, j'en ai ressenti la contradiction avec un autre discours, remarquable aussi, celui de Jacques Delors. Chacun a sa cohérence, chacun a sa bonne foi, chacun croit à ce qu'il fait, il y a des contraintes, nous les avons accumulées, Dominique Strauss-Kahn nous les rappelait ce matin, 5% de hausse des prix, pas plus de 3% de déficit budgétaire, pouvoir d'achat plus zéro pour cent, mais ni plus un, ni moins un, investissement reprenant, balance commerciale en équilibre, sinon en excédent, et est-ce que nous pourrons les tenir ?

Jacques Delors ressent la fragilité de la cohérence qu'il propose puisqu'il nous a dit très clairement : il y a un prix politique que je ne suis pas prêt à payer, je ne suis pas prêt à monnayer la rigueur contre le refus des restructurations. Et de son point de vue, il a parfaitement raison, et je l'approuve parce que nous ne pouvons pas faire l'impasse sur la modernisation industrielle.

La question qu'on doit se poser, c'est de savoir si la rigueur, telle qu'elle a été définie, convient à la modernisation industrielle. Je suis très sceptique, vous le savez, je considère que quand on a un investissement qui traîne à 85 sur la base 100, on ne peut pas dire qu'on fait la modernisation industrielle, honnêtement, ce n'est pas vrai. Mais en même temps, on ne peut pas abandonner une cohérence si on n'a pas une cohérence supérieure, ou alors on sombre avant.

C'est pour cela qu'il vaut mieux, comme dit Strauss-Kahn, rester à la politique définie il y a neuf mois, s'il n'y en a pas une autre ailleurs ou si on n'est pas capable d'enrichir celle-là, de mettre la rigueur au service de la croissance. Honnêtement, personnellement, je pense que, compte tenu des contraintes terribles qui pèsent sur notre affaire, il est indispensable d'élargir nos marges de manœuvre, et si nous ne sommes pas capables d'avoir le courage, la capacité d'anticipation, la volonté d'élargir ces marges de manœuvre pendant qu'il en est encore temps, nous ne pourrons pas redresser l'affaire et le Congrès de Bourg, vous le savez bien, a débouché sur un compromis, sur un texte qui n'est pas tout à fait la politique du gouvernement, disons-le clairement, mais qui n'est pas tout à fait aussi clair que nous l'aurions souhaité. Il autorise des orientations, des enrichissements disons. C'est trop grave, ne nous battons pas sur les mots. Et ces marges de manœuvre, il faut les retrouver, les retrouver rapidement, parce qu'il y a deux à trois points de PNB à déplacer, pour avoir une balance commerciale excédentaire et pour remonter l'investissement à hauteur de ce qui est nécessaire.

Le problème est de savoir comment on peut déplacer ces deux ou trois points en maintenant le pouvoir d'achat. Si on veut maintenir le pouvoir d'achat, il faut trouver une marge de croissance supérieure. Deux points de croissance, je le rappelle, c'est 80, 90 milliards de Francs. C'est un peu plus compliqué... C'est à

peu près ce qu'il nous faudrait.
Laurent Fabius vient de dire qu'en 1983, nous avions commencé à reconquérir le marché intérieur. C'est l'effet de la dévaluation, plus exactement des trois dévaluations successives. Il y avait un article que je conseille à ceux qui ne l'ont pas lu, de Denizet, dans le Figaro d'il y a une quinzaine de jours, trois semaines, remarquable, montrant l'étroite corrélation entre les mouvements du commerce extérieur et le taux de change réel du Franc contre la monnaie mondiale, c'est-à-dire contre le panier des monnaies avec les pays avec lesquels nous commerçons et il s'agit d'une corrélation ancienne de 1974 qui s'est toujours vérifiée. Si nous avons un commerce extérieur qui s'est rétabli, c'est parce que, pour la première fois depuis le mois de mars, nous avons un Franc qui nous permet de regagner les parts de marchés tant à l'extérieur qu'à l'intérieur. C'est une marge de manœuvre. Il y en a d'autres à trouver.
Laurent a posé la question : qui paie ? Est-ce le budget ? Je suis convaincu que nous pourrions trouver là quand même quelques marges de manœuvre. La règle des 3%, je ne vois pas qui nous l'impose. Le Japon a bâti sa croissance sans inflation depuis 1975, avec un déficit budgétaire égal à 7% de son PNB. Ce peut être la monnaie, à condition de mettre la banque au service de l'industrie, ce qui a peut-être commencé, mais qui est insuffisant. Je ne voudrais pas épiloguer sur les montants réels en valeur absolue, en chiffres absolus dégagés pour le capital risque. C'est assez dérisoire. Jacques Delors nous a dit : mais si on veut utiliser des formules du type moratoire, il y a l'épée de Damoclès de la dette. Il a voulu dire qu'il y a la spéculation internationale, mais cela pose aussi le problème du maintien du Franc à l'intérieur du SME, il faut le dire parce que c'est vrai, parce que c'est un point de passage obligé, stratégique. Et si on veut se cacher la tête comme l'autruche dans le sable, on peut le faire, mais si on veut se donner une liberté de mouvement, si on veut gagner le match, il faut aussi se poser ce problème là. Si on veut avoir une politique inventive, innovante, il faut se donner la possibilité d'esquiver les coups, ou alors, on est promis à la défaite.
C'est la première chose que je voulais dire : élargir nos marges de manœuvre.
Il y a un deuxième point qui répond à la dernière question de Laurent Fabius : comment négocier ? Je crois qu'il est indispensable de reprendre l'initiative au plan politique, social. Il est indispensable de créer un nouvel élan par je ne sais quel électro-choc, ce n'est certainement pas à moi de le dire, mais au Président de la République et au gouvernement. Il est clair que les mutations sociales commandent les mutations techniques. On ne peut pas se contenter de dire de grands desseins : créer la modernisation, parce que cela ne veut rien dire. Si nous faisons des modernisations, des restructurations industrielles sans avoir auparavant traité le problème social, créer des rapports de force sociaux qui nous permettent de les conduire dans des conditions acceptables pour notre base sociale, si nous ne faisons pas cela, nous allons à l'échec, ce qui signifie que l'Etat a un rôle important, et dans l'affaire Talbot il ne l'a pas eu parce que tout le monde sait bien que le patronat Peugeot ne voulait pas avoir une vraie discussion avec les syndicats, en particulier avec la CGT parce que, s'il l'avait eue, il aurait - je ne voudrais pas trahir des secrets de conversations que j'ai eu

avec les patrons de Peugeot - donné le sentiment aux gens de la CSL, et au syndicat maison, qu'il les lâchait et que le patronat Peugeot ne peut pas négocier avec des syndicats du type que nous connaissons, aujourd'hui représentatifs dans son entreprise, sans donner à toute cette armée de "petits chefs" qu'il a mis des années et des années à constituer, le sentiment qu'il les a lâchés.
Il y a là un problème politique central, fondamental, et je dirai simplement que si nous ne sommes pas capables d'imposer le dialogue social sur nos bases, c'est notre propre base sociale qui va nous lâcher.
On ne peut pas prendre les syndicats en otage, il y a donc une opération clé à faire pour restaurer le front syndical, parce que je partage le point de vue de Jacques Delors, on ne peut pas considérer que la CFDT... on peut tenir un langage très dur à la CFDT, mais il faudra la ramener quand même dans le circuit et ne pas admettre qu'elle se mette sur la touche, parce que c'est la promesse de l'échec. Par conséquent, je dirai que tout le problème que nous avons devant nous dans les mois qui viennent, c'est comment recréer une spirale ascendante, comment ne pas nous enfermer dans une spirale descendante, comment sur le plan économique, politique, idéologique, parce que les esprits idéologiques évoqués par beaucoup d'entre vous sont très présents, comment faire en sorte que nous repartions à l'offensive ?
Moi, j'éprouve le sentiment que c'est très difficile, que la tâche est infiniment rude, complexe, mais c'est là qu'intervient l'ingéniosité politique... il faut même du génie aujourd'hui... Vous savez que vous pouvez compter sur nous, si je puis dire, dès lors qu'il y a la volonté de se battre car c'est cette volonté là qui doit se manifester, parce qu'aucun compromis ne peut être passé sur la base du libéralisme économique triomphant, et quand on écoute ce qui se dit, eh bien, il triomphe sur toute la ligne, qu'il s'agisse des salaires, des prix, des charges sociales, et qu'est-ce qu'il y a en contrepartie ? Nous devons absolument innover, dessiner une autre voie que le retour au libéralisme sauvage.
Je dirai que par conséquent il faut beaucoup de courage, le courage de l'imagination, pour reprendre la formule de Motchane, qui consiste quelquefois à aller contre nos amis... oui, cela peut arriver, mais qui consiste aussi à savoir de temps en temps aller contre nos adversaires.
(Applaudissements)

Le président - Quelques camarades ont renoncé à la parole ; je donne la parole à Finel.

Patrice Finel

Pourquoi n'ai-je pas renoncé à la parole ? Parce que la même mésaventure m'est arrivée au Congrès et j'ai le sentiment, mais peut-être je fais un complexe de persécution, que cette affaire ne doit pas m'arriver trop souvent, donc je vous imposerai quelques points de réflexion qui me paraissent importants à propos de l'affaire Talbot et la façon dont les choses se sont passées.
Je crois que le premier point qui pose problème, c'est l'impréparation des interventions gouvernementales, car la situation à Talbot était connue depuis

longtemps. Après les incidents de 1982, le rapport...

Le président - Restez à vos places, je vous en prie.

Patrice Finel - ... Dupeyrou donnait déjà des éléments sur la situation à Talbot ; Jean Poperen disait qu'après l'annonce par la direction de PSA, des licenciements, le gouvernement avait demandé sa propre étude, mais je m'excuse auprès de Jean Poperen, par rapport à ce qu'il disait ce matin, j'ai le sentiment vu peut-être un peu d'en bas qu'on a quand même perdu six mois et qu'il s'est engagé une étrange course de lenteur surtout quand on connait la réalité des rapports sociaux à Talbot ! En fait, je me demande pourquoi en six mois, nous n'avons pas pu intervenir pour réunir les partenaires sociaux autour d'une table avant qu'il ne soit trop tard et avant que la situation soit où elle en est aujourd'hui ?
Le deuxième point qui me parait important, c'est la conception des rapports sociaux du gouvernement dans cette affaire : conclure en dehors des syndicats un accord avec le groupe PSA, autorisant 1905 licenciements, avec comme contre-partie une formation professionnelle controversée et peut-être inadaptée en raison des spécificités de la main d'œuvre immigrée de Talbot, faire évacuer les grévistes par la force fin décembre au lieu de lancer de réelles négociations, le tout en s'appuyant sur un accord politique avec le PC, donc la CGT, et espérer pour que cela suffise pour que tout se passe bien, c'était semble t-il sous évaluer la réalité d'un monde du travail en lutte, le dos au mur, parce que sans espoir de solution et, me semble t-il, c'est traduire une conception étatique et centralisatrisée de la gestion de ces affaires ; de ce point de vue, on peut comprendre qu'un certain nombre de travailleurs soit amené à penser qu'il y a peu de différences avec le gouvernement précédent !
Il me semble que tant que le gouvernement aura une conception des rapports sociaux, cela a été dit, je le reconnais moins brutalement par certains camarades dont Jacques Delors, qui marginalise les organisations syndicales pour le règlement des problèmes socio-économiques, cela ne pourra conduire qu'à l'impasse et au rejet des solutions proposées.
Le troisième point qui me parait important, c'est le problème du partage du travail, des 35 heures. Le 21 septembre dernier, Pierre Bérégovoy, devant l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, déclarait : la réduction du temps de travail est inséparable de la modernisation de nos entrepris Il y a plus longtemps, notre Premier Ministre, Pierre Mauroy promettait les 35 heures pour 1985. Pourquoi après avoir défendu de si fermes principes, il y a si peu de temps, le gouvernement n'a t-il pas saisi l'occasion de Talbot pour avancer dans cette voie et mettre la proposition à l'ordre du jour, surtout, et ce n'est pas un aspect négligeable du conflit Talbot, que tout le monde voit bien que Talbot représente un test par rapport à l'ensemble des problèmes de sureffectif qui se posent dans l'industrie automobile, et plus généralement dans la sidérurgie et la métallurgie ?
Il y a une autre dimension à ce problème du partage du travail, c'est qu'au

moment de la présidence française de la Communauté européenne et à l'approche des élections européennes, la lutte des 35 heures a une dimension européenne. Les syndicats de la Confédération européenne des syndicats ont déjà entamé des démarches pour obtenir des négociations sur la réduction du temps de travail et pour négocier sur l'introduction de la robotisation et de l'automation.

Tout le monde sait que dans les négociations en Allemagne, au printemps, sur les renégociations des conventions collectives, le syndicat de la métallurgie portera essentiellement ses efforts sur les problèmes de la réduction du temps de travail et je crois qu'il serait paradoxal, alors qu'en 1981 le gouvernement français a avancé des propositions dans ce sens, qui ont été peu reprises à l'époque par nos partenaires, aujourd'hui, nous soyons à la remorque sur ces questions.

Je crois qu'évidemment la réduction du temps de travail n'est pas une panacée, mais les premiers éléments montrent que là où de façon audacieuse le rythme de la réduction et la non compensation salariale intégrale, ont donné lieu à des expériences dans la chimie, par exemple, on a sauvé c'est-à-dire maintenu déjà de nombreux emplois.

Ce problème est lié, et je rejoins sur ce point le rapport de Jean-Paul Bachy ce matin, au quatrième point qui est le problème de la formation. Je crois que là nous devons faire preuve d'imagination dans l'idée de lier restructuration diminution du temps de travail et formation. Même si à Talbot pour des raisons spécifiques, il y a une piste vraiment à creuser peut être dans une réduction massive à 35 h du temps de travail, les quatre heures pourraient être un capital formation, il me semble qu'il y a là quelque chose à creuser.

Le dernier point qui me parait important à propos de Talbot, et là nous sommes collectivement tous ensemble concernés, parce que toujours, me semble t-il, à la recherche de ripostes efficaces, c'est la montée du racisme que nous avons, à cette occasion, je pense, pu constater.

Il y a un côté surréaliste à entendre hier, d'une part Max Gallo, porte-parole du gouvernement, demander la reprise du travail et sur le terrain les gens du CSL crier : "Au four", aux ouvriers immigrés qui étaient évacués blessés.

On a collectivement à réfléchir sur une riposte efficace par rapport à la montée du racisme.

Pour terminer, je voudrais m'étonner, si je puis dire de la position d'un certain nombre de camarades par rapport à la CFDT.

Il y a un conflit dont Robert Chapuis a été le seul à parler, qui est celui de la Chapelle d'Arblay où le lobby corporatiste CGT du syndicat du livre a, me semble-t-il, mené, pour reprendre un titre du Monde de ce soir, vraiment un acharnement thérapeutique pour défendre un certain nombre de privilèges et je n'ai entendu personne, dans ces instances, dénoncé le rôle de la CGT dans cette affaire !

Je ne m'étonne pas qu'une organisation syndicale, dont le rôle premier est de défendre les travailleurs et de négocier, surtout quand en termes de négociations elle se sent un peu exclue, prenne au niveau de sa direction confédérale, je parle

de la CFDT, certaines positions sur ce problème et je pense qu'elle a contribué à poser les questions essentielles pour l'avenir du gouvernement de gauche dont un certain nombre ont été soulevées aujourd'hui qui sont : quelle conception avons-nous de l'exercice du pouvoir, des rapports sociaux dans l'entreprise et comment allons nous tenir nos promesses et nos objectifs, notamment en termes de réduction du temps de travail ?
Le Parti devrait avoir des objectifs et des actions plus dynamiques sur ces questions dans la période qui vient.
Pour terminer et pour m'excuser peut-être d'avoir été long dans cette fin de journée, je voudrais faire un essai d'humour pour le Comité directeur et demander, cela n'a rien à voir avec mon intervention, aux camarades chargés de la communication et de la propagande si après les grands succès des manifestations sur l'enseignement et la laïcité, c'est exprès que sur l'affiche que nous avons dans nos dossiers, pour une presse libre, le journal choisi semble être un journal écrit en latin ?

Le président - Jean Poperen ?

Jean Poperen

Par rapport à la dernière partie politique de l'intervention, je n'ai pas le sentiment que ni le Comité directeur, ni le Bureau exécutif, ni le secrétariat aient jamais hésité quand il y avait des choses à dire sur tel au tel. J'ai rappelé ce matin, cela ne concernait pas spécifiquement la CGT, mais cela concernait le Parti Communiste, que lorsqu'un peu avant, mais encore un peu après la rencontre du 1er décembre, la direction du Parti Communiste, et pas n'importe qui, Marchais lui-même, avait tenu des propos qui nous paraissaient peu en harmonie avec l'action commune, avec les déclarations de juin 1981, quand il s'agissait de ce qu'il disait avant le 1er décembre et avec la déclaration commune du 1er décembre, quand il s'agissait du mois de décembre lui-même, j'ai rappelé que nous avons dit, y compris d'ailleurs le premier secrétaire lui-même, ce qu'il fallait dire, que nous avons porté les critiques, que nous avons posé les questions, bref que nous avons mené la lutte politique.
Nous la menons quand il s'agit du Parti Communiste, éventuellement de la CGT, et nous la menons quand il s'agit de la CFDT : dans tous les cas, nous disons ce que nous avons à dire et nous continuerons.
J'ajoute que quand j'entends dire que les organisations syndicales, en l'occurrence, puisque c'est elle qui s'est plainte, la CFDT, seraient peu consultées, je m'excuse de dire que quand j'aurai le loisir d'écrire les deux premières années et demie du pouvoir de la Gauche, je montrerai que le moins qu'on puisse dire c'est que par rapport aux allées du pouvoir la CFDT ne m'a pas paru la plus mal placée.

Le président - Dernier orateur inscrit, Busnel.

Alain Busnel

Mes chers camarades, j'aurais renoncé bien volontiers à la parole si Jean-Pierre Chevènement ne m'avait donné envie de lui répondre en quelques mots seulement.
D'abord, j'ai été très heureux d'apprendre que la parité du Franc était enfin la bonne et qu'il n'avait pas fallu pour cela de 4ème dévaluation, je le signale et je m'en réjouis.
Ce qui m'inquiète, par contre, c'est d'avoir entendu et c'était déjà contenu dans l'intervention de Motchane, c'est d'avoir ressenti personnellement, peut-être suis-je le seul, vous me le direz dans ce cas là, une certaine remise en cause de ce qui a été l'accord de Bourg-en-Bresse, trois mois à peine après.
Je crois que nous avons, lors de ce Congrès important, réussi à établir un équilibre dans la position du Parti Socialiste et nous avons réussi à trouver le moyen de défendre de façon positive la politique qui est celle du gouvernement. Or, aujourd'hui, on nous appelle à rechercher une cohérence supérieure à celle qui est actuellement présentée et je crois que cette démarche risque de nous compliquer un peu la tâche.
Pour mon sentiment, la cohérence qui est celle de la politique du gouvernement actuel réside justement dans l'équilibré qu'elle a su trouver entre les différentes contraintes, et rechercher une cohérence ailleurs me semblerait une expérience difficile à faire et surtout pleine de risques politiques.
Je souhaite que les débats que nous avons eus à Bourg-en-Bresse ne soient pas uniquement valable pour trois mois, mais soient porteurs d'unité dans les positions du Parti et dans la cohésion derrière le gouvernement encore pour de longs mois et certainement jusqu'au prochain Congrès.

Le président - Merci pour la brièveté.
La discussion générale est terminée. Nous allons entendre maintenant Jean-Paul Bachy qui va rapporter sur le texte préparé par la Commission.
Je vous préviens qu'il va travailler sans filet, parce que le texte n'est pas tapé…

Jean-Paul Bachy

Je suis désolé, car je n'ai...

Le président - Veuillez prendre place, ce n'est pas le moment de partir quand on présente la résolution finale, je vous en prie !

Jean-Paul Bachy - ... qu'un morceau de texte à vous présenter, parce que pour des raisons matérielles, il appâtait un peu problématique que je vous lise l'ensemble du document. Ce que je peux faire, c'est lire, en gros, les 2/3 de ce document auquel il manque une petite partie qui concerne la campagne des élections européennes et une partie qui est encore à la frappe.
Nous avons travaillé à partir d'un texte qui avait été préparé avec un certain nombre de consignes de la part du Bureau exécutif, que nous avons complété

d'un certain nombre d'amendements et d'un certain nombre de propositions qui tiennent compte de la discussion du Comité directeur.
Ce que je vous propose, c'est de vous lire la première partie de ce texte et puis dans quelques moments, après qu'il ait été question des campagnes du Parti, je pourrai compléter.
"Malgré un environnement international difficile, marqué notamment par l'évolution aberrante du cours du Dollar et l'aggravation de l'endettement du tiers-monde, la France tient le choc face à la crise.
En 1980, avec un cours du Dollar inférieur de moitié à ce qu'il est aujourd'hui, le déficit extérieur de la France était supérieur à celui que nous connaîtrons en 1983.
En 1980, alors que le gouvernement avait fait de la lutte contre l'inflation son principal objectif économique, la hausse des prix était de 14% ; sur le second semestre 1983 le rythme est de 8%, ce qui illustre la décélération des prix.
Sous Giscard, le chômage avait progressé de 400%, si la Droite était encore au pouvoir, il y aurait 650 000 chômeurs de plus.
Depuis mai 1981, grâce à la Gauche, le chômage a été stabilisé.
Entre 1979 et 1980, la Droite était au pouvoir, le pouvoir d'achat du revenu disponible n'a augmenté que de 0,6% par an contre 2% chez nos voisins. Sur la période 1980-1982-1983, le même pouvoir d'achat a augmenté de 1,6% en France, alors qu'il baissait de plus 1% chez nos partenaires.
Les Socialistes n'ont donc pas à avoir honte de leur bilan. Il faut poursuivre dans cette voie, persévérer dans la lutte contre l'inflation et pour le vrai équilibrage des comptes extérieurs.
Le pays a devant lui la tâche de mettre son appareil productif à la hauteur des exigences de la concurrence internationale. C'est un travail difficile en raison des retards considérables accumulés au cours des années 1970. Les restructurations et la modernisation qui auraient dû être engagées ne l'ont pas été.
Si nous voulons ensemble que la France demeure une des plus grandes puissances industrielles à la fin du siècle, il n'est pas trop tard, mais il n'est que temps. C'est le sens de la politique entreprise en 1983 et c'est la tâche du 9ème plan qui définit l'effort à entreprendre, les moyens à mettre en œuvre de 1984 à 1988.
Si la Droite n'a pas su ou pu procéder à cette reconversion de l'industrie française, c'est parce qu'elle n'a pas admis que la répartition équitable des efforts, comme le refus de la restructuration sauvage font partie des conditions de la réussite.
Réussir les mutations industrielles et technologiques suppose que les travailleurs, parce qu'ils sont les premiers les plus durement touchés, soient pleinement associés aux décisions.
Dans les branches industrielles et les entreprises concernées, une concertation préalable avec les organisations syndicales et professionnelles s'impose.
Il importe aussi que tous les instruments nécessaires de formation et de reclassement soient mobilisés de façon cohérente et décentralisée, notamment à

Collection Jean Jaurès

l'échelon de tous les bassins d'emploi.
Dans ce cadre, il faut établir clairement les responsabilités de chacun, pouvoirs publics, mais aussi syndicats et patronat.
La modernisation nécessaire de notre économie ne doit pas aboutir à sacrifier l'emploi. Elle ne s'identifie pas avec la pratique des dégraissages systématiques que souhaite manifestement la partie la plus réactionnaire du patronat.
Pleinement conscients du risque de l'aggravation du chômage qui tend à s'accroitre dans tous les pays industriels, les Socialistes mettront tout en œuvre pour poursuivre une politique active de l'emploi.
Rendre les entreprises plus compétitives est un objectif que les travailleurs acceptent d'autant mieux qu'ils y sont associés par une élaboration de leurs conditions de travail, par la redistribution d'une partie des gains de productivité, soit en amélioration de leur pouvoir d'achat, soit en réduction du temps de travail. Cette dernière a des effets d'autant plus positifs sur l'emploi qu'elle s'accompagne d'un soutien à la croissance.
Le maintien du pouvoir d'achat moyen des travailleurs reste en 1984 une des conditions du redressement national. Si la nécessité d'un effort collectif ne permet certes pas d'envisager pour l'instant une progression du pouvoir d'achat des Français, sauf pour les plus démunis, cette rigueur deviendrait inacceptable si elle se traduisait par une augmentation ou même le maintien des inégalités actuelles entre les salariés et les titulaires d'autres revenus.
Aussi la politique de rigueur en matière de revenus ne doit-elle pas concerner que les salariés, mais aussi les non-salariés, notamment grâce à une meilleure transparence des revenus agricoles et commerciaux, et une meilleure maîtrise des professions non-salariées.
Le maintien du pouvoir d'achat est également nécessaire à l'activité économique, et par conséquent au soutien de l'emploi. Les salaires ne constituent sans doute pas toutes les demandes, cest-à-dire en définitive la principale ressource des entreprises, mais ils en forment la plus grande part, et le maintien du pouvoir d'achat découle aussi des progrès réalisés dans la lutte contre l'inflation. Aussi celle-ci doit-elle demeurer un des éléments centraux de la politique économique afin d'assurer la compétitivité interne et externe de nos entreprises et permettre de restaurer de nouvelles marges de manœuvre.
L'aveuglement des politiques menées par la Droite pendant des années a conduit notre pays à accumuler des retards considérables. Une partie des forces patronales, non contente de refuser le changement, s'engage dans une politique du pire. On l'a vu récemment chez Talbot où la direction n'a reculé devant aucun moyen pour diviser les travailleurs, inciter au racisme, et faire éclater un climat de violence."
J'en suis là pour l'instant. Suivent deux développements concernant une analyse un peu plus fine du problème de Talbot et surtout l'appel et la contribution que les Socialistes entendent apporter dans un contexte comme celui-là, sur un plan plus large et global à l'action commune de l'unité des forces populaires, un développement qui débouche sur l'évocation de l'accord entre le Parti Socialiste et le Parti Communiste. C'est sur les actions communes que nous pouvons nous

engager sur ce terrain.
Il y a ensuite l'évocation des différentes campagnes du Parti, qui s'achèvent par une évocation notamment de la campagne des européennes, et un développement sur l'enjeu qu'elles représentent à nos yeux.
Je suis navré de ne pas pouvoir vous présenter la dernière page du texte. Nous serons en mesure de le faire dans quelques minutes.

Le président - Jean Poperen est en mesure de le faire.

Jean Poperen

"Malgré un environnement international difficile, marqué notamment par l'évolution aberrante du cours du Dollar, l'aggravation de l'endettement du tiers-monde, la France tient le choc face à la crise.
En 1980, avec un cours du Dollar inférieur de moitié à ce qu'il est aujourd'hui, le déficit extérieur de la France était supérieur à celui que nous connaîtrons en 1983.
En 1980, alors que le gouvernement Barre avait fait de la lutte contre l'inflation son principal objectif économique, la hausse des prix était de 14%. Sur le second semestre de 1983, le rythme est de 8%, illustrant la décélération des prix.
Sous Giscard, le chômage a progressé de 400%. Si la Droite était encore au pouvoir, il y aurait 650 000 chômeurs de plus depuis mai 1981. Grâce à la Gauche, le chômage a été stabilisé.
En 1979 et 1980, la Droite était au pouvoir : le pouvoir d'achat du revenu disponible n'a augmenté que de 0,6% par an, contre 2% chez nos voisins. Sur la période 1981, 1982 et 1983, le même pouvoir d'achat a augmenté de 1,6% en France, alors qu'il baissait de plus de 1% chez nos partenaires.
Les Socialistes peuvent être fiers de leur bilan. Il faut poursuivre dans cette voie, persévérer dans la lutte contre l'inflation et pour le rééquilibrage des comptes extérieurs.
Le pays a devant lui la tâche de mettre son appareil productif à la hauteur des exigences de la concurrence internationale. C'est un travail difficile en raison des retards accumulés au cours des années 70. Les restructurations et la modernisation qui auraient dû être entreprises ne l'ont pas été. Si nous voulons ensemble que la France demeure une des plus grandes puissances industrielles à la fin du siècle, il n'est pas trop tard, mais il n'est que temps. C'est le sens de la politique entreprise en 1983 et c'est l'axe du 9ème plan qui décrit l'effort à entreprendre et les moyens à mettre en œuvre de 1984 à 1988.
Si la Droite n'a pas su ou pu procéder à cette reconversion de l'industrie française, c'est parce qu'elle n'a pas admis que la répartition équitable des efforts comme le refus de la restructuration sauvage font partie des conditions de la réussite.
Réussir les mutations industrielles et technologiques suppose que les travailleurs, parce qu'ils sont les premiers et les plus durement touchés, soient pleinement associes aux décisions. Bans les branches industrielles et dans les entreprises concernées, une concertation préalable entre les organisations

syndicales et professionnelles s'impose. Il importe aussi que tous les instruments nécessaires de formation et de reclassement soient mobilisés de façon cohérente et décentralisée, notamment à l'échelon de tous les bassins d'emploi.
Dans ce cadre, il faut établir clairement les responsabilités de chacun : pouvoirs publics, mais aussi syndicats et patronat. La modernisation nécessaire de notre économie ne doit pas sacrifier l'emploi. Elle ne s'identifie pas avec la pratique des dégraissages systématiques que souhaite manifestement la partie la plus réactionnaire du patronat.
Pleinement conscients du risque de l'aggravation du chômage qui tend à s'accroître dans la plupart des pays industriels, les Socialistes mettront tout en œuvre pour poursuivre une politique active d'emploi.
Rendre les entreprises plus compétitives est un objectif que les travailleurs acceptent d'autant mieux qu'ils y sont associés par une amélioration de leurs conditions de travail et par la redistribution d'une partie des gains de productivité, soit en amélioration de leur pouvoir d'achat, soit en réduction du temps de travail. Cette dernière a des effets d'autant plus positifs sur l'emploi qu'elle s'accompagne d'un soutien à la croissance.
Le maintien du pouvoir d'achat moyen des travailleurs reste, en 1984, une des conditions du redressement national. Si la nécessité d'un effort collectif ne permet certes pas d'envisager pour l'instant une progression du pouvoir d'achat des Français, sauf pour les plus démunis, cette rigueur deviendrait inacceptable si elle se traduisait par une augmentation, ou même le maintien des inégalités actuelles entre les salariés et les titulaires d'autres revenus.
Aussi la politique de rigueur en matière de revenus ne doit-elle pas concerner que les salariés, mais aussi les non-salariés, notamment grâce à une meilleure transparence des revenus agricoles et commerciaux, et à une maîtrise des revenus des professions non-salariées.
Le maintien du pouvoir d'achat est également nécessaire à l'activité économique et, par conséquent, au soutien de l'emploi. Les salaires ne constituent sans doute pas toute la demande, c'est-à-dire en définitive la principale ressource des entreprises, mais ils en forment la plus grande part.
Mais le maintien du pouvoir d'achat découlera aussi des progrès réalisés dans la lutte contre l'inflation. Aussi, celle-ci doit-elle demeurer un des éléments centraux de la politique économique afin d'assurer la compétitivité interne et externe de nos entreprises et de permettre de restaurer de nouvelles marges de manœuvres.
L'aveuglement des politiques menées par la Droite pendant des années a conduit notre pays à accumuler des retards considérables. Une partie des forces patronales, non contente de refuser le changement, s'engage dans la "politique du pire". On l'a vu récemment chez Talbot, où la direction n'a reculé devant aucun moyen pour diviser les travailleurs, inciter au racisme, et faire éclater un climat de violence.
Le gouvernement s'appuyant sur une mobilisation populaire ne doit donc pas hésiter à imposer à la partie du patronat qui la refuse l'ouverture d'un réel dialogue social.

La poursuite du redressement économique, les reconversions industrielles dans plusieurs secteurs importants ne seront pas menées à bien sans cohésion de la majorité, sans l'union des forces du monde du travail. Les surenchères, les tentatives de débordement auxquelles poussent certains groupes minoritaires ne pourraient que provoquer des ruptures entre les grandes organisations syndicales qui affaibliraient gravement le monde du travail, qui le désarmeraient au moment où nous entrons dans une phase dure, difficile, sans doute décisive.
C'est pourquoi le Parti Socialiste va, dans les prochains jours, développer ses contacts avec les diverses organisations. Le Comité directeur apprécie qu'au cours des plus récents événements, les deux principaux partis de la majorité, le Parti Socialiste et le Parti Communiste, aient marqué concrètement leur volonté d'assumer ensemble l'application de la politique gouvernementale, conformément à l'accord de juin 1981 et à la déclaration de décembre 1983. C'est là un gage important de la cohésion à gauche.
Le Comité directeur souhaite que les échanges qui ont lieu actuellement entre les directions des 2 Partis, en application de la déclaration du 1er décembre, aboutissent rapidement à l'organisation d'actions communes, notamment pour les droits nouveaux des travailleurs et contre l'extrême droite
Oui, la Gauche et les Socialistes inscrivent peu à peu le changement dans les faits. Oui, la Gauche et les Socialistes gèrent le pays mieux, parce qu'autrement, que ne l'avait fait la Droite.
Chirac, Barre, Giscard et leurs alliés n'ont aujourd'hui rien à proposer au pays. Au-delà des luttent de clans dérisoires et de rivalités d'ambitions personnelles, ils ne veulent rien d'autre que le retour au passé et une remise en cause de tous les acquis de mai 1981. Ils mènent des combats d'arrière-garde en refusant de libérer la presse des monopoles financiers et en tentant de discréditer les services publics, comme l'Education nationale, au nom des privilèges dépassés de l'enseignement privé. Ils n'ont aucun argument sérieux à opposer au scandale que constituent la gabegie financière et la preuve d'incompétence révélée par le rapport sur l'affaire dite des "avions renifleurs".
A Bourg-en-Bresse, le Parti Socialiste, après un débat ouvert et démocratique, a rassemblé toutes ses forces.
Le programme d'action du Parti doit permettre aux militants Socialistes, à l'ensemble du Parti de rassembler des forces importantes pour l'application, la concrétisation de la politique du gouvernement de gauche. Dans l'immédiat, il convient de mettre en œuvre les trois campagnes.
- Pour les nouveaux droits des travailleurs.
- Pour la liberté de la presse, puis, en mars :
- pour le succès de la politique économique du gouvernement.
Nous allons mener ces actions alors que l'avenir de l'Europe conditionne celui de tous nos pays d'Europe de l'Ouest.
L'échec du sommet d'Athènes était logique, à partir du moment où de nombreux pays membres, dominés par les forces conservatrices, se refusaient à faire preuve de courage et de volonté politique pour résoudre dans l'esprit du traité de Rome les problèmes posés par la contribution britannique, le financement de la

Communauté, l'adaptation de la politique agricole commune, l'inapplication de la préférence communautaire, le développement de politiques nouvelles, sociales et industrielles. Le gouvernement français a fait preuve d'une grande fermeté, tant pour défendre les intérêts français que pour définir les termes d'une relance de la construction européenne. L'Europe aujourd'hui est dans une crise profonde. Il faut maintenant tirer le meilleur parti de la crise et s'appliquer à trouver des remèdes. Avec la présidence de la CEE, notre pays assume depuis le 1er janvier de nouvelles responsabilités. Les Socialistes français, qui sont parmi ceux qui ont fait le plus pour la construction européenne depuis ses origines, feront à l'opinion française leurs propositions pour la relance de la CEE dans le manifeste européen qui sera adopté lors de leur prochaine Convention."

Jean-Paul Bachy

C'est un numéro à plusieurs voix !
"L'échec du sommet d'Athènes était logique à partir du moment où de nombreux pays membres dominés par les forces conservatrices se refusaient à faire preuve de courage, de volonté politique pour résoudre dans l'esprit du traité de Rome les problèmes posés par la contribution britannique, le financement de la Communauté, l'adaptation de la politique agricole commune, l'inapplication de la préférence communautaire, le développement de politiques nouvelles sociales et industrielles.
Le gouvernement français a fait preuve d'une grande fermeté tant pour défendre les intérêts français que pour définir les termes d'une relance de la construction européenne. L'Europe aujourd'hui est dans une crise profonde, il faut tirer maintenant le meilleur de la crise et s'appliquer à trouver des remèdes.
Avec la présidence de la CEE notre pays assume depuis le 1er janvier de nouvelles responsabilités. Les Socialistes français, qui ont fait le plus pour la construction européenne depuis ses origines, feront à l'opinion française leurs propositions pour la relance de la CEE dans le manifeste européen qui sera adopté lors de la prochaine Convention".

Le président - Est-ce qu'avec ce chœur à deux voix l'ensemble de la résolution a été lu ? Tu avais annoncé un passage sur Talbot.

Jean-Paul Bachy- En fait le texte de Poperen venait à la suite de ce que j'ai lu.

Le président - J'ai cru à l'audition observer un hiatus, juste avant le dernier passage. L'échec du sommet d'Athènes, il manque les transitions pour le moins.
Sous ces réserves, est-ce que vous avez des observations ou des remarques à faire.
Je donne la parole à Christiane Mora.

Christiane Mora - Je crois qu'il vaudrait mieux dire "les Socialistes français, qui sont parmi ceux qui ont fait le plus pour la construction de l'Europe", car "qui sont ceux qui ont fait le plus", c'est injuste pour les autres Socialistes

Fondation Jean-Jaurès

européens.

Le président - D'accord le rapporteur en tient compte.
Yvonne ?

Yvonne (?) - Il y a "le meilleur de la crise" qui me choque, mais il paraît que c'est changé.
Au début, il y a la Droite avait le pouvoir, et le pouvoir d'achat l'un après l'autre.

Le président - Ne faisons pas de la grammaire, il y aurait beaucoup de remarques à faire.

Un intervenant - Le texte est beaucoup trop défensif, il y a une phrase "nous ne devons pas avoir honte de nos résultats", cela je crois...

Marie-Noëlle Lienemann - Deux choses, sur la méthode, je crois qu'on avait dit que le groupe de travail se réunirait une fois les rédactions nouvelles proposées, ce qui permettrait pas mal de débats ici.

Le président - Sauf qu'il n'y aura plus personne !

Marie-Noëlle Lienemann - Alain Richard avait demandé un certain nombre de modifications que je ne retrouve pas toutes. Certaines me paraissent acceptables, bien que nous aurions souhaité avoir quelque chose sur les 35 heures.
Mais nous avions surtout demandé un nouveau libellé sur la phrase "le monde du travail ne se reconnaît...", la formulation laisse planer pas mal de possibilités d'intervention.

Jean Poperen - Elle a été modifiée, il me semble si tu l'écoutes bien - mais peut-être ne l'as -tu pas bien écoutée - qu'elle est différente.
"Les surenchères, les tentatives de débordement auxquels poussent certains groupes minoritaires", dans la première rédaction, j'ai dit qu'il fallait revoir la rédaction mais là il n'y a pas d'équivoque. "... ne pourraient que provoquer des ruptures", je suis même prêt à ajouter "entre les grandes organisations syndicales, ce qui affaiblirait gravement le groupe de travail, qui le désarmerait". Dit comme cela, il n'y a pas d'équivoque possible. Je veux bien ajouter entre les grandes organisations.

Didier Motchane - Le texte incorpore deux des trois paragraphes sur le pouvoir d'achat que j'avais proposé à la Commission. Pour un certain nombre de raisons, dont j'aurai l'occasion de m'expliquer, j'abandonne le troisième aujourd'hui. En revanche, je demande au Comité directeur de reprendre la fin d'un amendement, d'une proposition partiellement intégrée dans le texte, que je lis. C'est le passage

Fondation Jean-Jaurès

où il est dit "les mutations sociales qui commandent aux mutations technologiques.
Comme on le voit aujourd'hui à Talbot, les restructurations industrielles nécessaires risquent de déboucher sur des défaites politiques, si le gouvernement n'impose pas à la partie du patronat qui la refuse l'ouverture d'un véritable dialogue social".
Enfin, puisqu'un camarade vient de dire que cela paraissait remettre en cause la motion de Bourg, je dirai qu'étant donné l'heure tardive et le fait que la discussion générale est close, cela m'empêche de lui lire 4 ou 5 extraits de cette motion que j'ai sous les yeux, qui pourraient d'ailleurs relancer la discussion sur l'ensemble du projet de résolution.

Le président - La discussion générale est close.

Jean-Paul Bachy - Sur la proposition faite par Motchane, nous avons effectivement discuté de ce texte dans le groupe de travail. Nous avions admis, dans ce que tu viens de lire, la fin de l'idée, c'est-à-dire qu'il devait y avoir de la part des pouvoirs publics une volonté d'imposer à la partie du patronat qui la refusait, une politique de concertation Par contre, nous étions pratiquement unanimement réservés contre l'évocation de l'idée, quoi qu'on en pense en ce qui concerne Talbot, qu'il s'agissait d'un échec politique.

Didier Motchane - Je dis "risque de déboucher sur uns défaite politique".

Jean-Paul Bachy - Même avec cette nuance, nous étions assez largement d'accord pour rejeter cette formulation.

Le président - Le Comité directeur a l'air de suivre la position de Bachy.

Didier Motchane - Et si on supprime la référence à Talbot ?

Jean-Paul Bachy - La phrase n'a plus grand sens.

Gérard Fuchs - Je voudrais intervenir sur un registre un peu différent, en m'interrogeant sur le statut et l'usage de ce texte. C'est un texte qui est très long, qui est relativement difficile, qui sera difficile pour beaucoup de militants du Parti lui-même, qui ne me paraît peut-être pas idéal en termes de communication vis-à-vis de l'extérieur pour singulariser les quelques points qui résultent véritablement de nos travaux.
Nous sommes partis comme cela, nous ne changerons pas aujourd'hui, mais je souhaiterais qu'à d'autres occasions nous ayons un petit échange de vues sur le type de texte qui doit résulter; de nos réunions, qu'on se donne une règle de ne pas dépasser un ou deux feuillets, en essayant de voir quels sont les petits points précis qui correspondent à autant de formulations que nous souhaitons diriger vers l'opinion plus large.

Fondation Jean Jaurès

Je m'interroge sur ce que tel ou tel journaliste au gré de ses convictions retirera d'un tel document.

Le Président - Je tiens à dire mon accord total sur ce que vient de dire Fuchs. C'est un point important. Dans le meilleur des cas la presse ne produit pas plus de deux ou trois feuillets de nos textes, si nous leur donnons 10 pages, ils choisissent les deux feuillets qui les intéressent.
Nous aurions intérêt à présenter des documents plus concis. Malheureusement je ne pense pas que c'est à cette heure que nous allons refaire la motion.

Jean-Paul Bachy - Je veux bien admettre la remarque de Fuchs, et les commentaires de Claude, mais dans la mesure où un groupe de travail a comme mandat de tenir compte de l'ensemble des points de vue, des éléments d'un débat qui se sont exprimés, qui ont été extrêmement riches, dans la mesure où en plus toute une série d'éléments ont montré qu'il était nécessaire sur ces problèmes d'avoir à la fois des positions qui soient suffisamment explicites, claires et suffisamment balancées, il est inévitable que dans ces conditions nous ayons des textes longs. Cela n'exclut pas dans le cadre des campagnes que le Parti a à mener pour expliquer la politique gouvernementale sous la forme de tracts, de mots d'ordre, d'un matériel à usage plus large puisse être effectivement plus clair, plus percutant.

Jean Poperen - Pour ne pas prolonger le débat de méthode bien que cela en vaille la peine, compte tenu que nous sentons bien que cette résolution - ce n'est pas la faute de ceux qui l'ont faite - n'est pas exactement ce qu'il nous faudrait ce soir, mais à mon avis il y a plusieurs conditions qu'il faut remplir.
Il est possible que nous ayons besoin de deux textes, d'un texte qui peut être un peu long, qui est un texte d'explication notamment à usage des militants, d'où nous extrayons un texte de communication externe. Il est clair que nous ne pouvons pas bâcler cela. En prolongeant la réflexion de notre premier secrétaire, j'en tire la conclusion que cela pose beaucoup de désagréments à beaucoup d'entre nous...
Le texte est fait par la Commission dans la soirée, adopté le lendemain et pendant la nuit les camarades du service presse, avec les rédacteurs du texte, préparent les coupures qui deviendront le texte. Si nous ne faisons pas cela, à tous les coups nous en serons là.
La dernière chose, c'est qu'il faut confier à un camarade suffisamment longtemps à l'avance la responsabilité du texte, il la garde pendant tout le Comité directeur... là on a travaillé par morceaux, chacun a apporté son paragraphe…
Si l'on ne se réunit pas plus d'une journée, nous, premier Parti de la majorité, on ne peut pas espérer en six heures régler tous les problèmes !

Le président - Worms ?

Jean-Pierre Worms - Je voudrais rappeler que c'est précisément pour cela que ce matin j'avais proposé qu'on dissocie la reprise des deux rapports qui étaient excellents comme base de travail pour en faire des textes approfondis, sérieux, compte tenu de tout ce qui s'était dit au Comité directeur, quitte à les retravailler d'ici le prochain Bureau suivi d'une résolution qui devait être plus courte et plus incisive.
Je regrette alors qu'on avait donné accord à cette proposition de méthode que l'on ait, au niveau de la résolution, essayé de faire un amalgame entre les rapports et la résolution. Tout le mal vient de là.
Je suis tout à fait d'accord avec la proposition de Poperen, si l'on avait deux jours, on pourrait distinguer un texte court et un texte explicatif des positions. Il est indispensable que ce soit fait.

Lionel Jospin - A l'audition, ce texte ne me semble pas mauvais, ne soyons pas trop sévères à l'égard de nos propres productions. Il est peut-être trop long. De ce point de vue, je défends ce que dit Jean Poperen, mais ce n'est pas en raison du fait qu'on aurait voulu faire un amalgame entre résolution et rapports. C'est au Bureau exécutif d'examiner ce qu'il doit transmettre éventuellement, c'est simplement l'habitude classique de rajouter des amendements, des propositions.
Je voudrais bien partager l'optimiste de Poperen selon lequel puisque les camarades ne sont pas capables de rester une journée, on leur demandera d'en rester deux ! Je comprends ce qui conduit à espérer cela, mais je tends à prendre cela avec un certain scepticisme… on pourra essayer ça aussi !
Enfin, je voudrais faire deux remarques très brèves.
Les Socialistes n'ont pas à avoir honte, on l'a déjà dit, mais on dit là : le chômage augmente partout dans les pays développés, ou quelque chose comme ça. Or, avec les informations que l'on a touchant les Etats-Unis, on ne peut pas dire cela, on peut dire : "dans presque tous les pays", mais au moment où précisément parait un article dans le Monde à ce sujet, on ne peut pas dire : "tous les pays développés", en omettant la première puissance mondiale. Il faut corriger cela.
Il y a un passage, peut-être n'ai-je pas entnedu avec suffisamment de précision, où l'on dit : une concertation préalable s'impose, etc. avec les organisations professionnelles et syndicales. Attention qu'il n'y ait pas là un glissement où on ait l'air de dire, c'est un peu contre cela que je m'inscrivais, que c'est le gouvernement qui prend l'initiative et qui a la responsabilité; puisqu'on parle des organisations professionnelles, cela veut dire qu'on ne parle pas des entreprises publiques, mais des entreprises privées et la responsabilité de tout ce processus des restructurations, y compris sous la forme des licenciements demandés par les entreprises, j'ai peur qu'on glisse un peu en prenant toute la responsabilité pour nous.
Comme je l'ai entendu rapidement, peut-être mon objection n'est-elle pas valable, mais Jean-Paul, tu comprends ce que je veux dire, si tu crains qu'il puisse y avoir cette interprétation, il vaudra mieux corriger.

Jean-Paul Bachy - Sur ce point, je crois que la phrase qui vient après a quand même matière, me semble t-il, à répondre à ta préoccupation. Il est dit : dans ce cadre, il faut établir clairement les responsabilités de chacun : pouvoirs publics, mais aussi syndicats...

Lionel Jospin - Elle corrige, atténue, mais je ne suis pas sûr que cela suffise.

Jean-Paul Bachy - Une concertation préalable s'impose avec les organisations syndicales et professionnelles ; il importe que tous les instruments nécessaires de formation et de reclassement soient mobilisés de façon cohérente et décentralisée, notamment à l'échelon des bassins d'emploi...

Lionel Jospin - Dans les entreprises ou secteurs concernés, il est indispensable que s'engagent des concertations des négociations entre les organisations professionnelles, entre les patrons, directeurs d'entreprise et les organisations syndicales, sinon cela veut dire que c'est nous qui provoquons la concertation.

Le président - En corrigeant de cette façon, je crois que c'est bon.
Y a-t-il d'autres remarques, d'autres observations ?
Je vais demander à Jean-Paul Bachy, puisque c'est lui qui a l'ensemble du texte, de le revoir minutieusement, parce que je crois que même au niveau de la rédaction, il y a des petites choses à arranger, et sous ces réserves je mets le texte aux voix.
Que ceux qui sont d'avis de l'adopter, veuillent bien lever la main ?
…..
Avis contraires ?
Abstentions ?
1 abstention.
Le texte est adopté.
Nous avons maintenant à voir le calendrier des activités du Parti. Nous avons sur ce plan à entendre des communications rapides de 3 secrétaires, mais Jean Poperen présente l'ensemble.

Jean Poperen

Les camarades vont intervenir sur les campagnes dont ils ont la responsabilité. Ce que je veux rappeler, c'est que dans le numéro le Poing et la Rose-Responsables du 17 décembre, on résume l'activité du Parti, y compris certaines manifestations des branches. D'autres sont venues depuis. Je vous indique cela, parce qu'il va être nécessaire de refaire une deuxième communication, certains secteurs ayant mis en place d'autres propositions parfois très importantes. Mais il s'agit là, pour le moment, des campagnes que nous voulons mener dans les prochains mois, avec le souci que les premiers secrétaires fédéraux exprimaient en décembre, qu'il n'y ait pas trop de choses qui se chevauchent et se fassent du tort mutuellement.

Fondation Jean Jaurès

A l’heure actuelle, nous avons à conduire la campagne autour de la loi sur la presse et la reprise de la campagne sur les droits des travailleurs ; là dessus je crois que Carassus donnera un certain nombre d’éléments.
Nous sommes en préparation des éléments devant être prêts autour du 21 janvier de la campagne sur la politique économique du gouvernement, nous sommes en plein dans le sujet, et nos travaux d’aujourd’hui doivent éclairer le travail du secrétariat à la communication.
Avec cela nous combinerions, la proposition a été faite au dernier secrétariat, une campagne qui engagerait en même temps plus complètement notamment nos parlementaires sur le thème "compte rendu à mi-mandat", c’est-à-dire une campagne menée dans le cadre des circonscriptions par près de 300 parlementaires, ce qui a été fait, avee un matériel, notamment questionnaires, enquête vis-à-vis de la population, quelles sont à votre avis les priorités pour la deuxième partie du mandat, puis des réunions-débat, des confrontation avec les élus et la population.
Il nous semble que c’est un moyen de concrétiser notre action et de mieux insérer nos élus, nos parlementaires, dans la campagne de popularisation du Parti.
Je vous rappelle que nous avons prévu de rendre tout cela plus intense, par une mobilisation des cadres du Parti à quoi doit servir la campagne de réunions départementales, fédérales qui commence dans quelques jours, je crois que la première est le 13, le plus grand nombre de situant fin janvier, sous la responsabilité du secrétaire aux fédérations.
Carassus, d’une part, Bertrand Delanoë, d’autre part, et Christiane Mora peuvent compléter le peu que je viens de dire à l’instant.

Christiane Mora

Je vais être très brève.
Première remarque, qui est la plus importante, en ce qui concerne les 2 campagnes : campagne économique et "portes ouvertes", il faut, si nous voulons tenir les engagements du Congrès que ces 2 campagnes soient conçues dans la stratégie globale que nous choisirons les européennes. C’est pourquoi nous avons mis en place, d’une part - et cela c’est avant le Congrès de Bourg-en-Bresse - un groupe de travail du Bureau exécutif, composé de membres du Bureau, qui se réunit régulièrement depuis début octobre, qui s’est déjà donné les moyens d’une enquête d’opinion dont nous aurons les résultats en début de semaine prochaine, les 9 et 10 janvier, donc d’une connaissance aussi précise que possible de l’opinion.
Nous nous sommes par conséquent donné les moyens maintenant d’essayer de choisir notre stratégie pour les européennes, et cela ça reste à faire ; c’est la difficulté que nous avons, à laquelle il faudra que nous pallions, c’est la première des campagnes du Parti, et cette espèce d’entraînement doit se situer dans cette stratégie.
Le calendrier du Bureau et du Comité directeur, par rapport a ces choix sur la

stratégie de la campagne européenne doit être assez rapide.
De ce point de vue-là, et pratiquement en conclusion de cette première remarque, il faudrait que le Comité directeur d'aujourd'hui, si le président veut bien le noter, donne mandat au Bureau exécutif, puisque pour le moment je ne sais pas quand sera le prochain Comité directeur, de procéder à ces premiers choix sur la stratégie des européennes, sinon ça compromet l'efficacité de la campagne économique du mois de mars.
Par ailleurs, sur cette campagne elle-même, et compte tenu de ce que Bertrand va vous préciser, c'est-à-dire que la phase de sensibilisation des fédérations sur l'Europe, sur l'ensemble de notre activité, va commencer le 21 janvier, en gros cela veut dire que, pour la campagne économique, nous devons être prêts, du point de vue de l'argumentaire, le 21 janvier.
Sinon, les camarades qui vont partir dans les fédérations, des membres du secrétariat ou camarades habilités à sensibiliser les fédérations sur les questions européennes, ne le feront pas de façon homogène, chacun fera suivant ses connaissances ou sa personnalité, et ce serait ennuyeux, ce qui veut dire qu'il faudrait donc d'ici le début de ces premières réunions, d'ici le 21 janvier, le Bureau exécutif, se saisissant de tout le travail remarquable fait aujourd'hui et d'autres considérations, notamment, je pense de source gouvernementale - Le Garrec a fait un certain nombre d'allusions, Fabius et Delors aussi - dont on pense qu'elles correspondent à des réalités qu'il faudra développer dans la campagne de mars. Il faut qu'on puisse se saisir de tout ça et mettre au point le contenu de la campagne économique d'ici le 21 janvier.
Le groupe du secrétariat national qui travaille sur cette campagne, avec Dominique Strauss-Kahn : le secteur propagande, le secteur entreprises et tel ou tel autre camarade, propose qu'on réfléchisse en 2 sens pour cette campagne.
Bien sûr, elle doit être une campagne sur la politique intérieure et économique de la France, donc des aspects nationaux, mais en même temps il faut que ce soit une ouverture à la campagne européenne.
Ce qui est incontestable, c'est que l'Europe et la CEE a profité à la France, comme à d'autres pays industriels, mais moins à la France parce que notre pays a moins su en profiter dans les quinze dernières années, et cela nous permettra de bien caractériser la Droite et, en même temps, il faut que nous montrions comment la politique nationale que nous menons dans certains de ses aspects, pour l'avenir, est conditionnée par la poursuite de la CEE et par le rétablissement de ses grands principes.
Tout cela n'est pas une mince affaire politiquement, et c'est donc un lourd mandat qu'il faut donner, qu'on ne peut pas ne pas donner au Bureau exécutif si on veut que ces tournées se fassent sur une base politique homogène.
Dernière remarque sur les moyens que nous envisageons pour la campagne du mois de mars. Lorsque je dis qu'on sera prêt, c'est-à-dire qu'en ce qui concerne les slogans et les affiches nous ne sommes pas prêts, mais par contre nous chercherons, comme nous le faisons pour la campagne sur la presse, à utiliser plus systématiquement tous les médias. Je vous indique que les camarades qui sont représentatifs des régions où le groupe Hersant a sévi ces dernières années

ont entendu aujourd'hui et donné leur accord à des cassettes préparées par nous, qui vont être diffusées par les radios locales privées.
Nous avons une agence de presse des radios locales privées et la chance que ce soit quelqu'un proche de nous qui les crées.
Ces moyens que nous allons utiliser systématiquement, y compris dans la campagne économique, il faudra aussi que l'ensemble des interventions du Parti tiennent compte de cette campagne. C'est une chose que ne font pas assez les camarades qui passent à la télévision, sur les radios, ils oublient que toute intervention par les médias audiovisuels doit répéter les slogans, doit faire allusion à nos thèmes. C'est une conception globale de la communication que nous n'avons pas bien, qui doit progresser à cette occasion.
Enfin, nous avons pensé que l'appel à l'adhésion se fera à l'occasion de chacune de ces deux grandes actions nationales et de la campagne électorale proprement dite. Ces campagnes donneront lieu à un bilan. C'est la responsabilité du secrétariat qui m'est confiée.
A l'issue de chacune de ces actions économiques et sociales au mois de mars, puisqu'on ne pourra pas les commencer avant, sur quinze jours, trois semaines maximum, une période de bilan, puis une période de grand affichage, puis période campagne "portes ouvertes", fin avril, début mai, qui nous permettra de nous ouvrir à l'opinion, bilan avant la fin mai, puis deuxième quinzaine de mai deuxième campagne de grand affichage, et enfin période électorale proprement dite.
C'est un calendrier que l'on peut tenir, une méthode qui me paraît raisonnable et aussi rationnelle que possible qu'il faudrait tenir.
J'en ai terminé sur les quelques remarques que je voulais vous faire aujourd'hui.

Le président - Merci, Chritiane Mora. Elle a posé une question qui demande une réponse du Comité directeur. Elle a demandé à ce que le Comité directeur puisse donner mandat au Bureau exécutif pour procéder aux premiers choix de la stratégie aux élections européennes.
Est-ce que le Comité directeur est d'accord ? Pas d'objection ?
Christiane Mora, le Comité directeur donne mandat au Bureau exécutif.
Je donne la parole à Bertrand Delanoë.

Bertrand Delanoë

Chers camarades, je regrette qu'on soit si peu nombreux pour parler d'un sujet qui est peut-être important pour le Parti.
En effet, le Bureau exécutif a considéré qu'il fallait faire des campagnes, qu'il fallait mobiliser vers l'extérieur, mais que ce qu'il fallait peut-être faire avant c'était de mobiliser à l'intérieur et mobiliser par le débat politique, en descendant aussi profondément que possible dans le Parti, pas pour refaire le débat du Congrès, mais pour avoir un échange politique entre la direction du Parti et les animateurs fédéraux et de sections sur l'actualité, sur les difficultés et sur les enjeux.

C’est pourquoi nous avons organisé des réunions départementales qui doivent rassembler les membres de la Commission exécutifve fédérale, les secrétaires de sections et les élus. Ces réunions vont se dérouler à partir de vendredi prochain, elles se dérouleront soit sur une soirée, soit sur une journée et au cours de ces réunions participera à chaque fois un membre du Bureau exécutif du Parti, soit un parlementaire européen, soit un spécialiste des questions européennes.
Quel est l’objectif ?
C’est d’armer politiquement dans le débat, pas seulement par les mots d’ordre imposés du sommet, par le débat l’ensemble de ceux qui vont se projeter vers l’extérieur après.
Voilà ce que je voulais dire le plus brièvement possible, en demandant à tous les membres du Comité directeur qui sont encore présents dans cette salle et aux autres, si vous les rencontrez, d’accorder le plus d’importance possible à ces réunions qui sont, je crois, prises au sérieux par les animateurs fédéraux. Il importe que chacun et chacun dans nos fédérations prenions cela au sérieux, que nous assistions à ces réunions et que nous contribuions à la qualité de ces débats. Merci.

Le président - Merci, Bertrand. Pierre Carassus.

Piere Carassus

Comme mes prédécesseurs, dans la brièveté la plus totale, il s’agit, comme l’a dit Jean, d’une reprise de la campagne que nous avons menée au niveau de la direction du Parti avec les fédérations dans la période de mai, juin où à ce moment là nous avons centré nos initiatives avec des temps forts sur deux semaines.
Là, par rapport à la période de janvier, février, on propose d’avoir des temps forts, mais il nous semble qu’à la lumière du bilan de cette campagne menée pendant le mois de juin, mai, il y a dans des lieux géographiques à forte concentration ouvrière à avoir des initiatives avec la participation des responsables nationaux, notamment autour d’un montage audiovisuel, que le secteur entreprises a réalisé, qui a été présenté au cours du Congrès à la dernière réunion de la Commission nationale entreprises, qui semble bien accueilli par les camarades, qui mérite qu’effectivement à partir de cet outil technique qui porte plus particulieremnt sur le droit d’expression, on fasse avec si possible la participation des élus, le bilan avec les travailleurs qui participeront à ce type de réunion.
Participent en général des travailleurs d’entreprises peu organisés, qui viennent s’informer sur les droits dont ils disposent, à partir des lois que nous avons votées, et bien entendu des militants syndicaux, plus expérimentés, qui ne se privent pas de nous questionner, voire d’engager le débat d’une façon quelquefois un peu vive mais avec en général, même si l’on rencontre parfois quelques difficultés, une issue positive au niveau de ces réunions, le constat qu’il y a effectivement au niveau du Parti la volonté de concrétiser ces droits que nous avons votés, à travers les lois Auroux notamment.

Je voudrais dire pour terminer que des questions se posent, nous sont posées par rapport à la campagne commune que nous devons mener avec le Parti Communiste. Si l'on voit les choses telles qu'elles se présentent, il a été proposé au Parti Communiste un certain nombre de propositions de la part du Bureau exécutif, que nous avons suggérées au niveau du secteur entreprises.
Pour l'immédiat, il semble qu'il y ait du nouveau, une proposition a été plus particulièrement retenue, c'est l'élaboration en commun, y compris au niveau national, d'un tract portant sur les nouveaux droits des travailleurs, qui serait diffusé en commun aux portes des entreprises, voire avec des initiatives communes de réunions.
Il me semble que le temps que tout cela se mette en œuvre, ne vient pas en concurrence avec nos propres initiatives. Il est peut-être nécessaire que nos initiatives soient programmées le plus vite pour créer un élan pour apparaître au niveau de notre Parti.

Le président - Sur l'ensemble de ces propositions, il n'y a plus d'observations, de remarques ?
Il n'y a plus qu'à passer à l'action. Un dernier mot d'André Laignel.

André Laignel

C'est la suite logique des campagnes d'action, et si nous voulons que ces campagnes deviennent réalité, encore faut-il que les cotisations le permettent. Je vais être très bref, je vais vous citer des chiffres soumis à votre approbation, vus avec l'ensemble des trésoriers fédéraux que j'avais invités à une réunion il y a une quinzaine de jours.
Il vous est proposé, pour 1984, le tarif suivant.
- En ce qui concerne le timbre annuel : 42 F.
- Les timbres mensuels : 6 F.

Ce qui fait, pour une carte complète à 12 timbres : 114 F, alors que le tarif 1983 était à 105 F.
Cela fait 8%…

Le président - Y a-t-il des observations ?

André Laignel - Depuis le 1er janvier 1983, date à laquelle nous avons fixé les cotisations, il y a eu un glissement de 9 ; je suis donc en retrait de 1%.

Le président - Y a-t-il des observations sur ces propositions ?
Pas d'observation. Tu peux imprimer les timbres qui le sont d'ailleurs déjà, je pense.
Merci, chers camarades, merci à ceux qui sont restés.
La séance est levée.

Collection Jean Jaurès